

programme communiste

REVUE THEORIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
★ PAIX UNIVERSELLE OU ANTAGONISMES CROISSANTS ENTRE ETATS ?	1
★ LE II ^e CONGRES DE L'I. C. : UN SOMMET ET UNE CROISEE DES CHEMINS	
1) Prélude	13
2) Premiers contacts avec des délégations ouvrières occidentales	22
3) L'essentiel et l'accessoire du II ^e Congrès	32
4) Un dur banc d'essai	34
5) Le long du fil rouge : principes, tâches, perspectives ..	38
6) Le long du fil rouge : Parti et Internationale	45
7) Le long du fil rouge : le débat sur les principes, le programme et leurs applications tactiques	59
a) Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne	59
b) Conditions d'admission à l'Internationale communiste	62
★ APPENDICE :	
Discours du Délégué de la Fraction communiste abstentionniste sur les conditions d'admission à l'I. C.	78

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

PAIX UNIVERSELLE

ou antagonismes croissants

entre Etats ?

Les seigneurs de la guerre se sont transformés en pèlerins de la paix. La détente entre Russes et Américains, l'entente grandissante entre Chinois et Américains, bref le enième tournant dans les relations internationales entraîne dans le chœur démocratique la enième réaction, en réalité toujours identique à elle-même : « la paix est maintenant possible ! », refrain qui semble dicté par la situation, analysée comme suit : « Après la guerre mondiale, il y eut la guerre froide ; il y eut ensuite la coexistence pacifique, mais une coexistence fondée sur l'équilibre des terreurs ; aujourd'hui une nouvelle ère s'ouvre pour l'humanité, une ère fondée sur l'équilibre des échanges ». Et les fanfares du pacifisme d'entonner le couplet composé il y a vingt ans par Eisenhower : « Le monde se (trouve) devant la plus grande des tâches, mais aussi la plus grande des chances : consacrer les énergies, les ressources et les imaginations de toutes les nations pacifiques à une nouvelle sorte de guerre. Ce (sera) une guerre déclarée, une guerre totale non contre un ennemi humain, mais contre les forces brutales de la pauvreté » !

Si la guerre peut être évitée, entre les grands Etats comme entre les petits, comme le prétendent le libéralisme bourgeois et la démocratie réformiste qui infectent un prolétariat démembré, cela signifierait qu'avec le développement du capitalisme s'apaisent les antagonismes sociaux et donc aussi la nécessité de la révolution : l'illusion réactionnaire de la paix est indissolublement liée à l'illusion non moins réactionnaire des réformes et donc à une position politique qui pourrait se résumer dans le cri de « Vive la démocratie ! A bas la révolution communiste ! »

Le marxisme au contraire a toujours affirmé que les guerres impérialistes et les révolutions sont inévitables : le capitalisme ne pouvant se développer sans faire croître tous les antagonismes, il doit périr des conflagrations que ces derniers entraînent nécessairement. La lutte contre le pacifisme dans le domaine social, mais aussi dans celui des rapports entre Etats est donc inséparable de la lutte contre le capitalisme : elle est partie intégrante de la préparation révolutionnaire du

prolétariat et de la préparation du parti à ses tâches de direction de l'insurrection, de la dictature et de la terreur prolétariennes.

Prétendre que les guerres impérialistes puissent être évitées par l'entente entre les grandes puissances n'est pas seulement faire indirectement l'apologie de l'impérialisme, c'est tomber dans une utopie réactionnaire, car toute l'histoire démontre le contraire. Les générations successives n'ont pas connu seulement des antagonismes qui se sont changés en alliances, mais nombre d'ententes qui se sont changées en guerres.

Combien d'accords généraux de partage des Balkans ont-ils précédé l'affrontement de l'Autriche et de la Russie en 1914 ? L'Allemagne et la France se sont accordées pour le repartage de l'Afrique en 1911, l'Allemagne et la Russie pour celui de la Perse la même année et pourtant la guerre a éclaté trois ans plus tard. La guerre russo-japonaise de 1905 fut suivie d'un traité de paix et d'une alliance dans la première guerre mondiale. Si ces tournants semblent bien lointains, on peut en rappeler de plus proches. En 1938 la Russie et l'Allemagne signaient un pacte de non-agression cependant que la Russie intervenait avec Tchang Kaï Chek contre le Japon. En 1941, l'Allemagne attaquait la Russie et cette dernière passait un pacte de non-agression avec le Japon, coupant les vivres aux Chinois (ce furent les Américains qui armèrent dès lors Tchang et... Mao !). Conformément aux accords de Yalta, la Russie entra en guerre contre le Japon trois jours avant sa capitulation, dans le but de recouvrer ses « droits » sur la Mandchourie. Ensuite l'alliance américano-soviétique pour le partage de la Chine se changea en affrontement entre Russes, Chinois et Américains en Corée !

Si l'histoire a connu de nombreuses ententes et alliances, il faut reconnaître qu'elles se sont toujours faites contre d'autres Etats. Les événements rappelés ci-dessus le montrent bien, mais on peut aussi ajouter des faits plus récents : selon *Le Figaro* du 21/2/73 : « La Chine ne veut pas de détente en Europe parce qu'un état permanent de tension empêcherait selon elle les Soviétiques de concentrer leurs troupes le long de la frontière chinoise ». De même les Chinois prennent ombrage de tout pas fait de concert par le Japon et la Russie et vice versa. Voici ce qu'en dit *Le Monde* du 10/2/73 : « La Chine s'inquiète vivement de ces projets sibériens. Leur aboutissement n'aurait pas seulement à ses yeux l'inconvénient de rapprocher Tokyo et Moscou, il ferait naître une menace directe contre la sécurité chinoise. Il comporterait en effet, à la demande des Russes, la construction d'un oléoduc jusqu'au Pacifique, au grand bénéfice de la flotte de guerre soviétique basée à Vladivostock, et des forces russes en Extrême-Orient ».

Les ententes et accords entre grands ne se font pas seulement contre d'autres grandes puissances adverses. Ils se font également contre des Etats plus petits qui, soit parce qu'ils y trouvent un intérêt momentané, soit parce qu'ils ne peuvent faire autrement, sont les alliés de ces puissances.

Le fameux « coup de Prague » et le rideau de fer ont fait parler de « guerre froide » en Europe. Néanmoins ils ne suscitèrent jamais d'autre réaction que verbale des Etats-Unis, les zones d'influence en Europe, prévues à Yalta et constatées à Potsdam n'étant pas remises en cause. Le résultat fut l'élimination du capital financier anglo-français de l'Europe centrale, élimination déjà préparée par l'Allemagne nazie. Ce partage soviéto-américain de l'Europe n'a jamais été encore mis en question par les deux grands, pas plus avec la Hongrie de 1956 qu'avec la Tchécoslovaquie de 1968, qu'aujourd'hui avec la détente, même si l'Europe y trouve quelque avantage. Pour s'en convaincre il suffit de lire la conclusion de l'éditorial du *Monde Diplomatique* de décembre 1972 : « Le grand événement de 1972 était la confirmation éclatante de la détente entre les deux superpuissances... *Mais* (nous soulignons ! N.D.R.) on peut se réjouir de voir écarté le spectre d'un affrontement nucléaire et regretter en même temps que l'Europe occidentale, faute de s'unir politiquement, dépende à ce point de la volonté des deux grands ». Ajoutons que cette main mise américano-soviétique sur l'Europe eut comme contrepartie la tentative de liquidation des empires coloniaux britannique et secondairement français, ces alliés de l'Amérique. On sait comment entre l'Europe et ses colonies, l'Amérique a fait son choix : qu'on se rappelle simplement Suez. L'accord russo-américain contre les vieux empires européens en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique (bien que l'Afrique noire ait été encore à peu près laissée intacte) devait nécessairement susciter une concurrence entre les deux « supergrands » dans les places laissées vides (en Egypte comme en Indochine, en passant par l'Inde). Et aujourd'hui la détente n'exclut nullement une concurrence aiguë dans l'Océan Indien : selon *Le Figaro* du 9/2/73, « à Paris, on affirme que la base de Diégo-Suarez est une base d'appui importante du dispositif militaire français dans l'Océan Indien ; d'autant plus qu'après la fermeture du canal de Suez en 1967, les luttes d'influence des grandes puissances, pour sourdes qu'elles soient, sont particulièrement vives dans cette partie du monde ». Il y a en effet de grandes chances pour que, dans un éventuel futur conflit mondial, celui qui contrôlera la route du pétrole de l'Europe occidentale la voie tomber comme un fruit mûr dans son camp.

En fin de compte les ententes et les désaccords impérialistes, comme les alliances et les affrontements s'entrecroisent et s'entrelacent, se conditionnent mutuellement et se transforment l'un en l'autre, sans arrêt et à tous les niveaux. L'histoire ne peut donc pas nous fournir de preuve tant soit peu sérieuse pour étayer la fable bourgeoise mise en chanson par l'opportunisme réformiste selon laquelle l'entente entre les grandes puissances permettrait de surmonter les antagonismes entre Etats et donc d'éviter les guerres. Bien au contraire !

Bien entendu, les bons apôtres du pacifisme, les adorateurs du dogme démocratique, les prêtres du credo libéral rétorqueront que l'entente entre Russes et Américains qui se prépare ne vise pas le partage impérialiste du monde (comme si l'on pouvait ignorer une seconde ce fait

patent !) mais plutôt les échanges commerciaux et la coopération économique, comme le prétend par exemple cet « économiste » du COMECON, cité par *Le Monde Diplomatique* de mai 1972, qui prévoit qu'entre eux vont « s'établir des rapports solides contenant des éléments irréversibles qui constitueraient le fondement de la confiance mutuelle ». Qu'on se réfère là aussi à l'histoire passée, et l'on verra comment « le commerce engendre la paix » !

Si l'on prend l'Allemagne de 1913, d'après les chiffres de la S.D.N., on remarque que les pays qui seront ses alliés un an plus tard n'entraient pas pour plus de 10 % dans son commerce extérieur tandis que ses futurs ennemis y entraient pour 60 % (59,3 pour les exportations et 64,6 pour les importations) ! De même, le fait que de 1919 à 1922, les Etats-Unis entraient en moyenne pour 35 % dans les exportations et pour 38 % dans les importations du Japon (source S.D.N.), n'empêchait pas Lénine de prévoir l'inévitable affrontement des deux grandes puissances du Pacifique.

Bien sûr, les « liens solides » ne sont pas uniquement tissés par les marchandises ; ils le sont aussi par le capital financier. Les chiffres donnés par Lénine (*Œuvres*, t. 39, p. 299) nous permettent de calculer que sur le total des capitaux allemands (en titres) à l'étranger dont le montant s'élevait à 21,9 milliards de marks en 1906, les futurs alliés de Guillaume étaient intéressés pour 7,1 milliards, ses futurs ennemis pour 10,3 milliards. Quant aux capitaux privés américains à l'étranger en 1933, les chiffres de la S.D.N. révèlent que 9 % se trouvaient en Allemagne, soit une part égale à ceux placés dans l'Angleterre, la France et la Belgique réunies. Pour le Pacifique, 1/3 des capitaux privés yankees se trouvaient au Japon, 1/3 en Océanie, 1/3 dans les autres pays. Où sont donc passés les « liens solides contenant des éléments irréversibles » entre juillet et août 1914 ou entre novembre et décembre 1941 ? *The Economist* du 19/12/1914 cité par Lénine (*Œuvres*, t. 39, p. 288) en donne une idée :

« Avant que n'éclate à la fin de juillet la plus sanglante des tempêtes de l'histoire, il était difficile de distinguer où commençait Krupp, ou bien où finissait Le Creusot. Les emprunts de guerre s'entremêlaient étroitement aux emprunts de paix... tout le monde des affaires, tout le monde financier paraissait être concentré à Londres, Paris et Berlin. Les firmes financières étaient presque inévitablement anglo-américaines, anglo-allemandes, anglo-françaises : les conseils d'administration étaient entremêlés, il y avait des filiales et des agents dans presque toutes les grandes villes de l'Ancien et du Nouveau Monde. Les compagnies et les sociétés géantes accueillaient volontiers des actionnaires de toutes nationalités en portant fort peu d'attention aux alliances diplomatiques... Il y a six mois, l'affirmation que la nationalité ne constitue pas un obstacle pour les accords en affaires était une vérité rebattue... Brusquement, il a été mis fin à tout cela. »

Aujourd'hui, le commerce grandissant entre les Etats-Unis et l'Europe (principalement l'Allemagne) d'une part, entre le Japon et les Etats-Unis d'autre part, ne se transforme-t-il pas en déséquilibres monétaires de plus en plus fréquents et de plus en plus profonds ? Les termes de « guerre commerciale », de « guerre douanière, tarifaire ou contingentaire », ne sont-ils pas dans toutes les bouches ? Comment ne pas voir l'hypocrisie dans les propos des « spécialistes » du Japon quand ils affirment que les échanges pacifiques lui ont permis de conquérir cet empire qu'il avait vainement tenté de se donner hier par la guerre, alors qu'un homme politique japonais déclare : « Le IV^e Plan reflète une modification dans la conception du rôle de notre pays sur le plan militaire. Auparavant nos forces « d'auto-défense » s'intégraient aux forces des Etats-Unis et tout se structurait en conséquence dans l'optique de notre propre défense. Mais aujourd'hui tout se structure en fonction d'un expansionnisme qui ne peut conduire qu'à la catastrophe. » *Le Monde Diplomatique* (septembre 1971.)

Certes ni le Japon, ni d'ailleurs les Etats européens (l'Allemagne en particulier) n'ont encore une puissance militaire suffisante pour faire pression sur les superpuissances. Mais personne ne pourra nier que la course aux armements est générale et que la « détente » actuelle ne la supprime pas en dépit des « conférences sur le désarmement » qui se concluent par des accords portant uniquement sur des armements dépassés et secondaires et qui n'ont d'autre portée réelle que de tenter de limiter la puissance militaire des Etats alliés plus petits.

Bref, le commerce n'a jamais apporté ni « l'harmonie » ni la « concorde », ni la « démocratie » entre les Etats, mais au contraire, n'a jamais fait que renforcer les rivalités et les antagonismes entre les différents intérêts nationaux. Que de tels antagonismes se soient déjà transformés en conflagrations, que leur développement soit fatal, est un fait historique indéniable. Que ces antagonismes doivent conduire inéluctablement à une nouvelle collision générale, il n'est pas nécessaire d'attendre que celle-ci se soit produite pour en être convaincu. L'inéluctabilité historique du déchaînement des antagonismes non seulement entre les classes sociales, mais entre les Etats, est en effet liée à la nature même du capitalisme, et le capitalisme n'a pas changé, comme toute la réalité le prouve. Cela suffit à confirmer le marxisme et la nécessité pour le prolétariat de se faire, comme par le passé, une arme de sa doctrine théorique et politique contre son ennemi de classe. Cela suffit du même coup à infirmer les doctrines des autres classes et démontre la nature contre-révolutionnaire des partis qui découvrent tous les jours de prétendues raisons de lancer des ponts entre la bourgeoisie et le prolétariat, c'est-à-dire de pratiquer la collaboration de classes.

Le marxisme a toujours nié que le capitalisme pouvait se développer de façon harmonieuse, équilibrée, donc sans antagonismes et sans catastrophes. Retournons au vieux Marx : « Par définition, la concurrence

est la *nature* interne du *capital*. Sa caractéristique essentielle est d'apparaître comme l'action réciproque de tous les capitaux : c'est une tendance interne apparaissant comme imposée de l'extérieur. Le capital n'existe et ne peut exister, qu'en étant divisé en d'innombrables capitaux : c'est pourquoi il est conditionné par l'action et la réaction des uns sur les autres.

« Le capital produit et abolit constamment la *production proportionnée*. La proportion obtenue est sans cesse abolie de nouveau par la création de plus-value et l'augmentation des forces productives. Ceux qui réclament que la production augmente *simultanément* et *partout* dans les *mêmes proportions* imposent au capital une revendication qui lui est étrangère et ne découle pas de sa nature. Que l'un d'eux dépasse les proportions données et voilà qu'il pousse les autres à abandonner et à outrepasser les proportions qui étaient les leurs jusque-là dans le mode de production. » (*Les Fondements*, t. I, p. 371.)

Plusieurs conséquences inévitables et dialectiquement liées découlent de la nature du capital. En tout premier lieu, le capital tend constamment à briser les limites imposées par les rapports sociaux, par exemple les limites juridiques qui sont franchies par la fantastique concentration des capitaux, dont *Le Monde* du 1/3/73 disait : « Il est banal de constater que, dans tous les pays capitalistes, la vague de fond porte les entreprises à s'agglutiner les unes aux autres, à renforcer leur aire de production, à déboucher sur des concentrations. Qu'on ait appelé cela trusts, konzerns, ou zaibatsus, suivant les nations, ne change rien à l'affaire. Marx avait raison : depuis un siècle le mouvement s'est propagé partout. Il s'est accéléré depuis dix ans. Tout est bon pour renforcer les groupes ».

C'est cette tendance qui, au grand désespoir des réactionnaires (réformistes en tête), pousse le capital en avant, sans tenir compte des frontières nationales : ce n'est un secret pour personne que le commerce extérieur augmente beaucoup plus vite que la production et que certains pays exportent aujourd'hui entre 30 % et 50 % de leur production industrielle, selon les branches. Comme nous l'avons montré (voir notamment le rapport sur « l'impérialisme » et les matières premières » paru dans *Le Proletaire* n°s 140, 141 et 143) les grands pays industriels sont de plus en plus dépendants du marché mondial pour les matières premières et les sources d'énergie. Les Etats-Unis qui doivent importer cette année 6,1 milliards de dollars en pétrole prévoient pour 1980 le chiffre de 20 milliards et celui de 27,5 pour 1985. Les exportations totales de capitaux à long terme (publics et privés, crédits et investissements) atteignent aujourd'hui un rythme annuel de quelque 12 milliards de dollars pour les Etats-Unis et de quelque 3 milliards de dollars pour le Japon. Comme le montrait justement Boukharine dans *L'Economie Mondiale et l'Impérialisme*, ces tendances ne sont que « trois aspects d'un même phénomène : le conflit entre le développement des forces produc-

tives et la limitation nationale de l'organisation productive » (Cf. p. 102.) Cette tendance à la surproduction à laquelle il faudrait ajouter le développement du chômage, le capitalisme jetant chaque année des millions et des millions de travailleurs dans l'armée de réserve industrielle mondiale, est reconnue par les bourgeois eux-mêmes, et c'est de la peur qu'elle leur inspire que naît le rêve réactionnaire aujourd'hui à la mode de la limitation de la croissance, de la « croissance zéro », mais qui est si peu nouveau que Lénine le signalait déjà en 1916.

Une autre conséquence inévitable de la nature du capital est la disproportion entre les capitaux, c'est-à-dire entre les entreprises, les branches, les pays. La part de chaque pays dans la production mondiale se modifie sans cesse, chaque capital national croissant à un rythme différent. Par exemple le Japon a des rythmes compris entre 10 et 20 %, tandis que depuis la guerre, les U.S.A. n'atteignent pas 5 %. Parallèlement changent continuellement la part de chaque pays dans la consommation des matières premières et de l'énergie qui, dans une mesure croissante, est importée ainsi que la part de chaque pays dans les exportations mondiales. Par exemple, les exportations japonaises ou allemandes augmentent presque deux fois plus vite que le reste du commerce international. La part de chaque pays dans les capitaux investis ou prêtés dans le monde varie également sans arrêt. En ce qui concerne les investissements directs, jusqu'à ces dernières années, seuls les Etats-Unis et la Grande-Bretagne étaient de véritables exportateurs nets. Or depuis 1966-1967 l'Allemagne et surtout le Japon sont partis en flèche. Si on en croit la revue *Entreprise* du 22-28/2/1973 : « Jusqu'en 1969, les investissements (du Japon à l'étranger) ont très peu progressé ; mais dès 1970, ils atteignaient 913 millions de dollars. Leur progression est telle que d'ici à 1980, ils devraient atteindre 25.780 millions de dollars, soit environ le tiers de ceux des Etats-Unis à l'heure actuelle ! »

Or la concurrence entre les capitaux ne peut aller sans luttes. Tant que cette concurrence ne concerne que des entreprises de taille réduite, elle s'accompagne déjà d'un accroissement de l'exploitation, de la concentration et du despotisme de fabrique d'un côté, du chômage, des faillites et de la misère de l'autre, ce qui est déjà beaucoup. Les choses s'aggravent quand elle oppose sur le marché international les grands Etats qui s'y approvisionnent en matières premières et en main-d'œuvre et qui tentent d'y écouler leur surplus tant de marchandises que de capital financier. Il n'y a évidemment aucune commune mesure entre la querelle de deux boutiquiers se disputant la clientèle et la rivalité entre des colosses comme la McDougell Douglas ou la Lockheed et la BOAC ou l'Aérospatiale française qui se disputent le marché non seulement actuel, mais futur du supersonique !

Il est absolument inévitable que la concurrence entre ces capitaux gigantesques se traduise par une concurrence entre Etats. Les échanges se faisant en argent et les Etats étant garants des monnaies, la concurren-

rence commerciale se transforme nécessairement en concurrence entre les différents monnaies et donc entre les différents Etats. En outre et surtout, la concentration du capital a conduit depuis longtemps non seulement à la fusion du capital industriel et du capital bancaire en capital financier, mais à l'interpénétration de ce capital financier et de l'Etat. Dans tous les pays hypercapitalistes, l'Etat n'est pas uniquement le financier le plus puissant : il intervient directement dans l'économie grâce aux tarifs douaniers, aux contingentements, à la politique fiscale, aux subventions, aux exportations et à l'organisation généralisée du dumping (il n'est pas besoin de rappeler ici les analyses magistrales de Lénine ou de Boukharine, ni de les illustrer par les polémiques actuelles entre les Etats-Unis et l'Europe ou le Japon) ; l'Etat tente ainsi de limiter la concurrence à l'intérieur pour la reporter sur le marché mondial et y assurer, comme on dit, la « compétitivité de l'industrie nationale ». Ainsi que le note Boukharine dans l'ouvrage cité ci-dessus « parallèlement à l'internationalisation de l'économie et du capital, il s'opère un processus de nationalisation du capital, processus gros de conséquences » (p. 74). Ce n'est là qu'une tendance, car aussi puissant qu'il soit, l'Etat ne peut pas *entièrement* discipliner le capital, ni le renfermer dans sa sphère territoriale ; mais cette tendance est bien réelle.

Les disproportions inévitables entre les capitaux conduisent à une lutte opposant ceux qui se sont développés moins vite et qui tentent de garder leurs sources de matières premières, leurs débouchés pour les marchandises et les investissements, dans l'espoir de se soustraire aux conséquences de la surproduction, et ceux qui, s'étant développés plus vite, n'ont ni assez de matières premières, ni assez de débouchés, ceux-ci étant monopolisés par les autres. Cette lutte prend inmanquablement la forme d'une lutte entre Etats, lutte pour maintenir ou agrandir les zones d'influence. La supériorité évidente des Etats sur les boutiquiers lancés dans la concurrence est qu'ils disposent d'armes véritables, de canons et de missiles. « Ainsi l'internationalisation de la vie économique, dit également Boukharine, conduit là aussi fatalement à trancher par le glaive les questions litigieuses. » (p. 100). Et plus loin, p. 128, « un pouvoir fort, s'appuyant sur une flotte et une armée gigantesque constitue l'idéal du bourgeois moderne ».

Le militarisme est par conséquent indissolublement lié au capital financier. D'ailleurs, ce n'est pas uniquement parce que, dans les litiges, le dernier mot appartient à la technique militaire. La force militaire est aussi un moyen puissant de la concurrence et le véritable critère dans les négociations, les marchandages et les « ententes » pacifiques et diplomatiques. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui encore les Japonais comme les Européens doivent s'incliner devant les « superpuissances » dans les solutions données aux différents conflits, « monétaires » ou autres.

Le militarisme introduit d'ailleurs un nouvel élément dans la concurrence ; il crée une concurrence nouvelle : la lutte pour la possession et

le contrôle des sites, de régions qui présentent pour des raisons économiques, politiques, géographiques, un intérêt stratégique et qui par conséquent changent avec les périodes et les situations, entraînant autant de déséquilibres et de modifications du rapport des forces. C'est là la source de nouvelles luttes, comme en témoignent la recherche d'alliances pour des raisons stratégiques et militaires, la politique actuelle des bases militaires, la concurrence entre les flottes de guerre. Nous avons parlé plus haut de l'Océan Indien, mais on pourrait aussi évoquer la Méditerranée ou encore citer ce commentaire des *U.S. News et World Report* du 12/3/1973 : « La disparité entre le rythme soviétique et le rythme américain dans la construction navale a toujours été un sujet de crainte pour les autorités militaires américaines. L'apparition d'un porte-avions russe (N.D.R. Il s'agit du « Kiev ») — et l'éventualité que d'autres navires du même type suivent — n'est pas sans leur créer un nouveau sujet de préoccupations » (...) « à partir de ses bases asiatiques, la flotte soviétique est en position pour couper les rouples du Pacifique Nord vers le Japon et la Corée du Sud ».

Comme on voit, le militarisme est en réalité le mode d'existence normal du capital financier. Il est le moyen suprême de garantir, de renforcer les zones d'influence par la domination politique directe ou indirecte, si bien que le monde se présente comme un réseau complexe d'Etats suzerains et d'Etats vassaux à tous les niveaux et à tous les degrés. Comme nous l'écrivions dans un texte paru immédiatement après la guerre et intitulé « *Guerres et Crises Opportunistes* » : « Cette fois, la coalition contre-révolutionnaire mondiale se gardera bien de laisser sans contrôle les territoires des pays battus : elle y installera une garde de classe internationale, n'autorisant que des organisations contrôlées et administrées par elle, et pendant de longues années, elle veillera à empêcher non pas les dictatures de droite comme elle le prétend, mais quelque forme d'agitation sociale que ce soit.

« Seront contrôlés ainsi non seulement les pays vaincus, mais même les alliés libérés de l'occupation ennemie. De plus, on établira une dictature des grands Etats. Les Etats mineurs tomberont dans un régime colonial : ils n'auront plus ni économie capable d'existence propre, ni autonomie administrative et politique, ni à plus forte raison de forces militaires appréciables, susceptibles d'être librement utilisées.

« Quoique moins nettement, l'Europe a connu une situation analogue après la paix de Versailles qui s'inspirait de l'hypocrite idéologie wilsonienne. Les thèses communistes d'alors parlaient d'oppression nationale et coloniale parallèlement à l'oppression de classe. Aujourd'hui que l'Amérique, renonçant à simuler l'isolationnisme, intervient en temps de paix non moins qu'en temps de guerre dans les affaires de tous les continents, il sera plus exact de parler d'une oppression *étatique*, d'une vassalité des petits Etats bourgeois à l'égard de quelques grands Etats impé-

rialistes. » (*Les textes du parti communiste international - N° 4*, pp. 44-45.)

A la misère et aux tragédies des guerres impérialistes succède donc l'odieuse paix impérialiste. A l'affrontement ouvert entre les colosses impérialistes succède la mise en coupe réglée du monde, la tentative d'empêcher l'éclatement des antagonismes par la terreur blanche. Les Vietnamiens sont victimes encore une fois de la paix impérialiste. Les Palestiniens doivent être massacrés pour que s'établisse au Moyen-Orient un nouveau repartage temporaire. Comme le note avec cynisme *Le Monde Diplomatique* de janvier 1973 : « Ce règlement des conflits dans l'Etat et entre les Etats est possible par des procédures autoritaires ou démocratiques. Dans le monde actuel, des gouvernements internationaux s'établissent en fait. Les puissances dominantes organisent et pacifient leur région. C'est un progrès (N.D.R. Sic ! et c'est un partisan des procédures démocratiques qui parle !) que paient pour tous Cuba et la Hongrie, Saint-Domingue et la Tchécoslovaquie... » !

Il est absolument impensable que ce renforcement de l'oppression « étatique », comme nous l'avons dit, n'entraîne pas des réactions et des soulèvements de toute sorte et de toute nature, révolutionnaires ou pas (cela dépend des aires géo-historiques), mais qui sont autant de facteurs de déséquilibre venant s'ajouter aux facteurs économiques et militaires, autant de facteurs de collision en fin de compte.

C'est dans ce cadre général qu'il faut revenir sur les ententes et les alliances entre Etats impérialistes : elles naissent de la concurrence dans le sens le plus général et sont faites pour la concurrence. Elles reposent sur le rapport des forces économiques financières, militaires du moment. « Est-il concevable de supposer que d'ici une dizaine ou une quinzaine d'années le rapport des forces entre les puissances demeurera inchangé ? C'est absolument inconcevable », disait Lénine dans son *Impérialisme* et nous avons vu plus haut pourquoi cela reste inconcevable. Puis, il ajoutait : « Aussi les alliances « inter-impérialistes » ou « ultra-impérialistes » dans la réalité capitaliste, et non dans la mesquine fantaisie petite-bourgeoise des prêtres anglais ou du « marxiste » allemand Kautsky (ou dans celle de tous les pacifistes d'aujourd'hui, qu'ils se prétendent marxistes ou pas, devrions-nous ajouter), ne sont inévitablement, quelles que soient les formes de ces alliances, qu'il s'agisse d'une coalition impérialiste dressée contre une autre, ou d'une union générale embrassant toutes les puissances impérialistes, que des « trêves » entre des guerres. Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre : elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur une seule et même base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale. » (*Œuvres*, t. 22, pp. 318-319.)

S'il fallait une seule preuve pour étayer ce que nous affirmons, à savoir que le capitalisme n'a changé ni depuis que Lénine écrivait ces lignes, ni même depuis Marx, mais qu'au contraire il ne fait que développer les tendances inhérentes à sa nature et qui sont grosses d'affrontements et de collisions sur une base toujours plus large, il suffirait de rappeler que jamais le militarisme n'a été aussi puissant qu'aujourd'hui, que la course aux armements n'a jamais été aussi folle : qu'est-ce que cela prouve sinon l'aggravation des antagonismes non seulement dans l'Etat, mais entre les Etats ?

Bien entendu, le déclenchement d'une conflagration internationale, d'une nouvelle guerre impérialiste suppose certaines conditions qui ne sont pas toujours présentes. Quand Lénine dit à propos de la première guerre mondiale : « Faut-il se demander s'il y avait, sur le terrain du capitalisme un autre moyen que la guerre pour remédier à la disproportion [Notons que Lénine reprend le terme de Marx !] entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et d'autre part, le partage des colonies et des « zones d'influence » pour le capital financier ? » (*L'Impérialisme*, Œuvres, t. 22, p. 297), il indique clairement que c'est cette disproportion qui a constitué la cause profonde de cette guerre, mais il est évident que la guerre n'est apparue comme le seul remède possible que lorsque la disproportion en question eut atteint un degré suffisant.

Combien donc paraît dérisoire la thèse archi-rebattue selon laquelle « l'équilibre des terreurs » rendrait la guerre désormais impossible, légende qui était déjà répandue il y a soixante ans, comme en témoigne ce passage d'un article de *l'Avanguardia* d'octobre 1914, reproduit dans le tome I de notre *Storia della Sinistra* : « En réalité, la thèse de l'impossibilité de la guerre trouva sa meilleure formulation dans le fameux livre de Normann Angell — un bourgeois — sous la forme de la monstrueuse conception bourgeoise de la paix armée, et dans l'idée spécifiquement anti-socialiste que la civilisation procéderait de manière évolutive et éducationniste, ouvrant les yeux des gouvernements et des gouvernés sur l'énorme erreur et l'évidente folie d'une conflagration européenne, étant donné les « moyens modernes de destruction » (p. 246).

Si la démocratie et le réformisme n'ont pas modifié leur interprétation des faits, le marxisme non plus ; et le fossé de classe qui les sépare ne peut pas être comblé :

« Nous, qui soutenons la thèse de Lénine (N.D.R. : du caractère inévitable des guerres sur le terrain de la société bourgeoise) disions-nous en 1957, répondant aux thèses du XX^e congrès du P.C.U.S., nous affirmons qu'une fois l'impérialisme reconstitué dans les pays vaincus, la menace de guerre se représentera à nouveau, au bout d'un certain cycle. Il n'existe qu'une seule issue : que la révolution prolétarienne balaye

cette menace dès son apparition. Mais ce serait là chose tout à fait impossible à proposer si la guerre devait éclater aujourd'hui. »

« La révolution pourrait naître d'une troisième guerre. Mais pour cela, il faudrait que le mouvement de classe ait ressurgi avant qu'elle n'éclatât. C'est là un résultat qui sera dur à obtenir et dont la première condition est que le prétendu caractère socialiste de la Russie soit mis hors de discussion. A la thèse du XX^e congrès sur la possibilité actuelle d'éviter la guerre, nous répondons non pas que celle-ci est *inévitabile* dans un sens absolu, mais que ce n'est pas un mouvement vaguement idéologique des prolétaires et des classes moyennes pauvres qui sont incapables de lui opposer une résistance sérieuse et sur lesquelles elle passerait comme un bulldozer qui permettra de l'éviter.

La guerre est donc *évitable* historiquement, mais à condition qu'on lui oppose un mouvement provenant exclusivement de la classe salariée et que celui-ci saisisse l'occasion de la guerre non pour lui substituer la paix, mais pour détruire en même temps qu'elle l'infâme vieux capitalisme (*Dialogue avec les morts*, p. 94).

Un sommet et une croisée des chemins

1 - PRELUDE

Au moment du II^me Congrès de l'Internationale Communiste (19 juillet - 7 août 1920), la situation économique et sociale et les luttes de classe dans le monde apparaissaient encore comme grosses de possibilités révolutionnaires, malgré les dures défaites de la première année de paix.

La contre-offensive de l'Armée rouge contre le bastion le plus avancé des anglo-français en Europe orientale — la Pologne — était en cours, et on attendait d'un moment à l'autre la chute de Varsovie qui ne devait malheureusement pas se produire. Parallèlement, les troupes du dernier général blanc subventionné par l'Entente, Wrangel, perdaient peu à peu du terrain en Russie du Sud, particulièrement en Crimée ; en Octobre, elles finirent par se volatiliser littéralement quand les derniers rescapés s'embarquèrent sur les navires français.

L'avance jusqu'au cœur de la Pologne faisait oublier les horreurs de la contre-révolution en Finlande et en Hongrie. La combativité était encore vive dans le prolétariat allemand ; l'Angleterre connaissait de grandes grèves de mineurs et la France, de cheminots ; en Italie, l'occupation des usines fut précédée d'une vive fermentation. Même les deux grands pays occidentaux sortis vainqueurs de la guerre (1) connaissaient eux aussi une vague d'arrestations et de persécutions ; en Espagne et dans les Balkans, l'instabilité politique et sociale était chronique ; les pays neutres, depuis la Suisse jusqu'à la Scandinavie, et à des pays de moindre importance ayant pris part à la guerre comme la Belgique ou les Pays-Bas, présentaient des symptômes d'agitation. Tout cela incitait naturellement à diagnostiquer une crise aiguë du régime capitaliste. Cette crise atteignait jusqu'au grand bénéficiaire du carnage, les Etats-Unis (grève de l'acier, septembre 1919 - janvier 1920). Comme le rappellera Lénine dans le discours d'ouverture du Congrès, elle trouvait également une expression dramatique dans les conflits qui, à la conférence de Paris,

(1) Peu avant le II^e Congrès avaient été arrêtés en France Loriot, Monatte et Souvarine ; en Angleterre, Sylvia Pankhurst.

mirent aux prises les Alliés eux-même, et dans les cris d'alarmes d'un Keynes sur les conséquences désastreuses d'une politique revancharde à courte vue, insensée du point de vue économique.

Fait significatif, en raison même de cette crise, Moscou, symbole de l'Octobre rouge, attirait irrésistiblement des groupes prolétariens dont ni l'origine ni la tradition n'étaient marxistes, mais qui étaient engagés à fond dans des luttes sociales et pleins d'élan révolutionnaire. Sous son influence, I.W.W. américains, *shop stewards committees* anglais, syndicalistes - révolutionnaires français, italiens, espagnols, allemands commençaient à s'ouvrir un peu aux problèmes du Parti, de la conquête violente du pouvoir, de la dictature prolétarienne et de la terreur. Un autre fait pouvait apparaître comme un *symptôme* de l'imminence d'une crise révolutionnaire à l'échelle européenne : c'était l'attitude de puissantes organisations comme l'*Independent Labour Party* en Angleterre, l'*U.S.P.D.* en Allemagne, le P.S.F. (ex-S.F.I.O.) en France, le *Socialist Party of America* aux Etats-Unis ; ayant décidé d'abandonner la II^{me} Internationale, ces partis oscillaient en effet entre la douteuse perspective d'une « reconstruction » sur des bases *moins ouvertement* conciliatrices (une espèce d'Internationale 2 1/2 avant la lettre) et de prudents sondages diplomatiques en vue d'une éventuelle adhésion à l'I.C., soit que (hypothèse la plus bienveillante, mais aussi la plus discutable) leurs dirigeants aient été poussés à s'incliner par la base, soit que (hypothèse plus conforme, selon nous, à leur mission historique), ils aient senti qu'ils devaient *prévenir* la radicalisation de cette base, et la combattre pour empêcher que des fractions plus résolues ne se détachent du vieux parti.

Ainsi, tandis que même ceux qui avaient lancé la croisade anti-bolchevique en 1918-1919, commençaient à se résigner à l'état de fait en Russie, voire à le « reconnaître » au point d'envisager de conclure des traités de paix et des accords commerciaux avec elle (la Grande-Bretagne fut la première à se mettre sur les rangs), tout semblait à nouveau possible dans l'arène de la lutte des classes, après les terribles revers de 1919 et les longues années de guerre civile dans l'aire immense gouvernée par le pouvoir issu de l'Octobre rouge. *Jamais* oubliée ni démentie, la perspective de la révolution *mondiale* reprenait corps. Elle était alimentée par les puissantes secousses qui agitaient les colonies et semi-colonies, surtout britanniques, jusque-là essentiellement sources pour le capital européen de ces surprofits qui avaient permis la constitution d'une aristocratie ouvrière, base de l'opportunisme. A des années de distance, ces secousses confirmaient la vision grandiose de Marx et d'Engels sur la soudure entre le mouvement prolétarien des métropoles capitalistes et les efforts d'émancipation des peuples de l'Orient entraînés dans le tourbillon, de l'économie et du marché mondiaux. Cette vision qui, à leur époque, concernait surtout l'Inde et la Chine, intéressait désormais aussi la Perse, la Turquie et les Indes hollandaises. Si, comme le racontent les témoins d'alors, les yeux des délégués au II^{me} Congrès étaient fixés sur la carte de Pologne où l'on faisait avancer quotidiennement des petits drapeaux marquant la progression de l'Armée rouge, leur présence à Moscou

témoignait d'une bataille beaucoup plus large puisqu'elle s'étendait à tous les continents ; en effet des militants ouvriers venus des pays les plus divers, et différant non seulement par la couleur de leur peau, mais aussi par leur idéologie, s'étaient rassemblés dans la capitale du premier pays qui ait connu une véritable dictature prolétarienne, unis par une passion révolutionnaire plus forte que leur attachement aux traditions politiques particulières qu'ils avaient héritées du passé. Comme les bolcheviks furent les premiers à s'en apercevoir, cette grande flambée relevait en grande partie d'une « mode », politique nouvelle, avec tout ce que cela comporte de suspect. C'est pourquoi Zinoviev put parler de la nécessité de « fermer à clef l'Internationale Communiste » et de placer à l'entrée une « sentinelle », et Trotsky préférer la ferveur naïve de militants non encore débarrassés de leurs préjugés anti-autoritaires, mais pleins d'élan et d'instinct de classe, à l'« arrogance » de « communistes » pour qui les grandes questions qui avaient déchiré le mouvement ouvrier — la question du parti, celle de la conquête violente du pouvoir, de la dictature et de la terreur rouge — étaient désormais des conquêtes définitives. Quant à Lénine qui couvrait d'infamie non seulement la droite social-démocrate, mais le centre qui avait abjuré le mouvement révolutionnaire malgré sa hâte à envoyer des pèlerins à Moscou, il ne reprochait au gauchisme que d'être une « maladie d'enfance du communisme », contre partie de la vitalité et de la croissance de ce mouvement.

Il n'en reste pas moins que cette flambée était capable de brûler bien des scories à condition d'être correctement dirigée. Or ceux qui la dirigeaient étaient les bolcheviks engagés au même moment dans une bataille titanesque sur le front tant intérieur qu'extérieur. En rédigeant des thèses pour le Deuxième Congrès, ils avaient forgé des armes bien plus redoutables que ne pouvaient l'imaginer les délégués affluant à Moscou, eux dont les partis n'avaient adhéré au Comintern qu'un an plus tôt. Dans leur majorité, ceux-ci n'étaient pas prêts à reconnaître ces thèses comme leurs ; ils ne les acceptaient que de façon formelle, sans en assimiler la substance. Cela n'empêche pas qu'elles devaient rester comme autant de jalons sur la voie du prolétariat engagé dans la lutte pour son émancipation : mettant en garde les délégués contre l'erreur de croire qu'il ne restait à la classe dominante aucun moyen de sortir de la crise d'après-guerre, Lénine soulignera dans son discours inaugural qu'avec de telles armes, la situation pouvait cesser d'être révolutionnaire (2), sans que la préparation de l'assaut insurrectionnel cesse d'être possible.

A un demi-siècle de distance, il est facile de dire que l'enthousiasme d'alors masquait une réalité bien moins favorable qu'on n'avait tendance à le croire. On ne doit pourtant pas oublier que l'année 1920 s'était ou-

(2) Lénine le rappela à Serrati et à Frossard qui raconte que Lénine l'attaqua en ces termes : « On ne vous demande pas de faire la révolution tout de suite ; ce qui compte, c'est la préparation révolutionnaire ».

verte sous le signe de deux grandes victoires : la défaite de l'ennemi dans la guerre civile de Russie et la jonction des divers détachements de l'armée prolétarienne mondiale, que la guerre impérialiste et le siège de la république bolchevique par l'impérialisme avaient démembrée. Deux semblables victoires justifiaient non seulement l'enthousiasme, mais l'allégresse, et seuls des pédants et des philistins peuvent ne pas en sentir la portée historique. D'ailleurs, les dirigeants de l'Internationale voyaient parfaitement les aspects contradictoires et les « ambiguïtés » de la situation du mouvement communiste. Il n'y avait pas la moindre rhétorique chez Lénine lorsqu'il déclarait fièrement, après la fin de l'encerclement de la Russie :

« Un peu plus d'un an est passé depuis le premier Congrès de l'Internationale communiste, et aujourd'hui nous parlons déjà en vainqueurs face à la II^{me} Internationale », ni chez Zinoviev lorsqu'il disait :

« Aujourd'hui, nous avons pleinement le droit de proclamer que la II^{me} Internationale a été frappée à mort par la III^{me} (...). Sa chute reflète la chute même de l'ordre bourgeois (...). Nous l'avons vaincue, parce que le « crépuscule de dieux » de la bourgeoisie a commencé (...) et que ceux qui s'efforcent de lier leur sort à la bourgeoisie ne peuvent que la suivre dans l'abîme » (3).

Pourtant les bolcheviks étaient trop bons marxistes pour ignorer que, depuis le Premier Congrès, les choses n'avaient pas sensiblement changé au sein du mouvement ouvrier. Aucun parti communiste ne s'était encore constitué en Europe, pour ne rien dire des Etats-Unis. Pis, parmi les partis qui étaient sur le point de se constituer ou qui prétendaient l'être déjà, bien peu offraient de sérieuses garanties de communisme. Serrati déplorait (et l'historien Carr lui fera plus tard écho), l'attitude et le ton ennuyeusement « pédagogiques » de Moscou à l'égard des délégués des partis adhérents ; il se plaignait de ce que, plus encore que les « compagnons de route » atteints de gauchisme infantile, ils fussent traités par elle en écoliers, et souvent guère mieux (sinon plus mal) que les douteux candidats de l'U.S.P.D. ou du P.S.F. La vérité est que les bolcheviks *devaient agir ainsi*, puisque, comme ils s'en rendaient bien compte, ils étaient les seuls à pouvoir le faire. Quant à nous, nous aurions souhaité les voir aller encore *plus loin* dans le sens de l'intransigeance et la rigueur.

Les bolcheviks savaient que pour libérer ces aspirants communistes de tout un passé pourri de conciliation (dans le meilleur des cas), de compromission (dans le pire), ils auraient plus de mal encore qu'ils n'en avaient eu en Russie avec les assemblées d'ouvriers et de paysans « sans parti ». Le II^e Congrès consacra une grande partie de ses efforts au *prosélytisme et à la propagande au sein même du mouvement communiste*

(3) Toutes les citations sont tirées du *Protokoll des II. Weltkongress der Kommunistischen Internationale*, Hamburg, 1921, Feltrinelli Reprint.

ou soi-disant tel, dont, plutôt ou non à Serrati ou à d'autres, seuls les vainqueurs d'octobre pouvaient prendre l'initiative. Dans un premier temps, ils avaient été enclins à adoucir les conditions d'admission à l'Internationale. Peut-être croyaient-ils avoir affaire à des partis théoriquement et pratiquement mûrs et n'ayant donc pas besoin d'ordres ou d'interdictions pour trouver la voie juste ; peut-être, tout simplement, pensaient-ils pouvoir neutraliser plus facilement ces convertis de la dernière heure que leurs adversaires de Russie, et pouvoir être plus coulants avec eux qu'ils ne l'avaient été à la tête de la dictature soviétique. Quoi qu'il en soit, les débats du Congrès les éclairèrent sur les « communistes » européens et ils finirent par durcir lesdites conditions d'admission, de façon il est vrai insuffisante à l'avis de la Gauche.

Abstraction faite des partis de l'aire soviétique, balkanique, germanique, de Pologne et de Finlande, on ne pouvait compter sérieusement ni sur les rares acquisitions récentes en Europe (les partis communistes d'Espagne et de Belgique), ni sur le Parti socialiste italien, dont la véritable physionomie ne s'était encore qu'à moitié découverte ; il en allait de même pour les deux partis qui s'étaient hâtivement constitués en Amérique et qui allaient bientôt fusionner, le *Communist Party of America* et le *Communist Workers Party of America* ; la même chose valait pour les quatre groupes anglais (le *British Socialist Party*, le *British Labour Party*, la *South Wales Socialist Society* et la *Workers Socialist Federation*) qui avaient formé ensemble un « Comité provisoire pour la constitution du Parti Communiste de Grande-Bretagne », mais qui étaient faibles, confus et divisés non seulement sur la question parlementaire et la question syndicale, mais sur celle de l'adhésion au *Labour Party*, question que la structure élastique de celui-ci permettait de poser. Quant au bilan des derniers mois en Allemagne, s'il donnait tort au K.A.P.D. sur le plan théorique, il n'était pas plus en faveur du K.P.D., ni pour la maturité doctrinale, ni pour l'orthodoxie de la tactique. En France, Suisse, Scandinavie, Italie, les courants, groupes et fractions effectivement communistes n'avaient encore qu'un poids négligeable. Bref, il n'était pas possible de juger les partis qui s'étaient déjà officiellement formés en Europe et en Asie avant qu'ils aient subi l'épreuve des faits

Quant aux ailes « gauches » déjà séparées des partis « centristes » ou sur le point de le faire, leur apport était douteux et toujours considéré avec suspicion ; certes, les détachements de militants combatifs tels que les I.W.W., les *shop stewards*, les syndicalistes français et espagnols en crise, etc., pouvaient servir de contrepoids et, dans une certaine mesure, d'antidote à ces partis, mais ils avaient eux-mêmes besoin d'une dure « école préparatoire », dont on ne pouvait prévoir le résultat. « La lutte entre nous et la II^e Internationale, dira Zinoviev à l'ouverture du Congrès, n'est pas une lutte entre deux fractions d'un même mouvement révolutionnaire prolétarien, ce n'est pas une lutte entre des nuances, ce n'est pas une lutte entre des courants situés du même côté de la barrière de classe ; c'est une lutte entre les classes ». A l'échelle historique, c'était

vrai ; mais dans l'immédiat, la revendication du président de la III^e Internationale (« de la clarté, encore de la clarté ») était bien loin d'être satisfaite, et la ligne de rupture entre les classes passait au milieu de presque tous les partis affiliés. « Tout pas en avant du mouvement ~~réel~~ » est plus important pour les marxistes qu'un chiffon de programme, mais à la condition expresse qu'il ne soit pas accompli au prix d'un « marchandage sur les principes ». Pourtant, les délégués réunis à Moscou s'attendaient à être accueillis par des manifestations d'enthousiasme, et non pas par le déluge de critiques qui s'abattit sur eux et que nous pourrions appeler la version 1920 de la « Critique du programme de Gotha ».

Aux « reconstructeurs », on pouvait claquer la porte au nez. Mais, comme l'écrivait Lénine dans son projet de *Thèses sur les tâches fondamentales du II^e Congrès*, daté du 14 juillet (4), l'« immense danger immédiat pour le succès de la libération du prolétariat » — danger beaucoup plus grave que la tendance au « gauchisme » — consistait en ce que « certains des anciens partis de la II^e Internationale, tantôt cédant plus ou moins inconsciemment devant les désirs et la pression (5) des masses tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation d'agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III^e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la II^e Internationale ». Et Lénine en déduisait que « la période actuelle du développement du mouvement communiste international » était « caractérisée par le fait que dans l'immense majorité des pays capitalistes, la préparation du prolétariat à l'instauration (6) de sa dictature n'est pas achevée et très souvent n'a même pas encore été entreprise d'une façon systématique » (Thèse 5). Il était urgent de « veiller à ce que la reconnaissance de la dictature du prolétariat ne puisse demeurer uniquement verbale », en n'oubliant pas (comme le faisaient les partis qui hésitaient à s'amputer de leur aile droite ou de leur « centre kautskyen ouvert ou masqué ») que « ce qui, avant la victoire du prolétariat, ne semblait être qu'une divergence théorique sur la démocratie deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question à trancher par la force des armes ». Dans ces conditions, quoi d'étonnant dans l'« attitude pédagogique du glorieux état-major bolchevique ? » Si celui-ci s'était saigné à blanc au cours de deux ans et demi de guerre civile, c'est qu'il savait que le triomphe de la révolution mondiale dépendait de sa victoire. Se retrouvant politiquement et pratiquement presque seul, bien que son isolement physique ait cessé, il avait ne disons pas « le droit » (il ne le revendiqua jamais), mais le devoir révolution-

(4) *Œuvres*, vol. XXXI, pp. 186 et suivantes.

(5) Nous préférons ce terme (*Andrang* dans le *Protokoll* allemand) à la traduction approximative par « volonté » dans les *Œuvres* en français.

(6) « Exercice » dans les *Œuvres* en français.

naire de « faire la leçon » à ceux qui auraient dû être à l'avant-garde du mouvement, mais qui se trouvaient en queue. La prophétie faite par Kautsky en 1902 et rappelée dans le 1^{er} chapitre de la *Maladie infantile* se réalisait, contre Kautsky :

« La Russie, qui a puisé tant d'initiative révolutionnaire en Occident, est peut-être maintenant sur le point d'offrir à ce dernier une source d'énergie révolutionnaire. Le mouvement révolutionnaire russe qui monte sera peut-être le moyen le plus puissant pour chasser l'*esprit de philistinisme débile et de politiciannerie*, esprit qui commence à se répandre [en 1920 il était plus que répandu] dans nos rangs ; de nouveau ce mouvement fera jaillir en flammes ardentes la soif de lutte et l'attachement passionné à nos grands idéaux ». (7)

Mais il ne s'agissait pas d'un processus *mécanique*, comme le souhaitait peut-être M. le Professeur Kautsky, docteur en haute théorie : c'était une *tâche, une autre* très lourde *tâche*, que les héroïques militants russes qui avaient cru pouvoir enfin reprendre haleine et *recevoir* après avoir tant *donné*, s'apprêtaient à remplir avec une fermeté tout aussi héroïque. Seuls des Indépendants allemands ou anglais pouvaient en déduire qu'ils étaient imbus d'« esprit nationaliste » !

Quand ils évoquent la masse imposante des brochures, thèses et commentaires rédigés par les bolcheviks entre la fin du mois d'avril — date où il fut décidé de convoquer le II^e Congrès dans le plus bref délai et qui marqua le début du pèlerinage des « missions d'information » socialistes à Moscou — et le 19 juillet, date d'ouverture du Congrès — les historiens à la solde de l'opportuniste se plaisent invariablement à nous jeter à la tête *La Maladie infantile du communisme* (le « *gauchisme* »), avec l'air de dire, quand ils ne le disent pas tout net en jubilant : nous vous avons pris sur le fait, vous autres de la Gauche ; la voilà, *votre* bulle d'excommunication ; la voilà, *notre* attestation de léninisme !

Ces savants *public relations men* de l'opportuniste font semblant d'ignorer deux petits détails. Le premier est que *La Maladie infantile* s'ouvre sur la constatation suivante :

« Après la victoire de la révolution prolétarienne, même si elle n'a lieu que dans un seul des pays avancés [...], la Russie redeviendra, bientôt après, un pays non plus exemplaire, mais retardataire [...]. Mais en ce moment de l'histoire, *les choses se présentent ainsi* : l'exemple russe montre à tous les pays quelque chose de tout à fait essentiel, de leur *inévitabile* et prochain avenir ». (8)

Et ce « quelque chose » *n'est pas* la voie démocratique, parlementaire, nationale au... socialisme dont ces messieurs se régalent et régalent

(7) *Œuvres complètes*, XXXI, pp. 16-17.

(8) *Œuvres*, vol. XXXI, pp. 15-16.

leur public. C'est : « *l'expérience de la dictature du prolétariat* », c'est-à-dire de « la guerre (eh oui, guerre et non... dialogue, guerre et pas seulement lutte) la plus héroïque et la plus implacable de la nouvelle classe contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie [...] dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liens internationaux de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production. Car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production : or la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, à chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable [et non pas : bonne ici, mauvaise ailleurs], et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort ». (9)

En second lieu, les historiens opportunistes feignent d'ignorer quels courants la critique de Lénine vise : tout d'abord, ceux qui après avoir accepté le principe antidémocratique, antiparlementariste et antilégaliste de la dictature (que les fourriers de l'opportunisme d'aujourd'hui ont cent fois renié), réduisent cette acceptation à néant en propageant, consciemment ou non, une idéologie tout aussi démocratique puisqu'elle nie le parti, la centralisation, le rôle dirigeant de l' « organisation préalable », donc la constitution du prolétariat en classe », et du même coup les conditions de sa « constitution en classe dominante » ; ensuite, ceux qui (autre aspect de la « force d'inertie » petite-bourgeoise) croient résoudre toutes les questions en substituant la « phrase révolutionnaire », l'extrémisme verbal, à la difficile recherche des solutions tactiques directement reliées au principe de la prise violente du pouvoir et de son exercice dictatorial. A cette réserve près que notre fraction ne se situait pas dans le camp du gauchisme infantile (nous avons déjà rappelé que Lénine avouait en parlant de nous qu'il nous connaissait trop peu), *La Maladie infantile* doit être considérée comme nous l'avons fait à l'époque, c'est-à-dire comme une vigoureuse offensive contre cette seconde face du *démocratisme petit-bourgeois* que sont l'antiautoritarisme et l'antipartisme de type « libertaire », le parlementarisme, le légalisme et le réformisme, qui en est la première face, y ayant été préalablement liquidés en quelques phrases lapidaires.

Allons plus loin : dans la mesure où (et seulement dans cette mesure), dans de larges secteurs de la classe ouvrière, en particulier anglo-saxonne, l'antiautoritarisme et l'antipartisme n'étaient pas une filiation directe et pleinement revendiquée de la vieille déviation proudhonnienne et bakouniste, mais une réaction immédiate et inconsciente contre la putréfaction des partis socialistes avoués et contre le laxisme accommo-

(9) *Œuvres*, vol. XXXI, pp. 17-18.

dant de ceux qui, tout en se prétendant communistes, voulaient conserver leur ancien nom jugé « glorieux », il était juste de qualifier le « gauchisme » de « maladie de croissance » qui, à la différence de l'infection *sénile* du démocratisme, pouvait être guérie par des méthodes *même seulement* « pédagogiques » ; dans cette mesure en effet, ces réactions traduisaient « la noble haine prolétarienne contre les politiciens de classe de la bourgeoisie », qui est « le commencement de la sagesse ». C'est sur les racines de la tradition idéologique et « culturelle » des fourriers de l'opportunisme qui ne peuvent comprendre cette haine que s'abat la hache de la *Maladie infantile* !

Ceci dit, qu'on ne vienne pas prétendre que si le II^e Congrès a réaffirmé avec vigueur les principes fondamentaux communs aux bolcheviks et à la Gauche — parti-dictature-terreur, bref anti-démocratisme et anti-parlementarisme —, c'est parce qu'il considérait comme imminente l'issue révolutionnaire de la crise mondiale. Pour Lénine, la reconnaissance de ces principes (que même Kautsky, même Turati pouvaient bien reconnaître « en paroles ») ne peut se limiter à une vague profession de foi : elle est un engagement constant à préparer l'issue révolutionnaire de la crise de la société bourgeoise. Que l'insurrection armée soit proche ou lointaine, telle est la boussole qui guide la marche du parti dans toutes ses manifestations, y compris l'activité parlementaire qui de toute façon est *toujours* une des moins importantes (10) et qui, dans des circonstances données, peut et *doit* être suspendue. Les thèses déjà citées, de même que tous les discours au II^e Congrès le répètent avec force, et si les fourriers de l'opportunisme les sautent à pieds joints, ce n'est pas par hasard, car on y retrouve *en détail* ce qui, au début de la *Maladie infantile*, avait été condensé en quelques pages lapidaires et donné pour *définitivement acquis*. Or ces thèses et ces discours insistent d'autant plus sur ce point qu'après la date (12 mai 1920) où Lénine termina la brochure complétée de son appendice, les premiers contacts avec les « pèlerins » arrivant à Moscou avaient une énième fois prouvé que non seulement il ne constituait pas pour eux un acquis définitif, mais qu'ils ne reconnaissaient pas d'acquis *du tout* !

(10) Il est rare que l'... « antidogmatique » Lénine laisse passer une erreur théorique. A ces bizarres « communistes de gauche » qu'étaient les tribunistes hollandais qui disaient que « lorsque le système de production capitaliste est désorganisé et que la société se trouve en état de révolution, l'action parlementaire perd peu à peu de sa valeur, si on la compare à l'action des masses elles-mêmes », il répondit dans cette *Maladie infantile* tant invoquée par les tartuffes de l'opportunisme que cet argument est « historiquement et politiquement faux », parce que « l'action des masses — une grande grève, par exemple — est *toujours* plus importante que l'action parlementaire [souligné par Lénine] et pas seulement pendant la révolution ou dans une situation révolutionnaire » (souligné par nous ; cit. p. 56). Pour les tartuffes en question au contraire, l'activité parlementaire est l'alpha et l'oméga et c'est elle que « l'action des masses » doit soutenir, quand tout va bien ; quant à la « grande grève », existe-t-elle encore sous leur règne béni ?

2 - PREMIERS CONTACTS

AVEC DES DELEGATIONS OUVRIERES OCCIDENTALES

A cet égard, l'arrivée de la délégation italienne avait été plus révélatrice encore que celle des délégations de l'*Independent Labour Party* anglais, et du P.S.F. Sa décision d'aller en Russie remontait au 3 avril et son but, à l'origine, était d' « étudier le fonctionnement du régime soviétique », selon une idée typiquement opportuniste : aller chercher dans la « patrie de la révolution d'Octobre » non une *leçon politique* et une *confirmation théorique* (pour cela il n'y avait pas besoin de voyages... d'exploration, puisqu'elles étaient inscrites dans les *faits* de la révolution elle-même, et dans les *œuvres* de ses artisans, mais un modèle de construction « technique » de la société nouvelle, un brevet... d'engineering social. La délégation comprenait treize membres : Serrati et Vacirca pour la direction, Bombacci, Rondani et Graziadei pour le groupe parlementaire, d'Aragona, Bianchi, Marietti, Colombino, Dugoni, Pavirani, Nofri, Pozzani pour la C.G.L. (Confédération Générale du Travail), la Ligue nationale des coopératives et d'autres organisations économiques locales. Tous s'étaient sagement prémunis contre le typhus et la faim grâce à d'abondants stocks de vivre (les spaghetti, première « exception nationale » !) et à des vêtements spéciaux, qui leur donnaient des airs de scaphandriers. Comme le rappelle Rosmer, entre autres, ils paraissaient dignes en tout point d'une expédition Cook's.

Bien que la « droite » y ait eu la majorité absolue, cette délégation fut très fêtée lors de son arrivée à Pétrograd le 6 juin et à Moscou le 14 (le jour même de la lettre de convocation du II^e Congrès). A cette époque, écrit Zinoviev, « nous ne savions pas qu'il s'agissait de réformistes ; nous avons une confiance totale en Serrati, comme en tous ceux qu'il avait amenés avec lui ; nous pensions qu'il s'agissait d'éléments aux idées encore confuses, mais dont le dévouement à la cause prolétarienne était vraiment sincère ». (11) Mais le 16 juin, au Comité exécutif des Soviets, la délégation dut écouter le réquisitoire de Boukharine contre le parti français qui refusait de s'amputer de son aile droite (12) et, le 18, elle dut lire dans « La Pravda » le « salut » que lui adressait le même Boukharine, et qui disait en substance : « Il est temps de chasser du mouvement ouvrier italien le groupe des turatiens réformistes ! » (13), ce qui revenait à dire aux trois quarts des délégués italiens de débarrasser le plancher ! Dans *La Maladie infantile*, donnant raison au moins en cela au « Soviet », Lénine avait formé le vœu que le P.S.I., qui depuis un an déjà adhéraît à l'Internationale, se décidât à « chasser avec ignominie

(11) Cité dans *La questione italiana al III Congresso de l'Internazionale comunista*, Roma, 1921, p. 11.

(12) Cité dans « *Comunismo* » n° 20, 15-21 juillet 1920.

(13) Cité, que dieu nous pardonne ! dans P. Spriano, *Storia del Partito Comunista Italiano*, I, Torino, 1967, p. 66.

MM. Turati et C^{ie} pour devenir un parti communiste aussi bien par son nom que *par son œuvre* ». Dans le passage, cité plus haut, de *Terrorisme et communisme*, autre inoubliable viatique pour le II^e Congrès, Trotsky avait écrit ces mots, dont il serait inutile de conseiller la lecture attentive aux historiographes opportunistes :

« Pour expliquer l'attitude conciliatrice adoptée envers les groupes kautskystes, longuettistes, turatistes, on déclare en général que dans les pays en question, l'heure de l'action révolutionnaire n'a pas encore sonné. Mais une pareille façon de poser la question n'est pas la vraie. Personne, en effet, n'exige des socialistes qui aspirent au communisme, qu'ils fixent pour une date prochaine un coup d'État révolutionnaire. Mais ce que la III^e Internationale exige de ses partisans, c'est qu'ils reconnaissent non en paroles, mais en fait, que l'humanité civilisée est entrée dans une époque révolutionnaire, que tous les pays capitalistes marchent vers d'immenses bouleversements et à la guerre de classes ouverte, et que la tâche des représentants révolutionnaires du prolétariat consiste à préparer pour cette *guerre* inévitable, très proche, l'armement nécessaire en idées et les organisations qui serviront de points d'appui. Les internationalistes qui trouvent possible de collaborer aujourd'hui encore avec Kautsky, Longuet et Turati, de diriger avec eux les masses ouvrières, *renoncent par là même en fait à la préparation, dans le domaine des idées et de l'organisation, du soulèvement armé du prolétariat, que ce soulèvement soit proche ou lointain, qu'il s'agisse de mois ou d'années*. Pour que le soulèvement ouvert des masses prolétariennes ne s'émiette pas en tardives recherches d'une voie, d'une direction, il faut que la foule des prolétaires apprenne dès maintenant à embrasser dans tout leur ensemble les tâches qui lui incombent, et l'absolue opposition qui existe entre ces tâches et les formes variées de kautskysme et d'ententisme opportuniste. La gauche vraiment révolutionnaire, c'est-à-dire communiste, doit s'opposer devant les masses à tous les groupements indécis et à double attitude de doctrines, d'avocats, de ténors de la passivité, en fortifiant inlassablement ses positions, d'abord dans le domaine des idées, ensuite dans celui de l'organisation légale, semi-légale ou exclusivement clandestine. L'heure de la rupture formelle avec les kautskystes avérés et dissimulés, ou bien l'heure de leur exclusion des rangs du Parti ouvrier, doit être déterminée, bien entendu, par des considérations d'opportunité en fonction de la situation ; *mais toute la politique des communistes véritables doit être orientée conformément à ce but : la rupture finale*. » (14)

Deux jours plus tard — nous relevons ce détail uniquement pour souligner le rythme soutenu de la... leçon de pédagogie —, les délégués italiens entendront, à la réunion de l'Exécutif déjà citée, Lénine dénoncer une nouvelle fois la « *putréfaction* de l'aile de Turati [...] qui empêche tout le parti de suivre une ligne tout à fait juste » (comme on peut le lire

(14) *Terrorisme et communisme*, Appendice, 17 juin 1920.

dans un bref résumé journalistique) (15). Pour le parti, ces mots n'avaient rien de nouveau : il avait mille et une fois pu les lire dans « *Il Soviet* ».

Mais la force de « l'inertie historique » est telle que, lors de ses nombreux colloques avec Lénine et Trotsky, Zinoviev et Boukharine, Serrati continua inébranlablement, comme en Italie, à défendre aussi bien Turati, qui n'était pas là, que d'Aragona, qui faisait partie de la délégation. Il s'irrita de ce que la direction déléguât par télégraphe au II^e Congrès Graziadei et Bombacci, déjà peu sûrs ; il intrigua en vain pour étendre le mandat à Vacirca et, au moins avec voix consultative, aux huit délégués de la C.G.L. ; il déplora que l'Exécutif eût invité Bordiga pour la Fraction abstentionniste et Polano pour la Fédération des Jeunes, le premier avec voix consultative, le second avec voix délibérative ; il prit sous son aile le secrétaire barbu de la C.G.L., qui, en bon droitier comme le rappelle Rosmer, allait invariablement chercher refuge auprès du patriarche du centre maximaliste, lorsqu'il ne réussissait pas à se tirer de l'embarras où le mettaient les injonctions pressantes des bocheviks. Ayant conclu de leur visite au « modèle soviétique » qu'ils n'avaient rien à apprendre des bolcheviks et tout à leur enseigner du haut de leur sagesse de citoyens de pays civilisés, les chefs des syndicats et des coopératives s'en retournèrent chez eux bien avant que le congrès n'eût commencé ses travaux et lancé ses foudres contre l'opportunisme : Serrati resta pour les défendre ou du moins pour justifier leur présence au sein du P.S.I. en les présentant comme « inoffensifs ». Le cas de Serrati n'est pas, bien entendu, un « cas personnel » et c'est pourquoi nous en parlons ici, nous qui n'avons que faire des commérages biographiques : ses deux codélégués au congrès, Graziadei et Bombacci, tendaient à s'écarter du maximalisme classique (l'avenir devait dire à quel point), et il n'avait pas entièrement tort d'affirmer que *lui seul* représentait véritablement et authentiquement le maximalisme. Son refus obstiné de se désolidariser de Turati reflétait fidèlement ce courant, pour qui l'activité parlementaire était au centre de la vie du parti : or le groupe parlementaire se confondait avec l'aile droite. De plus, dans son jugement sur les réformistes, cette considération d'opportunité pratique pesait *moins* que l'attestation positive de bonne conduite accordée à des hommes qui, comme le dit textuellement Serrati dans son rapport à l'Internationale (16) « obéissent à la discipline du parti [!] et s'orientent toujours plus vers la gauche [!] ». Enfin, quand il insistait auprès de d'Aragona pour que celui-ci sauve la face en approuvant la convention constitutive du Comité provisoire des Syndicats rouges, noyau de la future Internationale syndicale rouge, non sans avoir d'abord obtenu un compromis boîteux et laissé

(15) *Lenin e l'Italia*, Moscou, 1971, p. 293. La séance avait été si instructive pour Lénine que, deux jours plus tard, il écrivit à Heller-Chiarini pour lui dire de rédiger « une liste des documents les plus importants et [de faire] traduire les documents d'une extrême importance qui prouvent que les réformistes (en particulier Turati et C^{ie}) n'acceptent ni la discipline ni les délibérations ».

(16) Il fut publié dans le numéro 1 de *Comunismo*, 3^e année.

entendre que, selon lui, « l'organisation syndicale rouge ne devrait pas dépendre de l'Internationale Communiste, mais être quelque chose d'autonome, qui marche amicalement à ses côtés » (17), Serrati était encore un fidèle reflet du maximalisme ; pour lui en effet, la C.G.L. était congénitalement « rouge » et le P.S.I., communiste par définition ; tout comme l'Etat et l'Eglise dans la tradition libérale, ils constituaient à ses yeux deux puissances souveraines dans le cadre de leurs fonctions respectives, et qui, quoique toujours prêts à s'entraider quand « l'intérêt commun » était en jeu, ne pouvaient avoir que des rapports d'égal à égal. En Russie, le problème de la « séparation d'avec le kautskysme ouvert ou masqué » n'avait pu être résolu que « par la force des armes », et au prix d'immenses sacrifices ; en Occident, où le centre était représenté par le maximalisme, on n'en était même pas aux « armes de la critique ». Reconnaissons du moins à la ténacité de Serrati l'avantage d'avoir permis à l'Internationale (avec retard, il est vrai) de situer le maximalisme dans son véritable camp, celui du centrisme, dont le communisme est l'ennemi juré.

Mais le printemps avait amené à Moscou une autre famille d'hirondelles : les délégués des partis « reconstructeurs » venus contempler, selon la remarque ironique de Lénine « le système soviétique, comme disent les systématiques Allemands, ou l'idée soviétique, comme disent les socialistes des guildes britanniques », et aussi faire connaissance avec l'Internationale, voir s'ils pouvaient y adhérer et surtout avaient intérêt à le faire et donc s'informer des conditions requises.

Ces gens représentaient un autre danger, dénoncé dans toutes les Thèses et dans tous les discours du congrès : celui de partis désireux de se refaire une virginité à bon compte, soit par d'habiles opérations de chirurgie esthétique, à la façon de l'U.S.P.D., soit par des concessions démagogique à l'impatience généreuse et à la fermentation de la base. Tous avaient fait des sondages, par l'intermédiaire du Parti socialiste suisse, dont le rôle de médiateur reflétait celui de son pays, pour voir quelles étaient les possibilités et les perspectives de reconstitution d'une Internationale... non dogmatique. Ils entendaient par là qu'elle serait ouverte à « tous les partis décidés à demeurer fidèles aux bases du socialisme ». Cette formule qui satisfaisait tout le monde et n'engageait personne était bien digne de ses auteurs, les socialistes français, qui, réunis en congrès à Strasbourg les 25-29 février, avaient gardé les mains libres pour pouvoir traiter en parfaits diplomates avec l'Internationale « terriblement » sectaire de Moscou ! A leur égard, il n'y avait aucune illusion à se faire. La méthode « pédagogique » n'était là d'aucun secours, même si Moscou espérait vivement détacher une partie de la base prolétarienne de ces directions désormais « complètement bourgeoises » parce que liées aux intérêts de certaines couches, restreintes mais puissantes, d'aristo-

(17) *Protokoll des 2. Kongresses etc.*, p. 524.

cratie ouvrière qu'on s'apprêtait à mettre au pied du mur. Pour les dirigeants du Comintern, il n'était en effet question ni d'accueillir ces partis dans ses rangs (18) — sauf s'ils acceptaient des conditions équivalant pour eux à un suicide — ni d'endoctriner leurs porte-parole en voyage d'exploration : il s'agissait de faire crever un abcès.

La mission de l'*Independent Labour Party* était arrivée la première, en mai. Celui-ci venait d'envoyer à Berne un projet d'Internationale « reconstruite » ouverte à « tous les partis qui acceptent comme bases fondamentales du socialisme la propriété et l'usage collectifs de la terre et des principaux instruments de travail, ainsi que de l'industrie en général et de tout ce qui concerne la question de la richesse publique » sans dire par quelle voie y arriver, ni quelle attitude adopter face à l'Etat bourgeois et à ses institutions. Quel parti, même le plus réformiste, n'aurait-il pas été prêt à jurer sur une telle Bible ? Dans cette Internationale, les sections devaient jouir de « la plus totale autonomie en ce qui concerne la liberté d'action et de tactique dans chaque pays » (19). Cependant, au cours de son séjour en Russie, la délégation se heurta à des « interlocuteurs » coriaces, nullement surpris de retrouver chez elle — comme le dira Lénine, commentant sa rencontre du 26 mai — « le vieil abcès » que la guerre impérialiste avait encore davantage mis à nu, « à savoir le passage de la majorité des leaders parlementaires et trade-unionistes de la classe ouvrière dans le camp de la bourgeoisie » (20). Il est probable qu'elle feignit la stupeur quand la Grande-Bretagne fut accusée de donner son aide aux agresseurs polonais, et qu'elle ne manqua pas de se récrier devant l'absence de liberté de presse, d'association et de propagande dans la Russie prolétarienne assiégée ! Elle eut du moins la pudeur de ne pas battre sa coulpe comme Cachin, et de s'en retourner chez elle avec une foi renforcée dans la démocratie. Lénine écrivit aussitôt son épitaphe : « A chacun sa tâche. Que les communistes travaillent directement, par le canal du parti, à éclairer la conscience révolutionnaire des ouvriers ; que ceux qui ont soutenu la défense de la patrie pendant la guerre des impérialistes pour le partage du monde [...], poussent au plus tôt jusqu'au ridicule le nombre de leurs « résolutions pacifiques » ; ils n'en connaîtront que plus vite le sort de Kérénsky, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires » (21). Ainsi, le II^e Congrès n'eut ni l'« honneur » ni l'embarras de voir la variété britannique des Indépendants allemands se poser en communistes.

(18) Lorsque, au cours du congrès, Münzenberg s'éleva contre l'admission des Indépendants, qu'il croyait déjà décidée, Lénine s'écria avec indignation : « Qui parle d'admettre l'U.S.F.D. ? » (*Protokoll*, p. 306.)

(19) D'après la lettre du bureau d'Amsterdam à l'I.L.P., reproduite dans « *Il Soviet* » du 25 avril 1920.

(20) *Lettre aux ouvriers anglais* du 30 mai 1920, in *Œuvres*, vol. XXXI, p. 140.

(21) *Ibid.*, p. 143.

Chargée de procéder à des sondages analogues, la mission française Cachin-Frossard était arrivée la troisième, et avec elle, les choses avaient pris un tour à la fois cynique et mélodramatique. Les deux pèlerins n'étaient pas autorisés à donner leur avis ni à prendre des engagements, mais seulement à demander et à rapporter des informations : avec une volubilité qui n'avait d'égale que leur absence de principes, ils s'étaient toutefois laissé aller à des manifestations d'enthousiasme oratoire pour les victoires bolcheviques et les conquêtes du prolétariat en Russie. Lors de la réunion du 16 juin à Moscou, Boukharine rappela non seulement l'ignominie du social-chauvinisme français, mais les errements personnels de Cachin comme porte-parole de l'Union Sacrée (pratique que les bolcheviks considéraient, ainsi que le rapporte Serrati, « non pas comme une erreur, mais comme un crime ») et Lénine prononça ce verdict : « Entre la III^e Internationale et toute la politique du Parti Socialiste Français, il y a un abîme » et il le démontra par toute la presse et par l'activité du groupe parlementaire, par l'action équivoque de Longuet, par l'attitude conciliante du P.S.F. à l'égard des chefs de la C.G.T. et sa passivité au moment de l'arrestation pour « complot » de Loriot, Monatte et Souvarine ; « Cachin éclata alors en sanglots, tout comme à Strasbourg devant Poincaré célébrant le retour de l'Alsace à la France », note Rosmer (22).

On peut penser qu'il en fit autant lors des réunions suivantes des 18 et 29 juin et des 23 et 28 juillet où, cédant peu à peu aux exhortations pressantes de l'état-major du Comintern, il finit par s'engager (dans quelles limites, nous le verrons bientôt) à se battre *au sein* du parti pour le pousser à adhérer au Comintern de façon *non formelle*, même au risque de provoquer une scission dont les « interlocuteurs » russes savaient qu'elle serait *nécessairement* le prix de l'adhésion. Peu importe que subjectivement, cet « alignement » progressif ait été sincère ou non ; ce qui est certain, c'est qu'il s'accompagna de mille réserves. Le 9 mars, le Parti français avait confié à ses émissaires la tâche de « prendre contact avec le Parti bolchevique russe et les organes qualifiés de la III^e Internationale afin d'étudier les moyens d'arriver au rétablissement de l'Unité Socialiste Internationale (les majuscules sont dans le texte) et de recueillir les informations et les renseignements les plus précis sur la situation de la Russie et son organisation politique, économique et sociale » (23). Au cours de la séance du 18 juin, Cachin commença par présenter à l'Exécutif un tableau dithyrambique de l'action « révolutionnaire » du P.S.F., tandis que Frossard expliquait que ce dernier n'était pas du tout opposé à l'adhésion à l'I.C. : il suffisait de clarifier certaines « modalités tactiques », et de reconnaître la nécessité d'accorder une « certaine liberté » de mouvement aux sections nationales, vu les circonstances particulières

(22) *Moscou sous Lénine*, petite coll. Maspéro, I, p. 57. Pour le reste cf. « Communismo », 15-31 juillet 1920 et *Lenin e l'Italia*, cit.

(23) L.-O. Frossard, *Le Parti socialiste et l'Internationale*, 1920.

res où elles étaient et seraient amenées à agir ; il suffisait par exemple (et surtout !) d'admettre que « la conquête du pouvoir prolétarien (en France) n'est concevable que si un accord est réalisé *sur un pied d'égalité* entre la C.G.T. et le Parti ». Il avait ajouté, comme son mandat le lui prescrivait, qu'il ne pouvait ni accepter les « mesures d'ostracisme » réclamées par l'Exécutif à l'encontre de certains camarades, ni admettre que celles-ci fussent « imposées [au P.S.F.] de l'extérieur [l'Internationale... puissance étrangère !] ». Personne, à Moscou, n'espérait convertir les deux pèlerins par quelques brèves « leçons » de bolchevisme : ils faisaient en effet l'apologie de Longuet que dans son fameux article de décembre 1919 (24), Trotsky avait cloué au pilori comme centriste, et l'I.C. ne pouvait donc pas les voir d'un bon œil. Tout ce qu'elle cherchait était de placer une « mine » dans le P.S.F., pour en libérer la base prolétarienne malgré tout combative. Nous ne reviendrons pas sur cette tactique, ni sur les risques qu'elle comportait. Passant en tout cas sur le cynisme probable des deux « émissaires » du P.S.F., l'Exécutif tenta de les convaincre de transmettre à ce dernier une série de conditions d'admission draconiennes, et même de les défendre devant lui. La rançon de cette tentative devait être le dédouanement au moins partiel du « Comité pour l'adhésion à la III^e Internationale », le seul groupe, il est vrai restreint, qui se soit prononcé depuis longtemps pour le communisme, en France. Toutefois les jeunes militants ne doivent pas oublier que ce Comité, quoique pépinière de forces sincèrement révolutionnaires, était né sur des bases à maints égards bien confuses puisqu'il oscillait entre l'orthodoxie marxiste et une tradition anarcho-syndicaliste superficiellement masquée par son enthousiasme pour la révolution d'Octobre et le « léninisme » qu'il considérait du point de vue de la « démocratie ouvrière » et d'un vague « soviétisme ». La délégation repartit avant de connaître le texte définitif et plus sévère des « conditions d'admission », mais en emportant une « lettre à tous les membres du Parti socialiste français et à tous les prolétaires conscients de France », qui traduisait en injonctions précises et dures les questions que, après avoir précisé que l'adhésion à l'I.C. n'est pas destinée à délivrer une étiquette internationale, mais à fixer des tâches de lutte révolutionnaire, et (qu') elle ne peut donc en aucun cas se fonder *sur des réticences, des malentendus* ou des *équivoques*, Trotsky avait posées comme un ultimatum au P.S.F. : le P.S.F. était-il prêt ou non à désavouer sans réserves ni atténuations la politique de « défense nationale » ? A exclure toute participation ou même tout appui indirect à des Gouvernements bourgeois ? A lutter contre le sabotage patent des grèves par les dirigeants de la C.G.T. ? A soutenir les peuples coloniaux, écrasés par l'impérialisme français, dans une lutte sans merci contre la bourgeoisie métropolitaine et son Etat ? A expulser de ses rangs les « prophètes de la passivité » à la Longuet et

(24) Reproduit dans notre brochure *La question parlementaire dans l'Internationale communiste*.

à la Blum-Renaudel, à la sauce réformiste et à la sauce centriste ? (25) Nous verrons de quelles « réserves » Cachin et Frossard assortiront, peu avant leur départ, l'engagement pris à titre purement personnel de se battre en faveur des conditions d'adhésion à l'I.C., et quelles réactions leurs paroles provoqueront chez les délégués français les plus jeunes et chez les délégués russes. De toutes façons, telle était la ligne désormais adoptée par l'I.C., avec tous les dangers de renaissance de la droite soi-disant « reconstructrice », mais en réalité liquidatrice, qu'elle comportait. Ce danger pouvait-il être exorcisé, soit par un dénouement positif de la situation mondiale, soit, au cas contraire, par une plus grande vigilance et par un énergique durcissement de la centralisation et de la discipline de la part de l'Exécutif ? Cette grande question restait ouverte.

Si nous avons dressé un tableau aussi détaillé des forces attirées par Moscou lors de l'ouverture du Congrès, c'est parce qu'il est nécessaire pour apprécier justement les faits. Ce tableau doit être complété par deux témoignages. Le premier concerne les discussions acharnées qui eurent lieu au cours des deux premières semaines de juillet entre les délégués de la C.G.L. italienne, des I.W.W. des *shop-stewards*, de la C.N.T. espagnole dirigée par des syndicalistes, de la minorité syndicaliste de la C.G.T. française et des anarcho-syndicalistes allemands (F.A.U.) d'une part, et de l'autre Zinoviev et Losovsky sur le problème de la constitution de l'Internationale Syndicale Rouge. Le compte rendu de ces discussions, fait par Losovsky, est révélateur (26). Quand en vue de créer un « Conseil international provisoire des Syndicats de métier et d'industrie » opposé à la Fédération Syndicale Internationale (F.S.I.) d'Amsterdam, reconstituée en liaison étroite avec le Bureau International du Travail et donc avec la Société des Nations, les bolcheviks posèrent le problème de conquérir les syndicats aux principes du communisme pour les transformer en instruments de la lutte pour la dictature du prolétariat, les délégués de la C.G.L. italienne eurent le front de déclarer qu'ils étaient prêts à faire de la propagande pour ces principes, mais non à en faire l'objet d'une profession de foi publique. Les anarcho-syndicalistes et les ouvriéristes anglais et américains soulevèrent (plus honnêtement, il faut le reconnaître) la question de la dictature du prolétariat : qui devait la diriger ? Les organisations économiques de métier, d'industrie ou d'usi-

(25) *A propos du prochain Congrès International*, dans « *Kommunistische Internationale* », 1/12, pp. 54 et suiv. La lettre de l'Exécutif du 26 juillet, signée par Zinoviev, Lénine, Rosmer, Serrati et Levi, ira plus loin dans les détails pratiques : changement d'orientation de la presse, constitution de cellules communistes dans les syndicats, subordination du groupe parlementaire à la direction, propagande dans l'armée, combinaison du travail illégal et du travail légal, rupture avec le réformisme, publication du document lui-même (et j'en passe !). On relèvera que Serrati réclama aussi avec véhémence l'expulsion des francs-maçons, vieille plaie des partis socialistes ; mais le P.S.I. lui-même avait-il rompu avec le réformisme, avait-il exercé une activité illégale, avait-il serré la bride au groupe parlementaire ?

(26) A. Losovsky, *Der Internationale Rat der Fach und Industrieverbände (Moskau gegen Amsterdam)*. Hambourg, 1921, pp. 36 et suiv.

ne, comme ils le pensaient, ou le parti, comme le pensaient les bolcheviks (naturellement, certains délégués de tendance ouvertement anarchiste n'avaient toute forme de dictature) ? Les confédéraux italiens se retrouvèrent d'accord avec les syndicalistes et les ouvriéristes de toute origine pour exclure que la future Internationale Syndicale Rouge dût dépendre étroitement de l'Internationale politique. Cependant, de nouveaux désaccords surgirent quand il s'agit de décider s'il fallait conquérir les syndicats nationaux existants, ou en sortir pour créer des organismes plus adaptés aux nécessités de l'action révolutionnaire à l'échelle mondiale (27). Très dures et révélatrices de l'infinie diversité des positions qui s'affrontaient au sein du mouvement ouvrier et plus particulièrement syndical réuni à Moscou, les discussions traînèrent longtemps. Finalement, les délégués des I.W.W. et des *shop-stewards* ayant maintenu leurs réserves sur les deux points ci-dessus (tout comme le Congrès lui-même), les délégués italiens, après maintes hésitations et non sans de multiples pressions de Serrati, obtinrent que la « convention constitutive » du Conseil international provisoire soit formulée dans les termes d'un vague compromis. D'une part, en effet, on imposa aux organisations nationales adhérant au Conseil de faire une large propagande aux idées de lutte de classe, de révolution sociale et de dictature du prolétariat « comme moyen transitoire, mais décisif [...] pour écraser la résistance des exploités et consolider les conquêtes du « gouvernement ouvrier », autrement dit de se battre contre le « fléau de la collaboration avec la bourgeoisie et de l'espoir en un passage pacifique au socialisme » en appelant les éléments révolutionnaires et classistes du mouvement syndical mondial à mener de front la lutte contre Amsterdam sans lancer pour autant un mot d'ordre de désertion et de scission des organisations nationales existantes. Il fut d'autre part établi que, sous la direction du Conseil, cet ensemble d'activités devait être mené « en accord étroit et en liaison avec le Comité Exécutif de l'I.C. », un membre de ce dernier devant être délégué aux organes dirigeants du Conseil et vice versa. Le caractère vague des proclamations de principe et des engagements à l'action qui les accompagnaient, ainsi que la quasi-égalité entre l'Internationale politique et l'Internationale syndicale donnèrent satisfaction aux délégués italiens dont la perplexité était... bien compréhensible, et ils signèrent le document en même temps que les Russes, les Espagnols, les Français, les Bulgares, les Yougoslaves et les Géorgiens. Quand Lénine vit ce document, il jugea qu'il constituait un compromis désagréable, mais suggéra néanmoins de l'accepter : l'important était d'avoir créé un centre, « la clarté viendra plus tard ». Cela n'empêcha pas les représentants de la C.G.L. italienne de prétendre que le pacte d'alliance conclu en Italie entre le P.S.I. et la C.G.L. avait été élevé à la hauteur d'un principe in-

(27) La question était brûlante surtout en Amérique, où l'A.F.L. était effectivement une organisation de gangsters, à demi-raciste, jalouse gardienne des privilèges de l'aristocratie ouvrière et, en général, des travailleurs blancs, si bien que les combattifs « wobblies » répugnaient à en faire partie, et ils n'étaient pas les seuls.

ternational et de triompher. Au cours du mois suivant, ils continuèrent donc allégrement dans la même voie que par le passé, une voie qui conduisait non à Moscou, mais à Amsterdam, comme ils se le verront reprocher un an plus tard, au congrès de formation de l'Internationale syndicale rouge.

Le second témoignage concerne la délégation du Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne (28) qui était venue, selon la tendance générale, « traiter » avec l'I.C. et qui était composée, comme le rappelle le seul témoin oculaire de notre courant, de « trois individus d'allure archibourgeoise, qui voyageaient en habit noir et haut-de-forme de diplomate ».

A la réunion du Comité Exécutif qui se tint le jour même de leur arrivée, le 25 juillet, puis à la commission pour les conditions d'admission, le heurt avec ces délégués qui cherchaient à placer leur marchandise politique avariée fut particulièrement violent (29). Il se reproduisit au Congrès où l'on avait décidé de les admettre à titre consultatif tout comme leurs deux collègues français. Les quatre délégués de l'U.S.P.D. (deux de la droite et deux de la prétendue « gauche ») se déclarèrent d'accord « en général » pour adhérer au Comintern ; toutefois, tout comme les maximalistes italiens, ils défendirent avec acharnement la tradition... révolutionnaire de leur parti, en minimisant l'influence qu'y exerçait Kautsky (Hilferding, c'était tout autre chose !). Ils furent plus ou moins unanimes à découvrir mille dangers dans les 19 conditions d'admission initiales : il était dangereux de changer le nom du parti : on risquait l'interdiction ; dangereux de faire connaître l'existence d'un réseau illégal du parti à côté du réseau légal : on risquait de perdre le patrimoine sacré d'une centaine de journaux et de voir fermer leurs précieuses rédactions ; dangereux de faire de la propagande dans l'armée : on risquait la cour martiale ; dangereux de trop insister sur le centralisme : cela risquait de déplaire aux masses (les mêmes individus avaient bien eu l'audace de prétendre que le « manque de conscience socialiste des masses » ne leur avait pas permis une action plus efficace pendant la guerre !) ; quant à la violence et la terreur, mieux valait, selon eux n'en pas parler : « il y a des choses qu'on fait et qu'on ne dit pas » ! Quand ces quatre Allemands qui, sous le feu croisé des questions, avaient déjà perdu quelque peu contenance, firent leur apparition au Congrès (sans haut-de-forme !), ils furent accueillis par une tempête d'indignation ! (30).

(28) Comme on l'a déjà dit (chap. VIII), étant données les « conditions d'admission », les deux délégués du K.A.P.D. étaient déjà repartis.

(29) Nous nous référons au compte rendu publié dans les numéros du 2 septembre et 10 octobre de « Die rote Fahne ».

(30) Humbert-Droz, futur *missus dominicus* de l'Internationale décadente chargé de récupérer les centristes et sous-centristes de France et d'Italie, fut alors un des plus décidés parmi ceux qui demandèrent le *durcissement* des conditions d'admission, car, disait-il avec dégoût, « le centre est le vrai continuateur de l'esprit de la II^e Internationale ». Grandeur du Moscou de l'époque, misère du Moscou de plus tard !

3 - L'ESSENTIEL ET L'ACCESSOIRE DU II^e CONGRES

Ces quelques remarques d'introduction sont forcément incomplètes, du fait que les procès-verbaux des commissions et des sous-commissions, et même des séances de l'Exécutif ne sont toujours pas publiés. (Il serait vain d'attendre du solennel Institut Marx-Engels-Lénine qu'il le fasse, car il a bien d'autres soucis). Elles prouvent toutefois que les tâches imposées aux bolcheviks par la crise sociale de l'après-guerre étaient bien plus lourdes qu'ils ne s'y attendaient probablement. Le congrès communiste mondial dont les travaux allaient commencer n'était pas celui d'une armée déjà constituée et qui n'avait plus qu'à préciser ses plans de guerre : les troupes restant éparées et désunies, sa tâche était de les regrouper péniblement pour un premier *entraînement élémentaire*. L'enthousiasme était grand, la foi ardente, la volonté de se battre immense : mais seul un fort ébranlement de la base de la société bourgeoise aurait pu réaliser le miracle (qui n'aurait pas été le premier de ces années-là) de soumettre les divers bataillons d'une avant-garde hétéroclite, que le Congrès n'avait rapprochés que d'une manière formelle, à une unique direction stratégique et tactique. Pour l'instant, ils renâclaient devant le commandement centralisé à Moscou, mais dans la perspective d'une extension de la révolution en Europe, il était permis de penser qu'ils parviendraient à fusionner entre eux et à se soumettre à ce commandement.

En attendant, seuls de petits groupes marchaient dans la même voie que les bolcheviks en Octobre 1917, par-dessus leurs divergences tactiques secondaires : quant à l'énorme majorité de ceux qui auraient dû former l'armée rouge du communisme et du prolétariat mondial tâtonnant dans l'obscurité, elle avait besoin d'être disciplinée sur le plan théorique, programmatique, tactique et organisationnel (31).

Bien qu'aujourd'hui l'échec de cette tentative soit facile à constater, personne n'a le droit de proclamer du haut de sa chaire qu'elle était condamnée a priori. Seuls de pédants philistins peuvent fermer le livre de ces journées ardentes comme si elles n'avaient plus rien à nous apprendre : à ce compte-là, le meeting de Martin's Hall appartiendrait lui aussi au musée des antiquités.

Mais si, tout comme en 1864 ou en 1850, la révolution a pu paraître plus proche en 1920 qu'elle ne l'était en réalité, la grandeur des disciples comme des pionniers du communisme scientifique est d'avoir travaillé,

(31) Il ne faut pas oublier que la lettre de convocation du congrès pour le 15 (puis 19) juillet était adressée à « tous les partis, groupes et syndicats qui ont officiellement adhéré à l'I.C. », aux « groupes et organisations qui sont sur les positions de l'I.C., mais sont opposés aux partis communistes officiellement admis », à tous « les groupes des syndicalistes révolutionnaires, des I.W.W. et autres organisations avec lesquelles le Comité exécutif de l'I.C. est entré en rapport », ainsi qu'aux fédérations de jeunes et aux organisations féminines correspondantes. Tout cela ressemblait davantage à une mosaïque qu'à un ensemble organique (*Protokoll*, p. 2).

chacun à leur époque, *pour l'avenir*, d'avoir construit sur les sables mouvants du cycle bourgeois qu'ils croyaient, hélas à tort, près de son terme, les bases *théoriques* de l'édifice futur. Les opportunistes peuvent bien crier au paradoxe : la force de notre doctrine tient à sa capacité de dépasser les hauts et les bas du moment, *même quand* ses représentants n'y parviennent pas.

En 1956, à propos du commentaire de Lénine à la lettre de Marx à Weydemeyer du 5 mars 1852, dans *l'Etat et la Révolution* (« Seul est marxiste celui qui étend la reconnaissance de la lutte des classes à la reconnaissance de la dictature du prolétariat »), nous écrivions dans *Dialogue avec les morts* (1957) :

« Il est bien clair que c'est là un principe fondamental valable pour toutes les époques et pour toutes les révolutions. Toutes ces prétendues *voies* de passage au socialisme qui impliquent bien une reconnaissance de la lutte des classes, mais qui se gardent de l'étendre *jusqu'à* la dictature du prolétariat ne sont donc rien d'autre que de l'opportunisme. Or c'est surtout à l'opportunisme que Lénine faisait la guerre sur le plan théorique et pratique pendant ces dures années.

Cette théorie originale dont parle Marx n'est pas une « conquête créative » de l'expérience historique dont messieurs les communistes d'aujourd'hui aiment tant parler. En effet, Marx l'a établie alors que l'histoire n'avait donné aucun exemple de dictature du prolétariat et à plus forte raison de suppression des classes. Lénine en a fait un principe indérogeable, peu après le triomphe éclatant de la première dictature stable, alors qu'elle restait en butte à de très violents assauts de l'ennemi et qu'on était encore très loin de tout exemple historique de disparition des classes et de l'Etat, tout comme c'est encore le cas aujourd'hui. » (p. 33).

Eh bien, ce qui est au centre du II^e Congrès, c'est précisément la question de la dictature du prolétariat dont la reconnaissance — et elle seule — distingue le marxiste « du petit (et même du grand) bourgeois vulgaire ». C'est un jeu d'enfant de décréter aujourd'hui qu'en 1920, la révolution et la dictature du prolétariat restaient aussi éloignées qu'en 1852, à l'époque de la lettre « oubliées » de Marx. Mais Lénine qui monte à la tribune pour rappeler l'A B C du marxisme n'offre pas aux militants de l'époque une place réservée au festival de la dictature prolétarienne : il indique la voie qu'on doit *nécessairement* suivre pour parvenir à cette dictature, à laquelle il s'agit de se « *préparer* » *durement*, jour après jour, parce que *pour toutes les époques et pour toutes les révolutions*, elle constitue le « principe fondamental » qu'il faut affirmer en théorie et appliquer pratiquement le moment venu. Lénine ne parle pas seulement pour 1920, pas plus que Marx ne parlait pour l'an dix-neuf avant la Commune de Paris, parce qu'il s'agit là, non de quelque chose d'accessoire, mais d'un principe essentiel et permanent.

C'est sous cet angle qu'il faut voir le II^e Congrès. Sans cela, il n'est rien, mais ainsi considéré, il a la portée d'une restauration mondiale du marxisme révolutionnaire gravée dans ses thèses, dans ses résolutions, dans son manifeste aux prolétaires de tous les continents, de toutes les races, de toutes les générations. Le mouvement révolutionnaire communiste renoue aujourd'hui un fil qui alors ne pouvait pas ne pas se rompre avant même qu'on ait réussi à assembler péniblement les brins désunis par la guerre, qui avait fait exploser les contradictions silencieusement accumulées au cours d'une longue paix toute jalonnée de conquêtes fictives. Aussi la petite formation qui est l'héritière de la Gauche de l'époque a-t-elle non seulement le droit, mais le devoir de dire aux jeunes militants de chercher sous le voile des espérances, voire des illusions des mois que nous évoquons le trésor de l'« impossible communisme » dont, qu'il soit lointain ou proche, il s'agissait alors de définir les conditions *nécessaires*.

Laissons les historiens discourir sur les expédients tactiques et organisationnels qui leur semblent l'essentiel : ce n'est pas cela qui pouvait empêcher le mouvement communiste de régresser bien en deçà de son niveau de 1848 ; c'est au contraire ce qui perpétua les insuffisances, l'immaturation, la force d'inertie du passé, et c'est bien pourquoi ces messieurs, qui sont des opportunistes, sont si favorables à ces expédients. Nous, nous devons reprendre la voie tracée par les *principes* qui furent alors vigoureusement réaffirmés, la différence entre les bolcheviks qui tentaient désespérément de les faire triompher dans l'immédiat et la Gauche, qui entendait les sauvegarder pour l'avenir, n'ayant pas empêché les deux courants — et eux seuls — d'être d'accord sur l'essentiel.

4 - UN DUR BANC D'ESSAI

On ne peut lire sans émotion le compte rendu de la réunion inaugurale du II^e Congrès, le 19 juillet à Pétrograd, dans ce même Palais de Tauride où un marin révolutionnaire avait suffi à disperser la Constituante en criant aux députés : « Il est tard, nous avons sommeil, l'assemblée est dissoute ». Il en va de même pour le compte rendu de la séance qui réunit les congressistes, le comité exécutif central panrusse, le Soviet de Moscou et le Plénum des syndicats et des conseils d'usine et qui, le 7 août, marqua la fin des travaux du congrès, instance suprême du mouvement communiste.

Cette émotion, les délégués d'alors l'éprouvèrent certainement en voyant renoué pour la première fois depuis la guerre le fil rompu par la capitulation de l'opportunisme devant l'idéologie patriotique. Parmi eux, qui représentaient trente-sept pays, figuraient pour la première fois des communistes venus des Indes britanniques et hollandaises, de Turquie

et de Perse, de Chine et de Corée, deux pays à la veille de puissantes secousses révolutionnaires. Rassemblés dans la Russie d'Octobre qui avait lutté sans répit sur tous les fronts contre tous les ennemis au cours de la guerre civile, ils ne pouvaient pas ne pas ressentir la solennité de ce moment, quels que fussent leur passé, les déclarations qu'ils avaient faites ou allaient faire, les faiblesses qui les empêchaient d'adhérer sans réserve au Comintern. Ils le pouvaient d'autant moins que la guerre contre la Pologne qui faisait alors rage et qui semblait alors victorieuse pouvait sembler le prologue d'une explosion de classe générale et que l'immense Russie qui luttait durement, non seulement pour elle, mais pour les prolétaires du monde entier, n'apparaissait que comme un des théâtres d'opérations de la lutte mondiale des classes. Le Lénine qui parlait à la tribune du Congrès était un soldat de la révolution tout comme les deux gardes rouges qui encadraient le podium. Les thèses et les résolutions résonnaient comme des communiqués de guerre et le chant de l'Internationale jaillissait des gorges de militants qui avaient consenti tous les sacrifices pour la cause révolutionnaire. Personne n'a peut-être mieux rendu palpable pour les générations à venir le sens de ces journées mémorables que Trotsky, organisateur de l'armée rouge, quand il dit dans son discours final :

« Nous savons quels ont été nos efforts et nos sacrifices et les délégués de la classe ouvrière du monde entier viennent d'en prendre connaissance plus directement. Mais nous devons dire que si nous avons tenu bon, c'est essentiellement parce que nous sentions et que nous connaissions l'aide croissante qui nous venait d'Europe, d'Amérique, de tous les continents. Chaque grève du prolétariat écossais dans la région de la Clyde, chaque secousse dans les villes et les villages d'Irlande, où ne flotte pas seulement le drapeau vert du nationalisme irlandais, mais le drapeau rouge de la lutte prolétarienne, chaque grève, chaque protestation, chaque insurrection dans n'importe quelle ville d'Europe, d'Asie, d'Amérique, le puissant mouvement des esclaves coloniaux de l'Angleterre, la diffusion croissante du mot d'ordre central — « Fédération mondiale des Soviets » —, c'est cela qui nous a donné la certitude que nous étions sur le bon chemin, c'est cela qui nous a permis, aux heures les plus sombres, quand nous étions encerclés de toutes parts, quand nous semblions sur le point d'être étranglés, de nous reprendre et de dire : « Nous ne sommes pas seuls ; le prolétariat d'Europe, d'Asie, du monde entier est avec nous : nous ne nous rendrons pas, nous résisterons. Et nous avons résisté ».

« Dans notre forge de Moscou nous avons allumé avec vos mains, camarades, un grand feu. Dans ce feu nous avons trempé l'acier prolétarien, nous l'avons façonné avec le marteau de notre révolution prolétarienne soviétique, nous l'avons durci par l'expérience de la guerre civile, et nous avons forgé pour le prolétariat mondial une splendide, une incomparable épée. Avec cette épée nous nous armons, avec cette épée nous armons les autres. Nous disons aux ouvriers du monde entier :

« Dans le feu de Moscou nous avons forgé et martelé une épée inflexible : prenez-la et plongez-la dans le cœur du capital mondial ! ».

Dans cette atmosphère, même un Serrati, qui avait grandi dans l'ambiance ouatée d'un parti de parlementaires et d'organiseurs syndicaux, pouvait appeler de ses vœux lors de l'ouverture du congrès « le jour où l'Armée rouge prolétarienne ne sera plus formée uniquement de prolétaires russes, mais de prolétaires du monde entier ; où tous les travailleurs unis par la conscience du noble idéal du socialisme formeront une *seule*, grande et invincible *armée* » ; même un Lévi, formé à l'école d'un prudent « possibilisme communiste », pouvait voir dans la guerre de Pologne le banc d'essai de la solidarité internationale entre prolétaires, l'occasion pour la classe ouvrière d'Allemagne et d'autres pays d'expiar sa honteuse contribution à la tentative d'étrangler la révolution en Ukraine et dans le sud de la Russie. Même un Steinhardt venu du tiède berceau viennois de l' « austro-marxisme », pouvait appeler les ouvriers de l'Europe bénie par la Société des Nations, avec son cortège de « héros de la II^e Internationale », à se battre pour la défense de la Hongrie prolétarienne contre laquelle s'étaient unies toutes les forces de l'ancien régime, « les assassins professionnels en uniforme de général et les prêtres chrétiens, les banquiers londoniens et les canailles de l'aristocratie roumaine, les usuriers français et les social-traîtres du monde entier, les mercenaires noirs et les représentants "civilisés" de la culture ». Même un Gallacher, qui s'était préparé au combat révolutionnaire dans le localisme jaloux des *shops-stewards commitees*, pouvait faire l'éloge des bataillons centralisés de l'armée communiste mondiale ; et tous pouvaient le faire avec la même sincérité, avec la même ardeur qu'un Marchlevsky ou un Raja aguerris par de longues années de lutte clandestine et de terreur blanche en Pologne et en Finlande, qu'un Roy ou qu'un Maring accoutumés aux délices de la civilisation introduite à coups de canon en Asie par les plus vieilles puissances capitalistes. Les représentants de la civilisation bourgeoise peuvent bien sourire aujourd'hui de ce qui leur semble un vain songe : alors, le quaker Wilson, le protestant Churchill, le catholique Poincaré, le franc-maçon Giolitti, le bourreau Noske, le boucher Horty n'avaient guère lieu de sourire et dans toutes les chancelleries, on se signait peureusement chaque matin !

Dans la « forge de Moscou », on ne travaillait pas seulement à transformer tous ces militants que la seule émotion n'aurait pas suffi à libérer de leur vieille perplexité, de leurs vieilles craintes, de leur vieille routine. On travaillait pour les hommes futurs, maintenant que les forces militaires de la contre-révolution étaient vaincues, comme plus tard on affronta les forces économiques plus redoutables encore qui, en Russie, menaçaient l'existence du pouvoir révolutionnaire. Libre à l'historien « objectif » de glaner dans les pages du gigantesque procès-verbal du Deuxième Congrès les polémiques concernant des subtilités tactiques bien éloignées des problèmes vitaux. C'est à nous qu'il appartient d'en extraire la signification historique, leur portée allant bien au-delà de 1920.

Étaient présents 218 délégués d'une vingtaine de partis communistes, d'au moins autant de fractions (32) ou courants non encore constitués en partis, d'organisations para-syndicales ou syndicales, ainsi que les représentants sans voix délibérative de partis centristes au sein desquels s'opposaient une direction opportuniste et une base instinctivement révolutionnaire ; au-dessus, protagonistes de chaque phase du débat, auteurs et rapporteurs de toutes les thèses et résolutions fondamentales, les délégués du P.C.R., beaucoup plus nombreux que les autres, au grand scandale des démocrates, déjà outrés qu'en Russie la petite minorité consciente ait exercé la dictature au nom de la classe, et que la révolution elle-même ait éclaté... sans consultations préalables, et sans se conformer aux oukases des sociaux-démocrates qui prétendaient qu'elle devait débiter dans l'Occident avancé ! Comme si les bourgeoisies anglaise et française avaient attendu en leur temps que le reste de l'Europe les suive pour accomplir leur révolution industrielle ou politique, et pour proclamer à la face du monde les éternels principes du travail salarié et des droits de l'homme et du citoyen ! Et comme si elles s'étaient placées à l'avant-garde d'un monde encore empêtré dans des rapports pré-capitalistes en vertu d'un quelconque verdict des urnes, et non pas en vertu de la nécessité historique ! Comme si les représentants de partis et de groupes attirés par le pôle de Moscou ne s'étaient pas rendus au congrès pour s'entendre dicter comme « tâche primordiale la lutte contre la démocratie et la dénonciation de ses impostures » (33) ! Comme si, à leur arrivée, ils n'avaient pas trouvé dans les premières pages de *La maladie infantile* et, de la première à la dernière ligne, dans *Terrorisme et communisme*, la critique des fondements de cette même idéologie démocratique, parlementaire, anti-centraliste, dont la classe dominante berce la classe dominée ! Le reste pouvait faire l'objet de discussions ; on pouvait affiner et aiguiser les déductions tactiques grâce au concours des militants communistes en lutte contre une démocratie mille fois plus influente et aguerrie que celle de février en Russie et dominant de façon à la fois centrale et capillaire par la séduction et la mystification. Mais qui donc pouvait et devait définir les principes fondamentaux du mouvement communiste mondial, seule garantie de sa victoire, si ce n'est le parti qui s'était théoriquement armé par une lutte de trois lustres et qui, passant à l'action violente, avait mis l'ennemi en déroute, c'est-à-dire le parti de Lénine, magnifique pépinière de théoriciens et de polémistes, d'agitateurs et de soldats ? Qui, en dehors de lui, pouvait affirmer que ces principes étaient indiscutables ? Pour que les travaux du Deuxième Congrès soient plus organiques et plus efficaces, notre organisation avait souhaité qu'on procède « avant tout à un débat général sur les principes programmatiques du communisme, en les fixant dans une

(32) Le délégué de notre Fraction arriva à Petrograd la veille de l'ouverture du Congrès, sur invitation de l'Exécutif, comme Polano pour la Fédération des Jeunesses socialistes.

(33) Premier paragraphe des *Thèses sur la question nationale et coloniale*.

formulation bien précise », avant d'en « venir à la discussion des différents problèmes d'action et de tactique qui attendaient leur solution du Congrès » (34). Si les choses s'étaient déroulées ainsi, les questions de tactique se seraient présentées dans un ordre plus naturel, elles auraient été moins liées à des problèmes locaux, moins soumises à des superpositions et des interférences fâcheuses : le débat tactique aurait donc été beaucoup plus *homogène*, et l'approbation des décisions n'aurait pas accaparé l'attention qui aurait dû être essentiellement réservée au débat préalable sur les principes et sur le programme qui distinguaient les communistes et qu'ils devaient accepter sans discussion.

Nous considérons que si la tactique devait être *impérative*, cela valait à plus forte raison pour les principes généraux et pour le programme dont elle découle. Ce sont eux qui devaient servir de barrière contre les porte-parole des partis oscillant entre un passé de démocratie et l'avenir révolutionnaire, partis qui, malgré leur langage et leurs aspirations internationalistes, étaient encore attachés à leur nation et à ses traditions, sa « culture », mystificatrices.

S'il n'en fut pas ainsi, c'est peut-être parce que c'était alors impossible ; le malheur est qu'une fois passé le moment favorable à une méthode meilleure, *les choses ne se passèrent plus jamais comme elles auraient dû le faire*. Ceci dit, seuls les historiens opportunistes peuvent présenter ces quatorze journées de congrès, où alternèrent les séances générales et les réunions de commissions ou sous-commissions, comme une sorte de longue session parlementaire où l'on aurait décidé la tactique en fonction de contingences de temps ou de lieu, de cas particuliers, indépendamment des principes. En réalité, le Second Congrès suivit le fil conducteur qui relie la théorie, le but final, les principes, le programme, et seulement *en dernier lieu*, mais jamais *à part*, la tactique. C'est ce qui fait de lui une étape historique dans la lutte d'émancipation du prolétariat. Pourtant, rares furent ceux qui sentirent que c'était ce fil qu'il fallait tenir solidement ; un trop grand nombre se perdit au contraire dans des considérations de détail, des questions locales et momentanées. Rien d'étonnant que plus de cinquante ans après, les historiens s'y retrouvent moins encore !

5 - LE LONG DU FIL ROUGE : PRINCIPES, TACHES, PERSPECTIVES

Le 19 juillet, après avoir évoqué les militants communistes tombés sous le plomb ennemi, ou arrêtés par les sbires aux ordres du capital, Zinoviev inaugure le Congrès en rappelant que les thèses sur le rôle

(34) Cf. l'article *A propos du Congrès International Communiste*, publié dans « *Il Soviet* » du 3-10-1920, et reproduit ci-dessous.

historique de la « prétendue démocratie » rédigées un an plus tôt par Lénine et confirmées par le déchainement de la terreur blanche dans le monde entier constituaient un des piliers de l'Internationale. Il résume ainsi les tâches qui attendent la grande assemblée communiste réunie (certes pas par hasard) au siège du Soviet de Petrograd :

« De même que, pour vaincre la bourgeoisie, les communistes ont besoin dans leur pays avant tout d'un parti fort, puissant, centralisé, d'un parti coulé d'un seul bloc, de même il est temps de se mettre au travail pour créer une telle organisation à l'échelle internationale. Nous luttons contre la bourgeoisie internationale, contre un monde d'ennemis armés jusqu'aux dents, et nous devons posséder une organisation internationale de fer, qui sache battre partout l'ennemi, qui sache garantir à tout moment à n'importe lequel de ses détachements l'aide la plus grande possible, qui puisse affronter l'ennemi contre lequel elle doit se battre dotée de tous les moyens organisationnels d'attaque et de défense. »

Prenant la parole aussitôt après, Lénine trace un vaste tableau de la situation mondiale et des contradictions impérialistes. D'après les idéologues et les économistes bourgeois eux-mêmes, en particulier Keynes, la fin de la guerre n'a pas du tout atténué ces contradictions ; au contraire, elles les exaspèrent irrésistiblement, poussant les prolétaires des métropoles impérialistes et les peuples des colonies à entrer en lutte les armes à la main. C'est « dans ces racines économiques de la crise » que se trouve « la cause fondamentale des brillantes victoires de l'Internationale Communiste » (35). Notre tâche n'est plus de « démontrer » seulement en théorie qu'il n'y a pas d'issue à une telle crise pour le capitalisme mondial ; elle est de démontrer par « l'action pratique des partis révolutionnaires, qu'ils ont suffisamment de conscience, d'organisation, de liens avec les masses exploitées, d'esprit de résolution et de savoir-faire pour exploiter cette crise au profit d'une révolution victorieuse ». La préparation des avant-gardes communistes du prolétariat à cette grande tâche en est à peine à ses débuts. Il faut leur indiquer leur cible directe :

« L'opportunisme, voilà notre ennemi principal. L'opportunisme des couches supérieures de la classe ouvrière, c'est un socialisme non prolétarien mais bourgeois. La preuve est faite que les militants du mouvement ouvrier qui appartiennent à la tendance opportuniste sont de meilleurs défenseurs de la bourgeoisie que les bourgeois eux-mêmes. S'ils n'avaient pas en main la direction des ouvriers, la bourgeoisie ne pourrait pas se maintenir. Ce n'est pas seulement l'histoire du régime Kérensky en Russie qui le prouve : la République démocratique d'Allemagne, avec à sa tête un gouvernement social-démocrate le prouve aussi, de même que le comportement d'Albert Thomas à l'égard de son gouvernement bourgeois. La preuve est faite enfin par l'expérience analogue de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis. *L'opportunisme est notre ennemi principal*, et nous devons en venir à bout. Nous devons quitter ce congrès avec la ferme résolution de mener cette lutte jusqu'au bout dans tous les partis. C'est là notre tâche essentielle. »

En comparaison, « la correction des erreurs du courant « de gauche » au sein du communisme » sera facile, « mille fois plus facile que la lutte contre la bourgeoisie qui, sous le couvert du réformisme, pénètre

(35) *Œuvres*, XXXI, pp. 221 à 241.

dans les vieux partis de la II^e Internationale et oriente toute leur activité dans un sens non prolétarien, mais bourgeois » ; cette lutte trouvera son couronnement dans « l'union des prolétaires révolutionnaires des pays capitalistes avancés avec les masses révolutionnaires des pays où il n'y a pas ou presque pas de prolétariat, avec les masses opprimées des colonies, des pays d'Orient » ; car l'impérialisme ne pourra pas ne pas s'écrouler « quand l'offensive révolutionnaire des ouvriers exploités et opprimés au sein de chaque pays, surmontant la résistance des éléments petits-bourgeois et l'influence de cette minorité infime qu'est l'aristocratie ouvrière, fera sa jonction avec l'offensive révolutionnaire des centaines de millions d'hommes qui, jusqu'à présent, étaient restés en dehors de l'histoire. »

Dans cette perspective :

« Nous pouvons dire avec fierté : lors du Premier Congrès, nous n'étions au fond que des propagandistes, nous ne faisons que jeter au prolétariat du monde entier des idées essentielles, nous ne faisons que lancer un appel à la lutte, que demander : où sont les hommes susceptibles de s'engager dans cette voie ? Aujourd'hui, il y a partout un prolétariat avancé. Il existe partout une armée prolétarienne, parfois mal organisée, il est vrai, et qui demande à être réorganisée, et si nos camarades de tous les pays nous aident maintenant à organiser une armée unique, rien ne pourra plus nous empêcher d'accomplir notre œuvre. Cette œuvre, c'est la révolution prolétarienne universelle, la création de la République universelle des Soviets. »

Quant au discours de Lénine, il fut bref et tranchant : dans les paragraphes I et II de ses *Thèses sur les tâches fondamentales*, il affirma de façon martelante les principes et le programme sans lesquels il ne peut exister d' « armée prolétarienne unique » en marche vers son objectif historique. En voici un extrait, qui est une gifle aux philistins d'hier, d'aujourd'hui et de demain (36).

I. — L'ESSENCE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ET DU POUVOIR SOVIETIQUE

2. - La victoire du socialisme (première étape du communisme) sur le capitalisme exige du prolétariat, seule classe réellement révolutionnaire, qu'il accomplisse les trois tâches suivantes. La première : *renverser les exploités* et, en premier lieu, la bourgeoisie, leur principal représentant économique et politique ; leur infliger une défaite absolue ; écraser leur résistance ; rendre impossible de leur part toute tentative, quelle qu'elle soit, de restauration du joug du capital et de l'esclavage salarié. Deuxième tâche : entraîner et conduire à la suite de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, de son parti communiste, non seulement tout le prolétariat ou son énorme, son écrasante majorité, mais encore toute la masse des travailleurs et des exploités du capital ; les instruire, les organiser, les éduquer, les discipliner dans le déroulement même d'une lutte hardie, ferme et implacable, menée avec abnégation, contre les exploités ; arracher cette majorité écrasante de la population de tous les pays capitalistes à sa dépendance vis-à-vis de la bourgeoisie, lui inspirer, sur la base de l'expérience pratique, confiance dans le

(36) Nous parlerons plus loin du paragraphe III. Dans ce passage, c'est nous qui soulignons. Tiré de Lénine, *Œuvres*, XXXI, pp. 186-204.

rôle dirigeant du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire. Troisième tâche : neutraliser ou rendre inoffensives les inévitables hésitations entre la bourgeoisie et le prolétariat, entre la démocratie bourgeoise et le pouvoir des soviets, qui se manifestent tant au sein de la classe des petits propriétaires ruraux et des petits patrons de l'industrie et du commerce, qui sont encore très nombreux dans presque tous les pays avancés, bien que ne constituant qu'une minorité de la population, qu'au sein de la couche d'intellectuels, d'employés, etc... qui correspond à cette classe [...].

3. - Dans la situation concrète créée dans le monde entier et principalement dans les pays capitalistes les plus avancés, les plus puissants, les plus civilisés et les plus libres par le militarisme, par l'impérialisme, par l'oppression des colonies et des pays faibles, par la boucherie impérialiste mondiale, par la « paix » de Versailles, toute concession à l'idée d'une paisible soumission des capitalistes à la volonté de la majorité des exploités, et d'une évolution pacifique, réformiste vers le socialisme, n'est pas seulement le signe d'une extrême stupidité petite-bourgeoise, mais aussi une véritable tromperie envers les ouvriers, l'idéalisation de l'esclavage salarié capitaliste, la dissimulation de la vérité. Cette vérité est que la bourgeoisie, même la plus éclairée et la plus démocratique, ne s'arrête plus devant aucun mensonge, ni devant aucun crime, devant le massacre de millions d'ouvriers et de paysans pour sauver la propriété privée des moyens de production. Seuls le renversement par la violence de la bourgeoisie, la confiscation de sa propriété, la destruction, de fond en comble, de tout l'appareil d'Etat bourgeois, parlementaire, judiciaire, militaire, bureaucratique, administratif, municipal, etc..., allant jusqu'au bannissement et à l'internement de tous les exploités les plus dangereux et les plus obstinés, l'organisation d'une sévère surveillance à leur égard en vue de réprimer leurs inévitables tentatives de résistance et de restauration de l'esclavage capitaliste, seules ces mesures sont susceptibles d'assurer la soumission réelle de toute la classe des exploités.

D'autre part, c'est également idéaliser le capitalisme et la démocratie bourgeoise, c'est également vouloir tromper les ouvriers que d'admettre, comme c'est le cas dans les vieux partis et chez les vieux leaders de la II^e Internationale, l'idée que la majorité des travailleurs et des exploités pourrait, dans les conditions de l'esclavage capitaliste, sous le joug de la bourgeoisie — qui revêt des formes infiniment variées et d'autant plus raffinées et en même temps cruelles et impitoyables que le pays capitaliste est plus civilisé — que cette majorité pourrait acquérir une conscience socialiste absolument claire, des convictions et un caractère socialiste à toute épreuve. En réalité, ce n'est qu'après que l'avant-garde du prolétariat, soutenue par toute cette classe, la seule révolutionnaire, ou par sa majorité, aura renversé les exploités, aura brisé leur résistance, aura libéré les exploités de leur esclavage et amélioré leurs conditions d'existence aux dépens des capitalistes exploités, ce n'est qu'après cela et au cours même d'une âpre lutte de classe qu'il sera possible de réaliser l'instruction, l'éducation et l'organisation des masses les plus larges des travailleurs et des exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, qu'il sera possible de vaincre leur égoïsme, leur division, leurs tares, leurs faiblesses, nés du régime de la propriété privée, et d'en faire une libre association de travailleurs libres.

4. - La victoire sur le capitalisme exige de justes rapports entre le parti communiste dirigeant, la classe révolutionnaire, c'est-à-dire le prolétariat, et la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités. Seul le parti communiste, s'il est effectivement l'avant-garde de la classe révolutionnaire, s'il compte dans ses rangs les meilleurs représentants de cette classe, s'il est composé de communistes pleinement conscients et dévoués, instruits et trempés par l'expérience d'une lutte révolutionnaire opiniâtre, si ce parti a su se lier indissolublement à toute la vie de sa classe et, par elle, à toute la masse des exploités et inspirer à cette classe et à cette masse une confiance absolue, — seul un tel parti est capable de diriger le prolétariat dans la lutte finale la plus résolue et la plus implacable contre toutes les forces du capitalisme. Et ce n'est que sous la direction d'un tel parti que le prolé-

tariat est en mesure de développer toute la puissance de son élan révolutionnaire, annihilant l'apathie inévitable et parfois la résistance de la petite minorité de l'aristocratie ouvrière corrompue par le capitalisme, des anciens leaders des trade-unions, des coopératives, etc., qu'il est en mesure de déployer toute sa force, *infiniment plus grande que la part qu'il représente par rapport à la population totale du fait de la structure même de la société capitaliste*. Enfin ce n'est qu'une fois libérée effectivement du joug de la bourgeoisie et de l'appareil d'Etat bourgeois, ce n'est qu'après avoir obtenu la possibilité de s'organiser vraiment en toute liberté (par rapport aux exploités) en ses soviets que la masse, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs et des exploités, pourra déployer pour la première fois dans l'histoire toute l'initiative et toute l'énergie des dizaines de millions d'hommes écrasés par le capitalisme. Ce n'est que lorsque les soviets sont devenus l'unique appareil d'Etat que peut être assurée la participation réelle à la gestion de toute la masse des exploités, masse qui, même dans la démocratie bourgeoise la plus éclairée et la plus libre, a toujours été exclue à 99 % de cette gestion [...].

II

COMMENT ORGANISER LA PREPARATION IMMEDIATE ET GENERALE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ?

5. - La période actuelle du développement du mouvement communiste international est caractérisée par le fait que, dans l'immense majorité des pays capitalistes, la préparation du prolétariat à l'exercice de sa dictature n'est pas achevée, et très souvent n'a même pas encore été entreprise d'une façon systématique. Il ne s'ensuit nullement que la révolution prolétarienne soit impossible dans un avenir très proche ; elle est parfaitement possible, étant donné que l'ensemble de la conjoncture économique et politique regorge de matières inflammables et de motifs de déflagration inopinée ; l'autre condition nécessaire à la révolution (la première étant la préparation du prolétariat), à savoir l'état de crise générale de tous les partis de gouvernement et de tous les partis bourgeois existe également. Il s'ensuit que la tâche actuelle des partis communistes n'est pas de hâter la révolution, mais bien de renforcer la préparation du prolétariat. D'autre part, les faits signalés plus haut dans l'histoire de nombreux partis socialistes nous obligent à veiller à ce que la « reconnaissance » de la dictature du prolétariat *ne puisse demeurer uniquement verbale*.

C'est pourquoi, du point de vue du mouvement prolétarien international, la tâche essentielle des partis communistes est à l'heure actuelle de rassembler les forces communistes dispersées, de former dans chaque pays un parti communiste *unique* (ou de renforcer et de rénover celui qui y existe), afin de découpler le travail de préparation du prolétariat à la conquête du pouvoir d'Etat et précisément à la conquête du pouvoir sous la forme de la dictature du prolétariat [...].

6. - La conquête du pouvoir politique par le prolétariat ne met pas fin à sa lutte de classe contre la bourgeoisie ; *bien au contraire, elle la rend plus large, plus sévère et plus implacable*. Tous les groupes, partis et militants du mouvement ouvrier qui adoptent en totalité ou en partie le point de vue du réformisme, du « centre », etc., se placent inévitablement, du fait de l'extrême accentuation de la lutte, soit du côté de la bourgeoisie, soit au nombre des hésitants, soit (ce qui est le plus dangereux) parmi les amis peu sûrs du prolétariat victorieux. C'est pourquoi la préparation de la dictature du prolétariat exige non seulement le renforcement de la lutte contre les tendances réformistes et « centristes », mais également la modification du caractère même de cette lutte. La lutte ne peut pas se borner à dénoncer l'erreur de ces tendances ; elle doit démasquer inflexiblement et sans merci tout militant du mouvement ouvrier qui manifeste de telles tendances ; autrement, le prolétariat ne peut pas savoir avec qui il va engager la lutte décisive contre la bourgeoisie. *Cette lutte est telle qu'elle peut à tout instant substituer — et elle le fait,*

l'expérience l'a montré — à l'arme de la critique la critique des armes. Toute inconséquence ou toute faiblesse dans la dénonciation de ceux qui se conduisent en réformistes ou en « centristes » revient à accroître bel et bien le danger du renversement du pouvoir prolétarien par la bourgeoisie, qui utilisera demain pour la contre-révolution ce qui ne paraît être aujourd'hui, pour les gens à courte vue, qu'une « divergence théorique ».

7. - En particulier, on ne peut pas se borner à l'habituelle négation de principe de toute collaboration du prolétariat avec la bourgeoisie, de tout « collaborationisme ». La simple défense de la « liberté » et de l'« égalité », tant que persiste la propriété privée des moyens de production, se transforme, sous la dictature du prolétariat, qui ne sera jamais en mesure d'abolir d'un coup la propriété privée, en « collaboration » avec la bourgeoisie, collaboration qui sape bel et bien le pouvoir de la classe ouvrière. *Car la dictature du prolétariat signifie la consécration et la défense par l'Etat, par tout l'appareil du pouvoir d'Etat, de la « non-liberté » pour les exploités pour poursuivre leur œuvre d'oppression et d'exploitation, de « l'inégalité » du propriétaire (c'est-à-dire de celui qui s'est approprié certains moyens de production créés par le travail social) et du non-possédant.* Ce qui, avant la victoire du prolétariat, ne semble être qu'une divergence théorique sur la « démocratie » deviendra inévitablement demain, après la victoire, une question à trancher *par la force des armes.* Par conséquent, sans une transformation radicale de tout le caractère de la lutte contre les « centristes » et les « défenseurs de la démocratie », la préparation, même préliminaire, des masses à la réalisation de la dictature du prolétariat est impossible.

8. - La dictature du prolétariat est la forme la plus décisive et la plus révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie. Cette lutte ne peut être victorieuse que si l'avant-garde la plus révolutionnaire du prolétariat entraîne avec elle l'écrasante majorité de celui-ci. La préparation de la dictature du prolétariat exige, dès lors, non seulement la dénonciation du caractère bourgeois de tout réformisme, de toute défense de la démocratie tant que sera maintenue la propriété privée de moyens de production, non seulement la dénonciation de ces tendances qui signifient, en fait, la défense de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, mais elle exige également le remplacement des anciens chefs par des communistes, absolument dans toutes les organisations prolétariennes, non seulement politiques, mais également syndicales, coopératives, culturelles, etc. *Plus la domination de la démocratie bourgeoise a été, dans un pays donné, longue, totale et stable, et plus la bourgeoisie a réussi à mettre en place des chefs formés par elle, pénétrés de ses conceptions et de ses préjugés et très souvent corrompus par elle, directement ou indirectement.* Il est indispensable d'éliminer de tous leurs postes, d'une façon cent fois plus hardie que jusqu'à présent, ces représentants de l'aristocratie ouvrière ou des ouvriers embourgeoisés et de les remplacer par des ouvriers, même des plus inexpérimentés, pourvu qu'ils soient liés à la masse exploitée et jouissent de sa confiance dans la lutte contre les exploités. La dictature du prolétariat exigera la désignation de ces ouvriers sans expérience aux postes les plus responsables de l'Etat, faute de quoi le pouvoir du gouvernement ouvrier serait impuissant et n'aurait pas l'appui de la masse [...]. »

C'est de ces principes généraux que découlent les tâches pratiques qui seront plus tard précisées dans les « Conditions d'admission » et dans d'autres « Thèses » spécifiques : action révolutionnaire au parlement, action révolutionnaire dans les syndicats, appui aux mouvements révolutionnaires dans les colonies, propagande révolutionnaire dans l'armée, combinaison du travail légal et illégal, renforcement de la presse révolutionnaire, etc.

C'était là — ou aurait dû être — *le plus petit commun dénominateur* de tous les partis communistes, mais la suite du congrès et les

événements ultérieurs ne montrèrent que trop à quelles résistances opiniâtres l'acceptation intégrale et inconditionnelle de ces tâches se heurtaient dans tous les pays. Pour nous, « abstentionnistes », elles constituaient un *minimum* à accepter sans réserve, non seulement comme programme général de base, mais comme *application pratique* de ce programme. Les divergences sur l'abstention ou la participation aux élections pesaient bien peu à côté de cela. Beaucoup de ceux qui votèrent ces thèses s'abstinrent de voter ce qui était leur couronnement logique et qui, déjà clair dans le paragraphe III, fut rendu plus explicite encore dans les *Conditions d'admission* : qui était pour Lénine, et qui était *contre* ? La pleine concordance sur les principes et sur le programme — que nous avons déjà démontrée à plusieurs reprises — pouvait nous imposer de nous plier à la discipline internationale même sur les points de la tactique qui ne nous semblaient pas leur être organiquement liés ; par contre, le maximalisme, sous toutes ses formes, *devait* repousser tout à la fois *les principes et le programme*, parce que ceux-ci excluaient tout assouplissement des *limites*, pourtant généreusement « élargies », que la tactique ne doit pas dépasser. Le maximalisme préféra se porter au secours de ceux qui « tantôt cédant plus ou moins inconsciemment aux désirs et à la pression des masses, tantôt les trompant consciemment pour conserver leur ancienne situation d'*agents et d'auxiliaires de la bourgeoisie* au sein du mouvement ouvrier, proclament leur adhésion conditionnelle et même inconditionnelle à la III^e Internationale, tout en restant en fait, dans tout leur travail pratique et politique, sur les positions de la II^e Internationale », perpétuant ainsi un état de choses que les Thèses définissent comme « absolument inadmissible, car il introduit parmi les masses un élément de corruption, porte atteinte au prestige de la III^e Internationale en faisant courir le risque de nouvelles trahisons semblables à celle des social-démocrates hongrois hâtivement travestis en communistes ». Quitte à repousser l'ABC du communisme résumé dans les thèses de Lénine, le maximalisme entendait sauver ces gens-là. Comment se serait-il laissé convaincre par les invectives de l'Exécutif de l'I.C. pendant le voyage de Petrograd à Moscou et les quatre jours laissés à la réflexion entre le 19 et le 23 juillet, puisque ni les six mois, ni les années qui suivirent ne suffirent à le faire changer d'avis ? Lorsqu'un an plus tard, l'I.C. renouvela sa vaine tentative de récupérer au moins une aile du Parti socialiste italien formée de pêcheurs prétendument repentis, la Gauche eut donc bien raison d'écrire :

« Tout mécanisme a une loi fonctionnelle propre, qui n'admet pas d'être violée. Une thèse semblable à celle qui démontre l'impossibilité de s'emparer de l'appareil de l'Etat bourgeois pour l'utiliser selon les buts de la classe prolétarienne et de la construction socialiste prouve, avec de multiples confirmations dans la réalité, que la structure des partis social-démocrates d'avant la guerre, avec sa fonctionnalité parlementariste et syndicale, *ne peut se transformer en structure du parti révolutionnaire de classe, organe de la conquête de la dictature.* » (37)

(37) *Moscou et la question italienne*, dans « *Rassegna comunista* », 1/5, 30 juin 1921, p. 214.

6 - LE LONG DU FIL ROUGE : PARTI ET INTERNATIONALE

Quand le Congrès reprit ses séances à Moscou le 23 juillet, un autre point central de la doctrine communiste, à savoir la nature du parti et sa tâche consistant à préparer l'assaut révolutionnaire, à conquérir le pouvoir et à l'exercer dictatorialement, fut traité devant les délégués afin qu'ils se l'assimilent et avec eux, non seulement les prolétaires qu'ils représentaient, mais les militants communistes du monde entier.

La question était brûlante puisque l'Internationale avait convoqué à Moscou les représentants d'organisations ouvrières et de partis qui sous-estimaient notoirement ou même niaient le rôle *dirigeant*, sinon déterminant, du parti politique dans la révolution prolétarienne, niant par là même la dictature de classe, à moins de la vider de tout contenu ; en outre, comme cela ressort des pages qui précèdent, elle avait des raisons de croire que cette thèse n'était pas tout à fait claire même pour certains adhérents au Comintern qui, bien que se proclamant communistes, manifestaient des hésitations et des réticences en l'entendant réaffirmer avec vigueur.

Les thèses rédigées par Zinoviev furent approuvées avec des variantes secondaires ; nous les reproduisons dans leur version définitive avec un bref commentaire montrant qu'elles développaient point par point les mêmes questions de principe que le *Soviet* depuis le début de ses publications en décembre 1918.

THESES SUR LE ROLE DU PARTI COMMUNISTE DANS LA REVOLUTION PROLETARIENNE

(Traduction française revue d'après le « Protokoll des II. Weltkongresses der Kommunistischen Internationale », Hamburg 1921, Feltrinelli Reprint.)

Le prolétariat mondial est à la veille de luttes décisives. L'époque à laquelle nous vivons est une époque de guerres civiles ouvertes. L'heure décisive approche. Bientôt, dans tous les pays où il y a un mouvement ouvrier important, la classe ouvrière aura à livrer une série de combats acharnés, les armes à la main. Plus que jamais, en ce moment, la classe ouvrière a besoin d'une organisation solide. Elle doit se préparer inlassablement à cette lutte décisive, sans perdre une seule heure d'un temps précieux.

Si pendant la Commune de Paris (en 1871) la classe ouvrière avait eu un Parti Communiste, même petit, mais solidement organisé, la première insurrection héroïque du prolétariat français aurait été beaucoup plus forte et elle aurait évité bien des erreurs et bien des fautes. La bataille qui attend le prolétariat aujourd'hui, dans une situation historique différente, sera plus lourde de conséquences que celle de 1871.

Le 2^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste attire donc l'attention des ouvriers révolutionnaires du monde entier sur ce qui suit :

1. Le Parti Communiste est une fraction de la classe ouvrière et bien entendu il en est la fraction la plus avancée, la plus consciente et, partant, la plus révolutionnaire. Il se forme par la sélection spontanée des travailleurs les plus conscients, les plus dévoués, les plus clairvoyants. Le Parti Communiste n'a pas d'intérêts différents de ceux de la classe ouvrière. Le Parti Communiste ne se distingue de la grande masse des travailleurs que par le fait qu'il possède une vision générale du cours historique de la classe ouvrière et que, à tous les tournants de ce parcours, il défend non pas les intérêts de catégories ou de groupes particuliers, mais ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. Le Parti Communiste constitue la force organisatrice et politique à l'aide de laquelle la fraction la plus avancée de la classe ouvrière dirige les masses prolétariennes et semi-prolétariennes dans la bonne direction.

2. Tant que le prolétariat n'aura pas conquis le pouvoir politique, qu'il n'aura pas assuré définitivement sa domination et rendu impossible une restauration bourgeoise, le Parti Communiste n'englobera dans ses rangs organisés qu'une minorité des ouvriers. Jusqu'à la prise du pouvoir et dans la période de transition le Parti Communiste peut, dans des circonstances favorables, exercer une influence *idéologique* et *politique* incontestée sur toutes les couches prolétariennes et semi-prolétariennes de la population, mais il ne peut les accueillir et les organiser dans ses rangs. C'est seulement lorsque la dictature prolétarienne aura arraché à la bourgeoisie des moyens d'influence aussi puissants que la presse, l'école, le parlement, l'Eglise, l'administration, etc., c'est seulement lorsque la défaite définitive de l'ordre bourgeois sera devenue évidente aux yeux de tous, que tous les ouvriers, ou presque tous, commenceront à entrer dans les rangs du Parti Communiste.

3. Les notions de parti et de classe doivent être distinguées avec le plus grand soin. Les membres des syndicats « chrétiens » et libéraux d'Allemagne, d'Angleterre et d'autres pays, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Les groupements ouvriers plus ou moins considérables qui suivent encore les Scheidemann, Gompers et consorts, appartiennent indubitablement à la classe ouvrière. Dans certaines conditions historiques, il est très possible que de nombreuses tendances réactionnaires se fassent jour dans la classe ouvrière. La tâche du communisme n'est pas de s'adapter à ces éléments arriérés de la classe ouvrière, mais d'élever toute la classe ouvrière au niveau de l'avant-garde communiste. La confusion entre ces deux notions — *parti* et *classe* — peut conduire aux fautes et aux malentendus les plus graves. Il est, par exemple, évident que le Parti ouvrier devait, en dépit des préjugés et de l'état d'esprit d'une partie de la classe ouvrière pendant la guerre impérialiste, s'insurger à tout prix contre ces préjugés et cet état d'esprit, au nom des intérêts historiques du prolétariat qui imposaient à son Parti de déclarer la guerre à la guerre.

C'est ainsi, par exemple, qu'au début de la guerre impérialiste de 1914, les Partis social-traitres de tous les pays, soutenant « leurs » bourgeoisies respectives, ne manquaient pas de justifier leur conduite en invoquant la volonté de la classe ouvrière. Ils oubliaient, ce faisant, que si même il en avait été ainsi, la tâche du Parti prolétarien dans une telle situation aurait été de s'opposer à l'état d'esprit de la majorité des ouvriers et de défendre envers et contre tous les intérêts historiques du prolétariat. C'est ainsi qu'à la fin du XX^e siècle les menchéviks de l'époque (ceux qu'on nommait « économistes ») répudiaient la lutte politique ouverte contre le tsarisme parce que, disaient-ils, la classe ouvrière dans son ensemble n'était pas encore en état de comprendre la nécessité de la lutte politique.

De la même façon, les indépendants de droite en Allemagne justifient leurs hésitations et leurs demi-mesures par les « désirs des masses » — sans comprendre que le Parti est là précisément pour précéder les masses et leur montrer le chemin ».

D'une vigoureuse clarté, ces premiers paragraphes marquent un jalon dans le combat mené pendant des dizaines d'années par le communisme contre toute mystification démocratique pour que les caractères

autoritaire et centraliste, et donc anti-autonomiste et anti-populaire de la dictature du prolétariat (et donc essentiellement du parti, son organe dirigeant) soient ouvertement proclamés. Conçus pour délimiter sans équivoque possible la position des communistes marxistes de celle des révisionnistes tant de droite (réformistes, social-démocrates, labouristes) que de gauche (syndicalistes-révolutionnaires, anarchistes) ils coïncident point par point avec les thèses de notre Fraction, et sont d'importance historique fondamentale, surtout aujourd'hui que règne partout le pire opportunisme petit-bourgeois.

Définissant le parti comme l' « organe » et non pas, contrairement à celles de Zinoviev, comme une « partie » de la classe, les thèses de la Gauche avaient l'avantage de mieux définir sa nature et sa fonction (mais *la conception était fondamentalement la même*), évitant un malentendu dont l'avenir montrera le danger, quand on commencera à chercher l'essence révolutionnaire du parti dans sa composition sociale (comme si l'on pouvait mettre sur le même plan les ouvriers militant dans ses rangs et les autres, et leur attribuer la même importance) et donc à atténuer la différence *qualitative* existant entre le parti, dépositaire d'une doctrine et d'un programme embrassant tout le cours historique de l'émancipation prolétarienne et ses buts finaux, et la classe considérée du point de vue statistique et statique. Certes l'auteur des thèses citées ci-dessus et les bolcheviks en général ne commettaient pas de pareilles erreurs, comme chacun des paragraphes le prouve. Mais la prétendue « bolchevisation » qui, quelques années plus tard, prétendra assurer et conserver au parti une physionomie révolutionnaire et marxiste en lui donnant pour base des cellules *d'usine* et des noyaux exclusivement composés de purs salariés montrera à quel point la « lettre » de telle ou telle phrase de 1920 facilitait le remplacement de la puissante vision *organique* et *synthétique* du parti par une fade interprétation « labouriste ». Or cette dernière dénature totalement la conception marxiste qui, en affirmant que le parti incarne *l'avant-garde* de la classe, lui attribue une fonction *de direction*, et ne se contente nullement de noter qu'il est « plus avancé qu'elle ». C'est bien pourquoi d'ailleurs les thèses de la Gauche affirmaient que la classe n'est véritablement classe *qu'à condition* d'engendrer le parti politique unifiant les poussées élémentaires de la classe, les coordonnant et les dirigeant vers un but final dont les individus ou les catégories qui la composent ne peuvent avoir conscience.

Ce point est d'ailleurs développé avec une clarté suffisante dans la Thèse II, où l'on affirme que le parti ne peut organiser dans ses rangs qu'une *minorité* de la classe, ainsi que (comme le *Manifeste* de 1848 le faisait déjà observer) des transfuges d'autres classes. Pour que *tous* les ouvriers adhèrent au parti et acceptent son programme, il faut que la révolution victorieuse les ait libérés du besoin qui les abrutit et qu'elle ait détruit la presse, l'école, le parlement, l'église, l'administration étatique, tous instruments de diffusion de la corruption bourgeoise ; il

s'agit d'un long processus qui n'ira pas sans retours en arrière ni sans tentatives de restauration du capitalisme.

De même la Thèse III, repoussant toute confusion entre les notions de parti et de classe, réfute l'idée commune aux menchéviks, aux réformistes, aux ouvriéristes, aux spontanéistes, etc., pour qui le parti doit se régler sur les aspirations momentanément dominantes parmi les travailleurs ; elle lui assigne la tâche de défendre en toute circonstance et même contre des couches ouvrières d'arrière-garde ou soumises à l'influence d'autres classes hostiles au communisme (dans certaines situations, cela peut être le cas pour la *quasi totalité* de la « classe statistique ») les intérêts généraux et permanents, et non pas locaux ou momentanés, du prolétariat. De façon plus incisive, la Gauche aurait dit que le parti *représente* la classe, quelles que soient les vicissitudes, heureuses ou malheureuses, du conflit social (38).

4. L'Internationale Communiste est absolument convaincue que la faillite des anciens partis « social-démocrates » de la II^e Internationale ne peut, en aucun cas, être considérée comme la faillite des Partis prolétariens en général. L'époque de la lutte directe en vue de la dictature du prolétariat suscite un nouveau Parti prolétarien mondial — le Parti Communiste.

5. L'Internationale Communiste répudie de la façon la plus catégorique l'opinion suivant laquelle le prolétariat peut accomplir sa révolution sans avoir son propre Parti politique. Toute lutte de classes est une lutte politique. Le but de cette lutte, qui tend à se transformer inévitablement en guerre civile, est la conquête du pouvoir politique. Mais le pouvoir politique ne peut être pris, organisé et dirigé que par tel ou tel parti politique. Ce n'est que dans le cas où le prolétariat est guidé par un Parti organisé et éprouvé, poursuivant des buts clairement définis, et possédant un programme de mesures immédiates bien précises tant en politique intérieure qu'en politique extérieure, ce n'est que dans ce cas que la conquête du pouvoir politique peut être non un épisode fortuit, mais le point de départ d'un travail durable d'édification communiste de la société par le prolétariat.

La même lutte des classes exige aussi la centralisation et la direction unique des diverses formes du mouvement prolétarien (syndicats, coopératives, comités d'usines, enseignement, élections, etc.). Le centre organisateur et dirigeant ne peut être qu'un Parti politique. Se refuser à le créer, à l'affermir et à s'y soumettre, équivaut à répudier le commandement unique des détachements du prolétariat agissant aux différents points du champ de bataille. La lutte de classe du prolétariat exige une agitation concentrée, éclairant les différentes étapes de la lutte d'un point de vue unique et attirant à chaque moment toute l'attention du prolétariat sur les tâches qui le concernent dans son entier. Cela ne peut être réalisé sans un appareil politique centralisé, c'est-à-dire en dehors d'un Parti politique.

La propagande des syndicalistes révolutionnaires et des adhérents « Industrial Workers of the World » (I.W.W.) contre la nécessité d'un Parti politique autonome du prolétariat n'a donc servi et ne sert objectivement que la bourgeoisie et les « social-démocrates » contre-révolutionnaires. Dans leur propagande contre le Parti Communiste, qu'ils voudraient remplacer par les seuls syndicats ou par des unions ouvrières « générales » et informes, les syndicalistes et les industrialistes finissent par rejoindre les opportunistes avérés. Après la défaite de la révolution de 1905, les menchéviks russes propagèrent pendant quelques années l'idée d'un Congrès ouvrier

(38) Cf notre brochure *Parti et classe*.

qui devait remplacer d'après eux le Parti révolutionnaire de la classe ouvrière ; les « travaillistes » jaunes de toute sorte d'Angleterre ou d'Amérique, qui mènent en réalité une politique directement bourgeoise, défendent parmi les ouvriers la création d'unions informelles ou de vagues associations purement parlementaires au lieu d'un véritable Parti politique. Les syndicalistes révolutionnaires et les industrialistes veulent combattre la dictature de la bourgeoisie, mais ils ne savent pas comment il faut s'y prendre. Ils ne voient pas qu'une classe ouvrière sans Parti politique est un corps sans tête.

Le syndicalisme révolutionnaire et l'industrialisme sont un pas en avant par rapport à l'ancienne idéologie inerte et contre-révolutionnaire de la II^e Internationale. Par rapport au marxisme révolutionnaire, c'est-à-dire par rapport au communisme, ils constituent un recul. La déclaration des communistes « de gauche » en Allemagne (K.A.P.D.) dont le programme élaboré par le Congrès constitutif d'Avril affirme qu'ils forment un Parti, mais « pas un parti au sens courant du mot », est une capitulation idéologique devant les conceptions réactionnaires du syndicalisme et de l'industrialisme.

Ce n'est pas par la seule grève générale, par la seule tactique des « bras croisés », que la classe ouvrière peut remporter la victoire sur la bourgeoisie. Le prolétariat doit en venir à l'insurrection armée. Celui qui a compris cela doit aussi comprendre qu'il faut pour cela un Parti politique organisé et que d'informes unions ouvrières ne peuvent pas en tenir lieu.

Les syndicalistes révolutionnaires parlent souvent du grand rôle que doit jouer une minorité révolutionnaire résolue. Or, en fait, cette minorité active, qui est communiste, qui a un programme, qui veut organiser la lutte des masses — *c'est précisément le Parti Communiste.*

6. La tâche la plus importante d'un Parti réellement communiste est de rester toujours en contact étroit avec les larges masses prolétariennes. Pour y arriver, les communistes doivent travailler aussi dans des organisations qui, sans être des organisations du Parti, englobent de grandes masses prolétariennes ; par exemple les organisations d'invalides de guerre des divers pays, les comités « Hands off Russia » (« Ne touchez pas à la Russie ») en Angleterre, les associations prolétariennes de locataires, etc. Un exemple particulièrement important est celui des conférences d'ouvriers et paysans « sans parti » en Russie. Dans presque toutes les villes, dans les quartiers ouvriers, et aussi à la campagne, des conférences de ce type sont organisées, et les couches les plus larges d'ouvriers même les plus arriérés participent aux élections pour ces conférences ; on y discute toutes les questions brûlantes de l'actualité : l'approvisionnement, le logement, l'éducation, la situation militaire, les tâches politiques à l'ordre du jour, etc. Les communistes tendent de toutes leurs forces à influencer ces conférences de « sans-parti » — avec les résultats les plus favorables pour le Parti.

Les communistes considèrent comme leur tâche principale le travail systématique d'organisation et d'éducation au sein de ces organisations de masse. Mais précisément pour que ce travail soit fécond, pour que les ennemis du prolétariat révolutionnaire ne puissent s'emparer de ces organisations ouvrières de masse, les travailleurs d'avant-garde, les communistes, doivent avoir leur propre Parti discipliné, le Parti communiste qui agit de façon compacte et organisée et qui est capable de défendre les intérêts généraux du communisme dans toutes les situations et toutes les formes du mouvement.

7. Les communistes ne s'écartent pas des organisations ouvrières de masse politiquement neutres et, dans certaines circonstances, ils ne craignent pas d'y travailler même lorsqu'elles ont un caractère ouvertement réactionnaire (syndicats jaunes, syndicats chrétiens, etc.). Au sein de ces organisations, le Parti Communiste développe constamment son travail propre, et démontre infatigablement aux ouvriers que l'idée de la neutralité politique est sciemment répandue parmi eux par la bour-

geoisie et ses laquais pour détourner le prolétariat de la lutte organisée pour le socialisme.

8. L'ancienne répartition « classique » du mouvement ouvrier en trois formes — Parti, syndicat, coopérative — est manifestement dépassée. La révolution prolétarienne, en Russie a suscité la forme fondamentale de la dictature prolétarienne, les soviets. La nouvelle articulation qui va se présenter maintenant c'est : 1° le Parti, 2° le soviets, 3° le syndicat. Mais dans les soviets, comme dans les syndicats révolutionnaires, le travail doit être constamment et systématiquement dirigé par le Parti du prolétariat, le Parti Communiste. L'avant-garde organisée de la classe ouvrière, le Parti Communiste, représente les intérêts d'ensemble de la classe ouvrière, dans le domaine de ses luttes économiques aussi bien que politiques et même culturelle. Le Parti Communiste doit être l'âme des syndicats aussi bien que des soviets ou de toute autre forme d'organisation prolétarienne.

L'apparition des Conseils comme forme historique fondamentale de la dictature du prolétariat ne diminue nullement le rôle dirigeant du Parti Communiste dans la révolution prolétarienne. Lorsque les communistes allemands « de gauche » (voir leur Manifeste au prolétariat allemand, du 14 avril 1920, signé « Parti ouvrier communiste d'Allemagne ») déclarent que « le Parti doit, lui aussi, s'adapter de plus en plus à l'idée des conseils et prendre un caractère prolétarien » (Kommunistische Arbeiterzeitung N° 54) ils disent tout bonnement que le Parti Communiste doit se fondre dans les soviets, que les Conseils ouvriers pourraient remplacer le Parti Communiste.

Cette idée est absolument fausse et réactionnaire.

Au cours de la révolution russe nous avons connu toute une phase au cours de laquelle les soviets se dressaient contre le Parti prolétarien et soutenaient la politique des agents de la bourgeoisie. On a pu observer la même chose en Allemagne, et cela peut très bien se reproduire dans d'autres pays.

Pour que les soviets puissent remplir leur mission historique, il faut au contraire qu'existe un puissant Parti Communiste ; un Parti qui ne « s'adapte » pas simplement aux soviets, mais exerce une influence décisive sur leur politique ; qui les conduise à rompre leur « adaptation » à la bourgeoisie et à la garde blanche social-démocrate ; qui soit capable de devenir, par ses fractions communistes, le Parti dirigeant des soviets.

Celui qui conseille au Parti Communiste de « s'adapter » aux Conseils ouvriers, celui qui voit dans une telle adaptation le renforcement du « caractère prolétarien » du Parti, rend aux soviets comme au Parti le plus mauvais service qui soit ; celui-là n'a rien compris à la signification ni du Parti ni du soviets. « L'idée soviétique » vaincra d'autant plus rapidement que nous serons à même de développer dans les divers pays des Partis Communistes aussi forts que possible. Aujourd'hui beaucoup « d'Indépendants » et même des socialistes de droite se rallient en parole à « l'idée soviétique ». Nous ne pourrions empêcher ces éléments de dénaturer la notion de soviets que si nous avons un Parti Communiste puissant, capable de déterminer la politique des soviets et de les diriger.

9. Le Parti Communiste n'est pas seulement nécessaire à la classe ouvrière *avant* et *pendant* la conquête du pouvoir, mais encore *après* le passage du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière. L'histoire du Parti Communiste de Russie, qui détient depuis trois ans le pouvoir, montre que le rôle du Parti Communiste, loin de diminuer depuis la conquête du pouvoir, s'est au contraire considérablement accru.

10. Au lendemain de la conquête du pouvoir par le prolétariat, son Parti ne constitue toujours qu'une fraction de la classe ouvrière. Mais, précisément, la fraction qui a organisé la victoire. Au cours de longues luttes — deux décennies en Russie, plusieurs années en Allemagne — luttes dirigées non seulement contre la

bourgeoisie mais aussi contre ces « socialistes » qui sont les agents de la bourgeoisie au sein du prolétariat, le Parti Communiste a regroupé dans ses rangs les combattants les plus tenaces, les plus clairvoyants, les plus avancés de la classe ouvrière. Et c'est seulement l'existence d'une telle organisation compacte de l'élite de la classe ouvrière qui permet de surmonter toutes les difficultés qui se présenteront à la dictature du prolétariat au lendemain de la victoire. L'organisation d'une nouvelle armée, l'armée rouge prolétarienne, la destruction effective de tout l'appareil d'Etat bourgeois et la mise en place des premiers linéaments de l'Etat prolétarien, la lutte contre les tendances corporatistes de certains groupes ouvriers, la lutte contre le « patriotisme » local et l'esprit de clocher, les efforts en vue de susciter une nouvelle discipline du travail, — autant de domaines où le Parti Communiste, dont les membres entraînent par leur vivant exemple les masses ouvrières, doit dire le mot décisif.

11. La nécessité d'un Parti politique du prolétariat ne disparaît qu'avec les classes sociales. Dans la marche vers la victoire définitive du communisme, il est possible que le rapport qui existe entre les trois formes essentielles de l'organisation prolétarienne actuelle (Parti, Soviet, Syndicat) soit modifié, et qu'un type unique, synthétique, d'organisation ouvrière se cristallise peu à peu. Mais le Parti Communiste ne se dissoudra complètement dans la classe ouvrière que lorsque le communisme aura cessé d'être l'enjeu de la lutte, lorsque la classe ouvrière sera devenue, tout entière, communiste.

Tout comme nos thèses, ce texte condamne l'erreur anarchisante qui consiste à considérer la faillite de la II^e Internationale comme celle de la forme-parti, ainsi que l'erreur commune aux kaapédistes, aux conseillistes, et aux ordinovistes, selon laquelle il faudrait remplacer le parti par des organisations *immédiates*, calquées sur l'appareil de production et reflétant donc les divisions par entreprises, par localités et par métiers propres à la société capitaliste. Condamner ces erreurs revient à réaffirmer la nature *synthétique* et la tâche *centralisatrice* du parti, appelé non seulement à diriger la *préparation* révolutionnaire, mais l'insurrection armée à laquelle il est contre-révolutionnaire d'opposer comme acte *décisif* de l'affrontement entre les classes la grève générale ou, comme syndicalistes et maximalistes, la « grève expropriatrice ». Ce texte réaffirme que la tâche permanente du parti est de développer un travail intense et systématique de propagande et d'agitation dans les organisations à base plus large, comme les syndicats et autres formes contingentes telles que les comités pour la défense de la Russie qui existaient à l'époque. Il n'est pas question de revendiquer (sauf dans des conditions déterminées, que les Thèses sur la question syndicale préciseront) le boycott et la désertion des organisations dirigées par des réformistes, mais au contraire de les conquérir à la direction communiste, ce travail devant bien entendu être mené par les groupes syndicaux du *parti* et contrôlé directement *par le parti*, sans que celui-ci subordonne jamais sa propre organisation à des organisations étrangères.

Ceci, d'ailleurs, vaut aussi pour les soviets. Les Thèses rappellent — en complément de celles sur les conditions de constitution des Conseils ouvriers — que ceux-ci représentent sans aucun doute une nouvelle forme historique pour l'Etat de transition du capitalisme au socialisme, *mais* qu'ils ne passent pas par-dessus le parti, pas plus qu'il ne le remplacent

dans ses tâches *dirigeantes*. Sans le parti, les soviets peuvent passer non seulement sous l'influence, mais même sous la domination de partis et de courants bourgeois et petit-bourgeois : c'est pourquoi on n'exclut pas la possibilité (devenue un *fait* réel lors de l'Octobre rouge) que le parti tende au pouvoir et le conquière *contre* la résistance ou les hésitations des soviets. Enfin, puisque les soviets — à la différence des syndicats — sont des organes *politiques* et non pas seulement économiques, la vieille division en parti, syndicats et coopératives doit être remplacée par la pyramide : parti, soviets, syndicats, par ordre hiérarchique décroissant.

Pour l'Internationale, comme depuis toujours pour nous, la fonction centrale du parti ne cesse pas en effet après la prise du pouvoir ; elle est rendue plus que jamais *indispensable*, au contraire, par *tout* le cycle qui lui fait suite : guerre civile et terreur rouge contre la classe vaincue et ses efforts de restauration par des forces intérieures et extérieures, ainsi que par la nécessité de réagir aux tendances corporatistes centrifuges et autonomistes qui menacent toujours de briser l'unité prolétarienne, et au patriotisme régional et local qui menace d'entamer le bloc compact de la dictature de classe. Le parti ne peut en fait disparaître, en tant qu'organe *politique*, avant que le communisme ait cessé d'être un but, et que le prolétariat, grâce au développement complexe de la société nouvelle ait non seulement aboli les autres classes, mais aussi et surtout se soit aboli lui-même.

12. Le 2^e Congrès de l'Internationale Communiste doit non seulement confirmer la mission historique du Parti Communiste en général, mais encore indiquer au prolétariat international, au moins dans les grandes lignes, de quel type de Parti Communiste nous avons besoin.

13. L'Internationale Communiste est d'avis que, surtout à l'époque de la dictature du prolétariat, le Parti Communiste doit être constitué sur la base du centralisme prolétarien le plus strict. Pour diriger efficacement la classe ouvrière dans la guerre civile longue et opiniâtre qui s'est ouverte, le Parti Communiste doit établir en son sein une discipline de fer, une discipline militaire. L'expérience du Parti Communiste de Russie, qui pendant trois ans a dirigé avec succès la classe ouvrière à travers les péripéties de la guerre civile, a montré que sans la plus forte discipline, sans un centralisme total, sans une confiance absolue de toutes les organisations du Parti envers le centre dirigeant du Parti, la victoire des travailleurs est impossible.

14. Le Parti Communiste doit être constitué sur le principe du centralisme démocratique. L'éligibilité des organes supérieurs par les organes inférieurs, le caractère absolument astreignant des directives données par les instances supérieures pour les inférieures, l'existence d'un centre puissant dont l'autorité s'exerce entre deux congrès sur tous les camarades dirigeants, tels sont les principes essentiels du centralisme démocratique.

15. Toute une série de Partis Communistes en Europe et en Amérique sont contraints à une existence illégale par l'état de siège proclamé par la bourgeoisie contre les communistes. Il faut bien comprendre que dans ces circonstances le principe électif ne peut pas être rigoureusement appliqué et qu'il faut accorder aux organes dirigeants du Parti le droit de cooptation, comme ce fut le cas naguère en Russie. Durant l'état de siège le Parti Communiste ne peut évidemment pas avoir

recours (comme l'aurait voulu un groupe de communistes américains) au référendum démocratique chaque fois qu'il se pose un problème ; il doit au contraire conférer à son centre dirigeant le droit de décider promptement pour tous les membres du Parti au moment opportun.

16. La revendication d'une large « autonomie » pour les groupes locaux du Parti ne peut en ce moment qu'affaiblir les rangs du Parti Communiste, diminuer sa capacité d'action et favoriser le développement de tendances anarchistes et petites-bourgeoises, centrifuges et désagréatrices.

17. Dans les pays où le pouvoir est encore détenu par la bourgeoisie ou par la social-démocratie contre-révolutionnaire, les Partis Communistes doivent apprendre à combiner systématiquement l'action légale avec l'action clandestine ; plus précisément, le travail légal doit toujours être contrôlé par le Parti illégal. Les groupes parlementaires communistes, de même que les élus des institutions locales de l'Etat, doivent être entièrement subordonnés au Parti dans son ensemble — que sa situation soit légale ou illégale. Les députés qui, d'une façon ou d'une autre, ne se soumettent pas au Parti doivent être expulsés des rangs communistes. La presse légale (journaux, éditions) doit absolument être totalement subordonnée à l'ensemble du Parti et à son comité central. Aucune exception ne saurait être tolérée.

18. Tout le travail d'organisation du Parti Communiste doit tendre avant tout à créer des cellules communistes partout où il y a des prolétaires et semi-prolétaires, même en petit nombre. Dans tout conseil ouvrier, dans chaque syndicat, dans chaque coopérative, dans chaque atelier, dans chaque comité de locataires, dans chaque organisme, partout où se trouvent ne serait-ce que trois personnes qui sympathisent avec le communisme, il faut constituer immédiatement un groupe communiste. Seule la compacité organisationnelle des communistes permet à l'avant-garde de la classe ouvrière de diriger l'ensemble de la classe. Tous les groupes communistes qui agissent dans les organisations politiquement neutres doivent être rigoureusement subordonnés au Parti dans son ensemble, que l'action du Parti soit légale ou illégale. Leur travail doit être coordonné par une structure hiérarchique ferme et précise.

19. Le Parti Communiste naît presque toujours dans les grands centres, parmi les travailleurs de l'industrie urbaine. Pour rendre plus facile et accélérer la victoire de la classe ouvrière il faut que le Parti Communiste ne reste pas confiné dans les villes mais étende son influence dans les campagnes. A cette fin il doit mener un travail de propagande et d'organisation parmi les journaliers agricoles, les paysans pauvres et moyens, et poursuivre avec un soin particulier l'organisation des noyaux communistes dans les campagnes.

L'organisation internationale du prolétariat ne peut être forte que si cette façon d'envisager le rôle du Parti Communiste s'impose dans tous les pays où vivent et luttent des communistes. L'Internationale Communiste invite tous les syndicats qui acceptent les principes de la III^e Internationale et sont prêts à rompre avec l'Internationale jaune à participer à ses congrès. L'Internationale organisera une Section internationale des syndicats rouges qui se placent sur le terrain du communisme. L'Internationale Communiste travaillera avec toute organisation ouvrière « sans-parti » disposée à mener une lutte révolutionnaire sérieuse contre la bourgeoisie. Mais, ce faisant, l'Internationale Communiste ne cessera de rappeler aux prolétaires du monde entier les principes suivants :

1) Le Parti Communiste est l'arme principale, essentielle, de l'émancipation du prolétariat. Nous devons avoir maintenant dans tous les pays non plus des groupes et des tendances, mais un Parti Communiste.

2) Dans chaque pays il ne doit y avoir qu'un seul et unique Parti Communiste.

3) Le Parti Communiste doit être fondé sur le principe de la plus stricte centralisation et doit instituer en son sein, à l'époque de la guerre civile, une discipline militaire.

4) Partout où se trouvent rassemblés ne serait-ce qu'une dizaine de prolétaires ou de semi-prolétaires, le Parti Communiste doit avoir son propre noyau organisé.

5) Dans toute organisation « sans-parti » doit exister un noyau communiste strictement subordonné à l'ensemble du Parti.

6) En restant inébranlablement accroché au programme et à la tactique révolutionnaire du communisme, le Parti Communiste doit toujours être lié étroitement aux organisations ouvrières de masse, et se garder du sectarisme autant que du manque de principes.

Il n'est pas nécessaire de commenter longuement la partie d'application pratico-organisationnelle des Thèses, où sont énergiquement rappelés les *principes* que sont la centralisation et la discipline, l'exclusion de toute autonomie de sections ou de groupes, la combinaison de l'activité légale et illégale, l'identité de structure dans les villes et dans les campagnes et l'unicité du parti dans chaque pays (ce qui exclut par conséquent la formule aberrante du « parti sympathisant » et d'organes politiques *parallèles* adhérant à l'Internationale), le refus du noyautage dans d'autres partis (les « noyaux » ou cellules communistes doivent être constitués dans des organisations qui ne sont *pas* des organisations de parti ; ils ne sont pas la base du parti, qui reste la section territoriale, mais sa « courroie de transmission » dans des organisations ouvrières extérieures au parti : exactement le contraire de ce qu'on prétendit en 1925 au temps de la « bolchevisation » !) et, enfin, la condamnation tant du sectarisme, au sens du refus de se lier aux masses, que de l'absence de principes, c'est-à-dire des deux extrêmes d'une conception déformée, que nous avons toujours dénoncée et combattue. Notons encore que la formule organisationnelle de « centralisme démocratique » n'a rien de commun avec une revendication démoélectorale : elle s'applique à un parti dont les principes ne sont et ne peuvent faire l'objet de consultations ou de débats, parce qu'ils constituent sa raison d'être et la base de sa fonction historique.

L'Exécutif voulut faire de ces Thèses le centre du II^e Congrès, non seulement pour des motifs contingents tels que la polémique antisindicaliste et anti-immédiatiste en général, mais en tant que question de principe. Elles convainquent pour toujours de *faux* ces partis qui prétendent se rattacher à la tradition bolchevique, alors qu'ils en détruisent les fondements antidémocratiques, antilibertaires, antinationaux. Comme l'observera un des porte-parole du Comintern au cours de la discussion, même un Noske ou un Scheidemann peuvent reconnaître la nécessité du parti et de sa centralisation ; mais le parti dont le communisme marxiste revendique la structure centralisée et la fonction de synthèse n'est pas le parti de la conservation, *mais* de la révolution ; il n'est pas le parti du légalisme réformiste, *mais* de la prise violente du

pouvoir ; il n'est pas le parti de la démocratie et du parlementarisme, *mais* de la dictature prolétarienne ouvertement revendiquée comme partie intégrante de la doctrine, des principes et du programme, non comme un objectif vague et lointain, mais comme un facteur *déterminant* de toute l'action complexe de préparation révolutionnaire, tant en période d'avancée qu'en période de reflux du mouvement ouvrier ; il n'est pas le parti d'un pays particulier — et encore moins le parti de l'intérêt national ! — *mais* de la classe laborieuse du monde entier, le parti de la lutte par définition *internationale* de cette classe ; et enfin, il n'est pas le parti de la classe exploitée à un moment *x* de son histoire, *mais* de la classe envisagée dans sa *finalité historique* : et en cela aussi il est dictatorial et autoritaire, donc antidémocratique. Accepter cet ensemble de principes et prétendre pouvoir le concilier avec une pratique reposant sur la démocratie, le bloc populaire de plusieurs classes, le gradualisme des « réformes de structure », la revendication de particularités et d'intérêts nationaux, cela signifie détruire la puissante construction pour laquelle le parti centralisé et centralisateur est une *arme* première indispensable ; cela signifie mettre le parti au service de la *contre-révolution*, comme le firent les Noske de tous les pays « civilisés » lors de la guerre ou de la crise qui suivit.

Le préambule des *Statuts* de l'Internationale Communiste tend aussi à formuler des *principes* et des *postulats* invariants. Nous avons d'ailleurs déjà observé, et nous le verrons encore plus loin, que chacune des Thèses « tactiques » non seulement les contient, mais fait d'eux les fondements nécessaires des directives d'action dans tous les domaines : parlementaire, agraire, syndical, ou dans la très importante question nationale et coloniale.

STATUTS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

En 1864 fut fondée, à Londres, la première Association Internationale des Travailleurs, la I^{re} Internationale. Les Statuts de cette Association disaient :

« CONSIDERANT

Que l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ;

Que la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière n'est pas une lutte pour des privilèges et des monopoles de classe, mais pour l'établissement de droits et de devoirs égaux, et pour l'abolition de tout régime de classe ;

Que l'assujettissement économique du travailleur aux détenteurs des moyens du travail, c'est-à-dire des sources de la vie, est la cause première de la servitude dans toutes ses formes : la misère sociale, l'avilissement intellectuel et la dépendance politique ;

Que par conséquent l'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ;

Que tous les efforts tendant à ce but ont jusqu'ici échoué, faute de solidarité entre les travailleurs des différentes professions dans le même pays et d'une union fraternelle entre les classes ouvrières des divers pays ;

Que l'émancipation du travail, n'étant un problème ni local ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne, et nécessite, pour sa solution, le concours théorique et pratique des pays les plus avancés ;

Que le mouvement qui vient de renaître parmi les ouvriers des pays les plus industriels de l'Europe, tout en réveillant de nouvelles espérances, donne un solennel avertissement de ne pas retomber dans les vieilles erreurs et de combiner le plus tôt possible les efforts encore isolés. »

La II^e Internationale, fondée en 1889 à Paris, s'engagea à continuer l'œuvre de la I^{re} Internationale. Mais en 1914, au début du massacre mondial, elle a fait banqueroute. Minée par l'opportunisme et terrassée par la trahison de ses chefs, passés dans le camp de la bourgeoisie, la II^e Internationale s'est effondrée.

La III^e Internationale Communiste, fondée en mars 1919 dans la capitale de la République Soviétique Fédérale Russe, Moscou, déclare solennellement à la face du monde qu'elle se charge de poursuivre et d'achever la grande œuvre entreprise par la I^{re} Internationale des Travailleurs.

La III^e Internationale Communiste s'est constituée à la fin du carnage de la guerre impérialiste de 1914-1918, au cours duquel la bourgeoisie impérialiste des différents pays a sacrifié 20 millions de vies humaines.

« Souviens-toi de la guerre impérialiste ! » Voilà la première parole que l'Internationale Communiste adresse à chaque travailleur, quelles que soient son origine et la langue qu'il parle. Souviens-toi que, du fait de l'existence du régime capitaliste, une poignée d'impérialistes a eu, pendant quatre longues années, la possibilité de contraindre les travailleurs de partout à s'entr'égorger ! Souviens-toi que la guerre bourgeoise a plongé l'Europe et le monde entier dans la famine et le dénuement ! Souviens-toi que sans le renversement du capitalisme, la répétition de ces guerres criminelles est non seulement possible, mais inévitable !

L'Internationale Communiste se donne pour but la lutte armée pour le renversement de la bourgeoisie internationale, et la création de la République internationale des Soviets, première étape dans la voie de l'abolition de tout Etat. L'Internationale Communiste considère la dictature du prolétariat comme l'unique moyen permettant de libérer l'humanité des horreurs du capitalisme. Et l'Internationale Communiste considère le pouvoir des Soviets comme la forme que l'histoire donne à cette dictature du prolétariat.

La guerre impérialiste a créé un lien particulièrement étroit entre le sort des travailleurs d'un pays et celui du prolétariat de tous les autres pays. La guerre impérialiste a confirmé une fois de plus l'affirmation des Statuts de la I^{re} Internationale : l'émancipation des travailleurs n'est pas un problème local, ni national, mais un problème international.

L'Internationale Communiste rompt pour tout jamais avec la tradition de la II^e Internationale pour laquelle n'existaient en fait que les hommes de race blanche. L'Internationale Communiste se donne comme tâche la libération des travailleurs du monde entier. Dans les rangs de l'Internationale Communiste des hommes à la peau blanche, jaune ou noire, des travailleurs du monde entier, s'unissent fraternellement.

L'Internationale Communiste soutient, intégralement et sans réserve, les conquêtes de la grande révolution prolétarienne en Russie, de la première révolution socialiste victorieuse de l'histoire, et appelle les prolétaires du monde entier à marcher dans la même voie. L'Internationale Communiste s'engage à soutenir par tous les moyens toute république soviétique, où qu'elle se constitue.

L'Internationale Communiste sait que, pour hâter la victoire, l'association ouvrière qui lutte pour la destruction du capitalisme et l'instauration du communisme doit avoir une organisation fortement centralisée. L'Internationale Communiste doit représenter réellement et effectivement le Parti Communiste unitaire du monde entier. Les Partis qui agissent dans les divers pays n'apparaissent que comme ses sections. L'appareil organisatif de l'Internationale Communiste doit permettre aux ouvriers de chaque pays de recevoir à chaque instant la plus grande aide possible du prolétariat organisé des autres pays.

Dans ce but, l'Internationale Communiste adopte les statuts que voici :

1) La nouvelle Association Internationale des Travailleurs est fondée dans le but d'organiser l'action commune du prolétariat des différents pays, tendant à une seule et même fin : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des Soviets pour abolir complètement les classes et réaliser le socialisme, premier stade de la société communiste.

2) La nouvelle association internationale des travailleurs prend le nom de « Internationale Communiste ».

3) Tous les partis appartenant à l'Internationale Communiste portent le nom de « Parti Communiste de tel pays » (Section de l'Internationale Communiste).

Faut-il autre chose pour prouver que la centralisation maximum en parti communiste mondial *unique* est inséparable du *principe* de la dictature du prolétariat en tant que stade *unique* de passage au socialisme, et que ce principe, à *lui seul*, la justifie et l'impose ?

Les articles suivants des *Statuts* développent et martèlent les mêmes principes : l'instance suprême de l'IC est le Congrès mondial « qui discute et délibère des questions les plus importantes de programme et de tactique » ayant trait à son activité ; dans l'intervalle des congrès mondiaux (qui se réunissent régulièrement tous les ans) l'organe dirigeant est le Comité exécutif, qui est responsable devant les congrès et dont le siège sera désigné par chaque session du Congrès ; le poids principal de son travail incombera au « parti du pays où le Congrès mondial a fixé le siège de l'Exécutif » ; la tâche de ce dernier est de fixer des directives obligatoires pour tous les partis et organisations appartenant à l'Internationale communiste ; il a le droit d'exclure des partis-membres des groupes ou des individus « qui enfreignent la discipline du Congrès » ; tous les partis et organisations affiliés ou sympathisants doivent publier toutes les décisions officielles de l'Exécutif ; les « syndicats qui se placent sur le terrain du communisme et sont réunis à l'échelle internationale sous la direction de l'IC constituent une section syndicale de l'IC » ; les rapports politiques entre partis doivent avoir lieu par l'intermédiaire du Comité exécutif, les rapports directs n'étant admis que dans des cas exceptionnels ; l'Internationale de la jeunesse communiste est subordon-

née à l'IC (qui comprend aussi une section féminine) et à son Comité exécutif ; tout membre de l'IC qui se rend d'un pays à un autre y est fraternellement accueilli par les membres de la section locale. La discussion sur les Statuts confirmera une fois de plus combien il était difficile d'assimiler non tant les principes généraux *en soi*, que les nécessaires conséquences pratiques qui en découlaient pour nous (comme pour les bolcheviks), les principes n'étant eux-mêmes des principes que dans la mesure où ils s'expriment dans des normes d'action *correspondantes, obligatoires* pour tous. Aujourd'hui, il ne reste pas même un lambeau de ces Statuts.

Dans la même perspective, il est clair que les *Conditions d'admission*, les célèbres 21 points fixés par le Congrès au terme d'âpres débats en assemblée plénière et, plus encore, en commission, ont aussi valeur de principe. Il est clair aussi que l'orientation générale donnée aux buts et aux principes contient déjà en elle-même, et même formule souvent dans des paragraphes spécifiques, la solution des problèmes tactiques, sans parler des bases programmatiques de l'organisation internationale et des sections nationales qui lui sont rigoureusement *subordonnées*. Il était évidemment trop tôt, étant donné la situation de l'époque, pour codifier — comme nous le souhaitions avec les camarades russes — tous les points de cette gigantesque construction en les considérant sous leurs aspects, divers mais indissolublement liés, de la doctrine, du but final, des principes et du programme. Sans doute l'ensemble des maillons de la tactique n'a-t-il pas toujours été relié de façon heureuse à ces maillons fondamentaux, la question de leur liaison n'ayant pas été assez approfondie. Il n'en est pas moins vrai qu'un fil conducteur *unique* relie *toutes* les thèses de principe et que les thèses tactiques leur sont strictement *soumises*. Seuls de grossiers mystificateurs peuvent prétendre et essayer de faire croire le contraire.

L'absence, déplorée par nous dès le II^e Congrès, d'un corps de thèses organique et complet constituait une lacune reflétant le degré imparfait de maturation du mouvement international ; il ne s'agissait en aucun cas d'une concession à l'empirisme, à l'éclectisme, au contingentisme. Loin de faire un principe de l'absence de principes, de l'habitude de s'en remettre aux cas particuliers de la liberté d'innovation, de l'agnosticisme face aux données imprévues et imprévisibles de l'expérience, Lénine avait été le premier à les dénoncer comme le trait *distinctif* de l'opportunisme ! Qu'on relise le préambule des Statuts, et qu'on ose soutenir qu'une mystification de ce genre — qu'illustre bien la formule, chère à Togliatti, du polycentrisme ou celle, commune à toute la gamme des héritiers du stalinisme, de l'antidogmatisme (sans parler de cet étrange « internationalisme » qui serait conciliable avec la... souveraineté nationale de chaque pays ou, pire, de chaque « pays socialiste » et serait même garanti par leur non-ingérence réciproque dans les affaires d'autrui) — trouve ne serait-ce qu'une ombre de justification dans les Thèses constitutives de 1920 !

7 - LE LONG DU FIL ROUGE :

LE DEBAT SUR LES PRINCIPES, LE PROGRAMME ET LEURS APPLICATIONS TACTIQUES

Précisément parce qu'elle avait des raisons objectives, cette lacune devait se manifester dans le débat portant aussi bien sur les thèses dont nous avons parlé ci-dessus que sur les thèses essentiellement tactiques, ainsi que dans les décisions finales sur la constitution des partis communistes et dans les directives d'action qui leur furent imposées. En raison de l'importance des travaux et de l'alternance entre séances plénières et réunions de commissions et sous-commissions, le débat fut très serré, mais il oscilla malheureusement entre les plus hautes considérations théoriques et principielles, d'une part, et les polémiques sur des détails d'intérêt contingent ou local, de l'autre. Il fallait d'ailleurs s'y attendre, du fait de la difficulté que le « parti communiste mondial » avait à se former, et si un tel état de fait ne méritait certes pas d'être érigé en modèle, il était aussi plus fort que les désirs des militants.

Nous rappellerons les principaux points de ce débat dans l'ordre qui nous semble respecter le mieux le lien existant entre les différents thèmes traités. Nous chercherons à montrer d'une part la *continuité des principes* qui s'y est manifestée (à cet égard, la Gauche n'eut aucun désaccord avec les bolcheviks) et, d'autre part, l'oscillation des diverses décisions tactiques autour de cet axe solide, les unes étant parfaitement conformes aux principes, mais les autres leur restant parfois inférieures. Dans ce dernier cas, nous expliquerons dans quel sens, à quel degré et pourquoi cela s'est produit.

a) *Thèses sur le rôle du Parti communiste dans la révolution prolétarienne (39).*

Cet ensemble de thèses de principe ne suscita que peu de discussions et fut finalement approuvé à l'unanimité. Cela peut sembler inattendu, étant données les idéologies variées des congressistes, mais cela confirme la faiblesse de la conscience théorique des groupes et des partis adhérents. Bien pis, s'il y eut bien un effort sincère, quoiqu'insuffisant, il ne vint pas tant des représentants des partis qui avaient déjà adhéré formellement à l'IC (bolcheviks mis à part, bien entendu) que de groupes ou d'organisations non rigoureusement marxistes, mais qui, animés d'un fort instinct de classe, aspiraient à y être admis.

Ce n'est donc pas un hasard si Lénine, Zinoviev et Trotsky consacrèrent le plus clair de leurs efforts à persuader ces derniers et à tenter

(39) II^e et III^e séances, 23 et 24 juillet. Cf *Protokoll*, cit. pp. 57-136. Les thèses ont été reproduites plus haut.

de leur éclaircir les idées, plutôt que de se hâter de distribuer aux premiers des brevets d'orthodoxie et des investitures.

A l'origine, les thèses sur le rôle du parti étaient plus brèves que dans leur version définitive et la polémique y visait essentiellement des déviations « russes », mais elles furent complétées en commission par une critique sévère de l'ouvriérisme immédiatiste et spontanéiste répandu en Europe occidentale et aux Etats-Unis. Cela n'empêcha toutefois pas Lénine d'expliquer patiemment au porte-parole d'un mouvement authentiquement prolétarien et de masse comme les *shop-stewards* (l'anglais Tanner, en l'occurrence) que « si ces camarades sont pour une minorité qui se batte énergiquement pour la dictature du prolétariat et qui éduque les masses prolétariennes dans ce but, une telle minorité ne sera rien d'autre en substance qu'un parti ». Lénine montra en outre à Tanner que la dégénérescence parlementariste des partis de la II^e Internationale n'était pas un argument valable, parce que « nous aussi, nous sommes ennemis d'un tel parlementarisme et de tels partis ; nous avons besoin de partis nouveaux, de partis différents. »

Zinoviev répondit de même à l'anarcho-syndicaliste espagnol Pestana qui jugeait inutile de s'évertuer à créer des partis politiques, noyaux de la future armée rouge, sous le prétexte que de toute façon, comme le montrait l'exemple de la révolution française, le processus révolutionnaire engendrerait inévitablement un parti et une armée : « Aujourd'hui que nous avons tout un monde de partis bourgeois armés jusqu'aux dents à combattre, que peut bien valoir un argument qui présente la création du parti comme pur résultat de la révolution ? Que ferons-nous durant la révolution ? Qui organisera les rangs des meilleurs ouvriers à son début ? Qui préparera, élaborera et propagera le programme ? (...). Nous ne pouvons pas attendre que la révolution nous prenne par surprise et qu'elle ait pour « résultat » la cristallisation d'un parti ; nous devons dès maintenant, sans perdre une heure, nous mettre à le construire. »

Dans un certain sens, observait encore Zinoviev, la situation était analogue à celle qui vit la naissance de la I^{re} Internationale. La bourgeoisie faisait en effet preuve de la même rigueur dans la répression des mouvements de classe et des associations ouvrières, poussant celles-ci sur le terrain de la lutte politique et de l'action violente. N'est-ce pas précisément pour cela que Marx et Engels s'efforcèrent de donner comme plate-forme à ces organisations une théorie et un programme qu'elles étaient toutes prêtes à assimiler, mais qu'elles n'auraient pu se donner elles-mêmes, ainsi qu'une direction énergique et centralisée pour les guider vers des objectifs placés au-dessus de leur horizon immédiat ? En 1920, le *mouvement réel* ne tendait-il pas comme alors à coïncider avec le *programme* du communisme, assignant aux révolutionnaires la même tâche qu'aux fondateurs du communisme scientifique ? Cette situation explique que l'« arrogance marxiste » d'un Lévi ait irrité les bolcheviks. Celui-ci prétendant que pour l'énorme majorité des prolétaires européens, la question du parti était toute résolue et qu'il était inutile d'en discu-

ter plus longtemps au sein de l'Internationale, Trotsky lui répondit que même un Scheidemann et un Kautsky savent que le parti est nécessaire et qu'ils le savent si bien qu'ils l'ont mis au service de la bourgeoisie, après l'avoir créé pour la classe ouvrière.

Les Bolcheviks agirent de même avec Serrati. Tout en déclarant souscrire aux Thèses parce qu'elles opposaient vigoureusement les principes du centralisme et de la discipline à l'esprit petit-bourgeois dont sont animés « le syndicalisme, l'industrialisme, l'anarchisme, le relativisme », celui-ci se refusait en effet obstinément à « balayer devant sa porte » c'est-à-dire à chasser les réformistes du P.S.I. Or les Thèses étaient dirigées aussi bien contre eux que contre les immédiatistes. Serrati l'oubliait, quitte à se poser par ailleurs en « défenseur de la foi » face au danger d'un nouveau « possibilisme » en germe, d'après lui, dans les concessions pourtant limitées faites en Russie aux paysans moyens ou face au danger de se salir les mains en travaillant dans des organisations autres que le parti.

Cette brève discussion, qui annonçait d'autres vigoureux étrillages des « partis-frères » de l'Europe occidentale, permit de souligner au moins deux points de principe. Le premier, que nous dédions aux « théoriciens » modernes du polycentrisme et de la non-ingérence dans les affaires d'autrui, est bien mis en lumière par cette réplique de Zinoviev :

« Nous devons être un parti communiste *unique*, avec des sections dans divers pays. *Telle doit être la signification de l'Internationale Communiste.* Quand les communistes russes, les premiers, se nommèrent non plus social-démocrates, mais communistes, nous avons fait la proposition de nous appeler non Parti Communiste de Russie, mais simplement Parti Communiste. Nous devons être *un unique parti*, ayant ses sections en Russie, en Allemagne, en France, etc., un unique parti poursuivant systématiquement et en pleine conscience son propre chemin. C'est seulement ainsi que nous arriverons à la concentration complète de nos forces ; c'est à cette seule condition que n'importe quel groupe de la classe ouvrière internationale pourra toujours recevoir, à un moment donné, l'aide la plus grande possible des autres. »

Le second point de principe fut développé par Lénine à propos de l'opportunité pour le parti communiste anglais naissant d'adhérer au Labour Party ; et nous l'adressons aux défenseurs de l'anti-dogmatisme et de la souplesse (ou plutôt de la totale liberté) tactique. Lorsqu'au nom des *shop-stewards*, Tanner et Ramsay demandèrent qu'on laissât aux communistes britanniques le soin de résoudre la question, par crainte de voir la III^e Internationale tomber dans l'erreur opposée à celle de la II^e « en devenant *trop dogmatique* » Lénine répondit avec force (et bien que faisant des réserves sur l'adhésion des communistes au Labour qu'il préconisait pour l'Angleterre, nous ne pouvions pas refuser notre approbation à cette réponse) :

« Que serait l'Internationale, si chaque petite fraction se présentait ici et disait : « Certains parmi nous sont pour, d'autres sont contre, laissez-nous décider » ? A quoi serviraient alors l'Internationale, les congrès et toute cette discussion ?... *Nous ne pouvons accepter que la question concerne seulement les communistes anglais. Nous devons préciser, de façon générale, quelle est la tactique juste* » ; si nous ne le faisons pas, nous imiterions « les pires traditions de la II^e Internationale ».

Et plus loin : s'il est vrai que la majorité des communistes anglais doit être contre nous, « devons-nous être inmanquablement d'accord avec la majorité ? Pas du tout... *Même l'existence parallèle de deux partis pendant une certaine période serait meilleure que le fait de renoncer à établir quelle est la tactique juste* ».

Ainsi raisonnait le prétendu théoricien de l'anti-dogmatisme : la tactique doit être *fixée*, et doit l'être internationalement, en dehors de tout scrupule banalement démocratique et contingentiste ! Les théoriciens de l'« unité dans la diversité » peuvent aller chercher leurs précurseurs non chez les bolcheviks, mais chez les immédiatistes de l'ouvriérisme anglais. Ne se réclament-ils pas d'ailleurs de l'idéologie de l'« Ordine nuovo » qui n'avait même pas le mérite, reconnu par Lénine aux *shop-stewards*, de s'appuyer sur un mouvement ouvrier de masse ?

b) Conditions d'admission à l'Internationale communiste :

L'âpre débat sur les *Conditions d'admission* occupa les séances VI, VII et VIII du Congrès (40). Bien que la question nationale et coloniale ait été traitée avant, il se rattache au précédent. En l'absence d'une déclaration théorique et programmatique préliminaire, les *Conditions* constituaient en effet un moyen de sélectionner et, le cas échéant, de mettre à l'épreuve les partis qui voulaient adhérer à l'IC. C'est à cette occasion que leurs hésitations, leurs préjugés, leurs réactions spécifiques et leurs carences apparurent le plus nettement, tandis que sur ce point, les bolcheviks et les abstentionnistes italiens travaillaient en parfait accord.

Au nombre de dix-sept, les conditions rédigées par Lénine furent peu à peu complétées, ordonnées de façon plus explicite et durcies. Quand on commença à les discuter, il y en avait dix-neuf (vingt si l'on tient compte de l'avant-dernier paragraphe, suggéré par Lénine lui-même, mais que la délégation russe était disposée à retirer, en le présentant non plus comme une condition ou une directive, mais comme un souhait). Dans le texte définitif, elles furent au nombre de vingt et une, les deux dernières ayant été introduites en réintégrant, comme la Gauche le proposait,

(40) 29 et 30 juillet. Cf. *Protokoll*, cit., pp. 234-401. Le lecteur pourra trouver le texte complet des « Conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste », pp. 39-41 des « Quatre premiers congrès mondiaux de l'I.C. - 1919-1923 », Réimpression Maspéro, 1971.

le paragraphe 20 et en le faisant suivre d'un paragraphe supplémentaire demandé par elle (41).

Aussi bien le rédacteur du texte primitif que les militants qui collaborèrent à la rédaction définitive savaient bien que pour constituer les sections nationales du « parti mondial unique », il faudrait soit amputer les partis déjà formellement admis des importantes ailes réformistes dont ils hésitaient à se séparer, soit tailler dans les partis centristes. Ce n'était bien entendu pas la méthode idéale, mais elle était imposée par la force des choses. Ils savaient aussi que les déclarations programmatiques n'empêchaient pas des incertitudes de peser sur ce que serait dans l'avenir l'action pratique de partis qui avaient déjà scissionné avec le réformisme, et pas de la veille. La constitution des sections communistes exigeait de grands sacrifices, mais faute de les faire, on abandonnait le mouvement ouvrier mondial à lui-même. Devant un tel dilemme, on pouvait et devait empêcher que tout en acceptant de façon formelle les principes constitutifs de l'IC, les nouveaux partis ne mènent une action pratique calquée sur les habitudes de la II^e Internationale. On pouvait et devait empêcher qu'y soient acceptés ou tolérés des réformistes repentants ou des centristes suivant la mode du jour. Soit comme poids mort, soit pire encore comme facteur de corruption voire de sabotage, leur présence ne pouvait en effet qu'empêcher le parti communiste de remplir sa tâche historique « d'organisation de combat décidée non seulement à faire de la propagande pour le communisme, mais à le traduire dans les actes ». Bref, elle ne pouvait que l'empêcher d'être « une arme de lutte *pendant* la paix, *pendant* l'insurrection et *après* l'insurrection, le point de rassemblement de *cette* partie de la classe ouvrière qui est consciente du but final et veut combattre pour lui » (Zinoviev). La tragique expérience de la révolution hongroise (« si vous donnez le petit doigt au réformisme, il vous prend toute la main, puis toute la tête et enfin il vous fait couler

(41) Voici les trois dernières « Conditions » :

19. Tous les partis appartenant à l'Internationale communiste ou sollicitant leur adhésion sont tenus de convoquer le plus rapidement possible, mais au plus tard quatre mois après le II^e Congrès de l'Internationale communiste, un congrès extraordinaire afin d'examiner toutes ces conditions. Les organes centraux doivent veiller à ce que les décisions du II^e Congrès de l'Internationale soient portées à la connaissance de toutes les sections.

20. Les partis qui veulent adhérer à l'Internationale communiste, mais n'ont pas encore modifié radicalement leur ancienne tactique, doivent veiller, avant leur admission dans l'Internationale, à ce que les deux tiers au moins de leur comité central et des organes centraux les plus importants soient composés de camarades qui déjà avant le II^e Congrès s'étaient publiquement et clairement prononcés pour l'adhésion à l'Internationale communiste. Des exceptions ne peuvent être admises qu'avec l'approbation du Comité exécutif de l'Internationale communiste. L'Exécutif se réserve le droit de faire des exceptions également pour les représentants de la tendance centriste mentionnés au point 7.

21. Les adhérents au parti qui rejettent par principe les conditions et les thèses formulées par l'Internationale communiste doivent être exclus.

Il en est de même des délégués au congrès extraordinaire.

à pic ») ne devait pas être perdue. Donc, ou bien l'adhésion à l'IC signifiait la rupture ouverte avec la dernière trace de réformisme, de pacifisme et de gradualisme, ou elle ne signifiait rien. La délégation russe était bien consciente de tout ce qui séparait encore le mouvement ouvrier des pays capitalistes avancés de la théorie et du programme communistes. Aussi Zinoviev n'hésita-t-il pas à déclarer en son nom dans son discours d'ouverture : « S'il devait arriver que nos camarades italiens ou autres demandent de rester liés, ou de se lier à des éléments de droite [comme ceux cités au paragraphe 7 des « Conditions d'admission »] *notre Parti est prêt à rester complètement seul plutôt que de contracter des liens avec des éléments que nous considérons comme bourgeois* ».

C'est pourquoi il serait stupide de voir dans ce qu'on devait désormais appeler « les 21 points » une espèce de code pénal ou de « règlement » administratif. Comme nous l'avons déjà noté, ils fixaient au contraire des normes d'action indissociables de la *nature* même du parti parce que liées à ses principes et définissaient la structure des partis en fonction à la fois de ces principes et de ces normes d'action. Mais la sélection de noyaux communistes solides étant soit incomplète soit trop lente, ce n'est pas tellement l'homogénéité réelle des différentes sections de l'IC qui pouvait assurer la centralisation étroite et rigoureuse qui était nécessaire, puisqu'elle était très imparfaite, et c'est donc aux interventions de l'Exécutif du Comintern muni des pleins pouvoirs qui en étaient chargées.

Il n'en reste pas moins — et le fait est d'une immense portée — que pour la première fois, l'Internationale se fixa dans ces thèses « *ce plan systématique d'action éclairé par des principes fixes, et rigoureusement appliqué, qui seul mérite le nom de tactique* » (vieille formule de l'*Iskra*) et reposant sur l'« *organisation solide, préparée à la lutte en tout moment et dans toutes les situations* », sans laquelle, avait dit Lénine, on ne peut même pas parler de tactique communiste. Si l'on compare les conditions 2-10 à la III^e partie des *Thèses de la Fraction Absentionniste*, on constate que la convergence est totale, à ceci près que ces *Thèses* contiennent une formulation *générale* de la doctrine, des buts, des principes et du programme, qu'elles les présentent comme le fondement d'un parti *intégralement communiste* avec toutes les conséquences qui découlent de son existence, même sur le plan de l'organisation. La divergence est une divergence de *degré*, ou si l'on préfère, une divergence historique ; mais la convergence est une convergence *de nature*.

Toutes les directives données par l'Internationale à ses partis adhérents, qu'il s'agisse de la rupture avec les réformistes, de la dénonciation du social-patriotisme et du social-pacifisme, du travail dans les organisations économiques, dans l'armée, à la campagne, de l'appui aux mouvements insurrectionnels dans les colonies, ou de l'étroite subordination de la presse et du groupe parlementaire à la direction du parti et des sections au centre de l'Internationale sont considérées par les *Thèses*

comme des *questions de principe*, comme des *obligations* découlant d'un ensemble de développements *indissociables* sur la tactique. Ce sont ces principes et ces obligations qui distinguent le parti communiste de tous les autres comme organe de la lutte à mort contre la bourgeoisie et ses laquais. Tout ouvrier doit pouvoir lui reconnaître sans peine cette caractéristique. Sans elle, la centralisation et la discipline elles-mêmes ne seraient qu'une forme vide. C'est elle qui leur donne leur *contenu de classe*.

Pour la rédaction de ces vingt et une conditions, il aurait certainement mieux valu travailler directement sur les principes impliqués dans chaque paragraphe, pour en tirer des conclusions à la fois *rigides* et *indiscutables*, comme la Gauche le demandait. Si l'on arriva jusqu'à un certain point à ce résultat, ce ne fut pas par une étude approfondie des normes de tactique et d'organisation ni par une théorie générale du cours historique de la révolution, mais plutôt par la voie *expérimentale*, c'est-à-dire à la suite de la bataille qui eut lieu au Congrès contre les positions des socialistes français (et dans une certaine mesure italiens) ainsi que des Indépendants allemands. Le résultat fut que si les normes d'action pratique contenues dans ces « conditions » furent bien présentées comme *indiscutables*, les normes de constitution et d'organisation des partis manquèrent de rigidité. A la longue, cela ne pouvait que favoriser un manquement des sections de l'IC à leurs engagements dans le domaine de l'action pratique lui-même. C'est dans ces limites que le débat eut lieu et à cette lumière qu'il faut comprendre la façon dont la Gauche y intervint.

Au cours des trois séances plénières, la tempête devait se déchaîner, mais on en avait eu un signe avant-coureur avant l'exposé très critique de Zinoviev sur la situation des principaux partis déjà adhérents ou candidats à l'adhésion lorsque des délégués français et hollandais avaient protesté contre la présence au Congrès et surtout à la commission pour les conditions d'admission des « pèlerins » du P.S.F. et de l'U.S.P.D. Se référant surtout à ces derniers, Radek lui-même avait complété le rapport du président de l'Internationale en disant : « ...Quand les camarades français et allemands ont déclaré qu'ils approuvaient (les conditions d'admission), nous qui faisons partie de la commission (qui les avait préparées), nous nous sommes presque tous souvenus qu'après la fusion avec les social-démocrates, Bela Kun avait dit : « J'ai l'impression que tout s'est passé trop facilement ». Eh bien nous ressentons en ce moment la même impression ! ». Après quoi, il avait demandé qu'on épure les vieux partis « non au balai, mais au fer rouge » et qu'on liquide le passé sans regret ni réserve au lieu d'accepter des adhésions purement verbales et au fond mensongères. Cela eut pour effet un nouveau durcissement des conditions d'admission, mais entre la lettre de celles-ci et l'esprit dans lequel elles furent interprétées lorsqu'il s'agit de résoudre les différents problèmes posés par leur acceptation ou non-acceptation par les différents partis, il subsista un écart dont nous avons déjà indiqué

les causes, mais qui n'en justifiait pas moins les réserves de la Gauche. Les conditions étaient sévères, mais elles ne l'étaient pas assez, même dans la formulation, pour exclure que « deux pas en arrière » fassent suite à « un pas en avant ». Comme le représentant de la Gauche l'observa à son retour en Italie, « le sens de la discussion fut que d'une façon générale, les « reconstructeurs » pourraient entrer dans l'Internationale sous certaines garanties ». On paya cher le fait de ne pas avoir montré la même rigueur dans les décisions pratiques que dans la polémique, car lors du reflux de la vague révolutionnaire de 1920, on n'eut plus la force de reconnaître que les conditions qui avaient justifié la relative souplesse d'alors n'existaient plus et qu'il fallait revenir à la rigidité première, savoir « rester seuls » et attendre avec confiance, mais non passivement, le moment qui arriverait tôt ou tard où les ouvriers « comprendraient et viendraient à nous », comme dans la tradition bolchevique rappelée dans le discours de Zinoviev.

« Il y a des choses, dans l'histoire du mouvement ouvrier, qui ne s'oublient pas », s'était écrié Radek à propos du sauvetage de la bourgeoisie allemande par les Indépendants. Or c'est précisément l'écho de ces « choses » qui résonnait de façon inquiétante dans la déclaration lue par Cachin en séance plénière et que son critique le plus énergique, C. Rakovsky, dénouça dans « la réserve, dans les réticences et (...) dans les restrictions mentales qui s'y font jour », ajoutant : « La chose la plus inquiétante n'est pas le silence en soi, ce n'est pas la gêne à reconnaître ses propres erreurs devant des camarades, mais l'attitude réservée devant l'avenir dont toute la déclaration est imprégnée ».

Dire, comme le fit Cachin en s'engageant à défendre les conditions d'admission à son retour en France : « Celui qui, *dans les conditions historiques présentes*, alors que la lutte sociale décisive se déchaîne de toutes parts, cherche encore à collaborer avec la société bourgeoise, n'a pas sa place dans les rangs de la classe ouvrière », c'était sous-entendre (42) : « Il y a des périodes et des conjonctures historiques où la collaboration de classe est permise et, si cette collaboration a existé, c'est parce que la conjoncture historique l'imposait. Puisque, aujourd'hui, les conditions historiques sont favorables à la révolution, nous renouons à la collaboration : mais si demain la bourgeoisie devait reprendre des forces, si elle réussissait à surmonter quelques difficultés, pour le socialisme français devenu révolutionnaire depuis peu, la conjoncture historique pourrait se modifier », et il n'y avait aucune raison pour que le P.C.F. ne retombe pas dans les vieilles erreurs.

Lorsque Cachin poursuivait : « Si un jour la guerre mondiale devait éclater à nouveau, la faute principale en retomberait sur l'*actuelle* politi-

(42) Dans ce qui suit, les réponses à Cachin sont toujours de Rakovsky.

que criminelle de la bourgeoisie française », les réformistes de son parti saluaient avec joie ses paroles : « Dans le passé », disaient-ils, « les choses étaient différentes. La responsabilité de la guerre n'était pas seulement celle de notre bourgeoisie, mais celle de l'impérialisme allemand ; donc notre politique de défense nationale trouve, en ce qui concerne le passé, sa pleine justification ». Et quand Cachin poursuivait : « Nous nous refuserons d'avoir rien à faire avec cette politique, soit qu'il s'agisse d'approuver des crédits de guerre, soit qu'il s'agisse de collaborer avec le gouvernement : nous saurons nous rappeler que *dans de telles conditions, alors que les intérêts nationaux coïncident avec ceux de la ploutocratie*, le plus grand devoir du prolétariat est envers sa classe », il admettait implicitement, comme le dit Rakovsky, la possibilité « qu'il existe dans la société bourgeoise des moments où les intérêts de la bourgeoisie ne coïncident pas avec les intérêts nationaux : autre justification de la tactique passée, autre porte ouverte pour se faufiler de nouveau en cachette, autre moyen pour justifier toute trahison future ». Pour Rakovsky, il ne pouvait y avoir qu'une conclusion :

« Ce ne sont pas les conditions d'admission qui peuvent nous donner des garanties : nous devons les considérer comme *un minimum* et, si nécessaire, les rendre plus dures. Mais l'Internationale communiste devra s'assurer une autre garantie. C'est seulement en créant un véritable centre du mouvement international, un véritable état-major de la révolution, muni des pleins pouvoirs pour diriger le mouvement dans le monde entier, qu'on pourra s'assurer que les conditions d'admission sont bien remplies. »

Tel sera le pivot de la conception bolchevique : un poing de fer au centre comme recours contre une certaine liberté de manœuvre, il est vraie réduite, accordée à la « base ». L'avenir confirmera notre pronostic : le meilleur centre ne suffit pas pour faire marcher droit une périphérie hétérogène ou rebelle qui n'adhère pas réellement à la théorie et au programme défendus par « l'instance suprême » du mouvement ouvrier. En outre, cette anomalie recèle ce danger que, dans certaines conditions, les vices de la périphérie contaminent le centre, l'empêchant de rester fidèle au programme initial et donc de remplir sa fonction de centre (43).

Avec moins de clarté théorique toutefois, on retrouve la même préoccupation dans les déclarations de Rakovsky, Losovsky (44) et de délégués français appartenant à des groupes déjà adhérents au Comintern. Le jeune Lefebvre, qui devait disparaître tragiquement avec Lepetit et Vergeat en rentrant de Moscou par Mourmansk, dit par exemple :

(43) On notera d'autre part les « exceptions » qui limitent les pouvoirs d'intervention discrétionnaires de l'Exécutif, et qui permettront, hélas, d'admettre hâtivement des groupes entiers de « convertis ».

(44) Ils connaissaient bien tous deux les traditions et les habitudes du P.S.F. dont la « base » était alors en grande partie sur le chemin de Damas.

« La conversion des camarades Cachin et Frossard est seulement un fait individuel. Ils retourneront en France et feront leurs déclarations devant une foule attentive : il est à craindre que, sous l'influence d'un long passé opportuniste et de leur mode de pensée particulier [...] en poussant le parti vers l'Internationale communiste, ils ne l'affublent d'un programme minimum qui aurait pour nous Français, le désavantage de rendre purement platonique l'adhésion à l'IC, et pour vous, camarades, le désavantage encore plus grand de faire pénétrer dans vos rangs l'esprit de trahison de la II^e Internationale. J'affirme que l'atmosphère en France est insupportable. Il faut y mettre fin. Le changement d'opinion de deux individus ne doit pouvoir exercer aucune influence. Nous devons rester inflexibles, et je vous assure que, si vous tenez bon, les masses en France vous suivront sans hésitation ». Guilbeaux abondait dans le même sens : « Je ne trouve pas qu'il y ait tellement de quoi se réjouir si à Moscou, sous l'influence de l'atmosphère révolutionnaire dans laquelle ils ont brusquement été plongés, les représentants de quelques partis du centre se déclarent pour le communisme. Je ne mets pas en doute leur sincérité, mais je me demande si, une fois rentrés à Paris, dans l'atmosphère pestiférée du PS ou de la Chambre des députés, ils ne retomberont pas dans leurs erreurs [...]. Nous devons d'abord jeter les bases d'un solide Parti communiste et attirer les masses dans cette formation ; non les agréger autour de nous de façon artificielle [...]. Si, après une période de mise à l'épreuve de six à douze mois, on voulait admettre des partis qui pendant des années et des années ont commis des erreurs ou ont trahi, je crains qu'à la fin, ils ne soient en majorité dans l'IC et ne substituent à son drapeau rouge un autre drapeau, semblable comme une goutte d'eau à celui de la II^e Internationale ». Au nom des Jeunesses socialistes, Goldenberg (mais aussi le Suisse Herzog) parla également d'or : « Je proteste contre la méthode artificielle qui consiste à admettre dans les rangs de l'IC des éléments qui ne lui sont même pas favorables [...]. Le prolétariat français n'a qu'un seul moyen de mener la lutte contre la II^e Internationale : former un parti communiste bien organisé, comprenant seulement des militants communistes ».

Ce n'était malheureusement que des mots et pour qu'il en allât autrement, il aurait fallu que ces militants appuient l'effort de la Gauche d'Italie pour compléter et durcir le texte des conditions d'admission, au lieu de se taire, comme Rosmer, ou de voter contre elles, comme Goldenberg. Il aurait en outre fallu se battre à Paris ou à Berlin comme la Gauche le fit en Italie pour que ces conditions soient appliquées avec toute la rigueur voulue, et pour cela, être capable de regarder au-delà des frontières nationales. Par malheur, on ne fit ni l'un ni l'autre : après avoir crié bien fort à Moscou, on rendit les armes en France.

La seule contribution d'une portée théorique générale et dépassant donc les étroites limites des problèmes locaux et contingents qui soit venue des communistes de l'Europe occidentale fut le discours du repré-

sentant de la Fraction communiste abstentionniste (45). Il est à rattacher aux *Thèses d'avril* dans lesquelles Lénine avait fixé les principes de la future Internationale communiste en imposant la rupture non seulement avec les social-patriotes, mais avec les opportunistes qui niaient que l'insurrection armée et la dictature soient la voie nécessaire, la seule possible, de l'émancipation du prolétariat. La fondation de l'Internationale avait restauré le marxisme dans toute son intégrité, tandis qu'une situation potentiellement révolutionnaire agitait le prolétariat de tous les pays et provoquait une sélection organique dans les vieux partis socialistes. Environ trois ans plus tard, la révolution marquait le pas ou avait été battue, la guerre était finie et le problème de la défense nationale ne se posait plus. Dans ces conditions, même le réformisme le plus endurci avait beau jeu d'accepter *en paroles* les thèses sur la conquête révolutionnaire du pouvoir, la dictature du prolétariat et la terreur rouge. Le danger d'une infiltration d'éléments droitiers et centristes était donc *plus grave que jamais*, et l'Internationale à qui l'on ne pouvait demander que ce qui était en son pouvoir, c'est-à-dire de préparer le prolétariat à la révolution, et non pas de la faire naître ou d'accélérer le cours des événements, avait le devoir de s'assurer que l'adhésion des groupes et des partis qui prétendaient entrer dans ses rangs était totale et sans réserve. Pour cela, elle devait appliquer de façon encore plus ferme qu'en Russie la doctrine et la méthode marxistes que Lénine y avait restaurées en dépit de conditions sociales pré-bourgeoises, aux pays capitalistes avancés. Autrement dit, en Occident, il fallait être *plus bolchevik que les bolcheviks* en matière de programme, de tactique et d'organisation.

Pour faire pièce à l'opportunisme, il ne fallait pas seulement un programme *unique et sans équivoque* : il fallait que l'organisation et la tactique qui en découlaient soient *impératives pour tous*. Puisqu'il avait été matériellement impossible de le rédiger, il était urgent de décider que les partis qui désiraient adhérer devaient élaborer un programme « dans lequel les principes de l'IC soient exposés *sans équivoque et de façon conforme aux résolutions des congrès internationaux* » (celles du II^e Congrès contenaient des formulations fondamentales en matière de programme et de principes) et que ce programme ne serait ni discuté ni voté, puisqu'il existe préalablement à tout « choix » individuel et est commun à tous ceux qui s'engagent catégoriquement à militer et combattre pour le communisme. Or, le point 16 (devenu ensuite le point 15) disait seulement que les partis candidats à l'adhésion devaient élaborer un nouveau programme « *dans le sens* (ou pire, comme dans certaines traductions, *dans l'esprit*) des résolutions de l'IC, et adapté aux conditions spéciales de leur pays ». Non seulement c'était trop vague, mais ce

(45) Bombacci et Polano avaient donné leur adhésion totale aux thèses. Ce dernier avait fait remarquer cependant qu'il était difficile « d'épurer le P.S.I., alors que par ailleurs on accepte des groupes opportunistes provenant de l'U.S.P.D. et du P.S.F. ». Quant au premier — volubile comme toujours — il avait ajouté qu'il fallait démembrer tout le parti, et ne pas s'en tenir aux Turati et aux Treves !

dernier point risquait de permettre à ceux qu'on avait chassés par la porte de rentrer par la fenêtre.

Ce ne sont pas là des arguties juridiques : ce qui est en question ici sont deux piliers de la doctrine marxiste : 1) Les applications tactiques du programme du parti doivent être pesées et décidées à l'échelle internationale ; 2) Le programme n'est pas quelque chose qu'on accepte « par discipline » comme une directive contingente : « on l'accepte ou non ; et si c'est non, on se retire du parti », parce qu'il n'est pas matière à conjectures, à choix ou à opinions. Sur le plan de l'organisation, cela signifie que « la minorité du parti qui se déclarera contre ce programme devra de ce seul fait être exclue » : ajoutons que si c'est la minorité qui accepte le programme, elle s'exclura d'elle-même du vieux parti, ce qui se produisit à Livourne.

La suite de la discussion prouva aux rédacteurs des conditions d'admission qu'il était nécessaire d'adopter notre point de vue ; c'est ce qu'ils firent en rendant le préambule plus tranchant, en donnant au point 20 proposé par Lénine valeur de norme et de directive impératives, et enfin en ajoutant le point 21 disant que « les membres du parti qui rejettent par principe les conditions et les directives de l'Internationale Communiste doivent être exclus ». Mais ce fut une victoire incomplète. Tout d'abord, la Gauche avait demandé que le point 15 soit modifié parce qu'elle savait bien que les fameuses « conditions spéciales » à chaque pays risquaient d'être invoquées — comme cela s'était déjà produit — pour atténuer et finalement rendre inopérant le programme de tous les partis membres de l'IC, mais cette proposition ne fut pas retenue. Ensuite, elle demanda que les organes dirigeants des sections de l'IC soient *intégralement* composés de communistes éprouvés, mais cette revendication ne fut pas non plus satisfaite. En outre, la Gauche ne parvint ni à modifier l'orientation générale du débat dominé par la perspective de « récupérer » de *larges* fractions des vieux partis, ni à empêcher que la discussion ne s'égarât dans des accusations et des contre-accusations de caractère trop souvent personnel et contingent et ne perde du même coup de vue les questions de principe. On ne trouva pas non plus nécessaire d'ajouter aux modifications introduites le point suggéré par Serrati et soutenu avec chaleur par Graziadei sur l'incompatibilité entre adhésion à l'IC et appartenance à la franc-maçonnerie, bien que la question ait provoqué des batailles mémorables dans le mouvement socialiste italien. Telles qu'elles étaient, ces modifications rendaient néanmoins plus sévères les conditions d'admission. Il est clair cependant que pour opposer une « barrière infranchissable » au réformisme renaissant, il fallait décider fermement de *les appliquer dans toute leur rigueur, et surtout si*, comme nous le pensions contrairement aux bolcheviks, le coup d'arrêt de la marée révolutionnaire devait se prolonger plus qu'on ne pouvait le supposer au moment où l'Armée rouge menaçait Varsovie et où le prolétariat donnait partout des signes de réveil impérieux après ses trop nombreuses défaites.

La lutte contre l'opportunisme devait être menée sur tous les fronts et sans ménagement ; mais cette tâche devenait plus difficile à remplir si l'on ne prenait que des demi-mesures qui, ou bien laissaient aux réformistes la possibilité d'emprunter au moins la porte de service ou bien risquaient de les laisser rentrer à travers les mailles du filet après leur exclusion. C'est ce qui se produisit (pour la plus grande joie des partisans de l'opportunisme actuel, mille fois pire que la variante maximaliste ou indépendante d'alors) et qui fut payé de la liquidation non seulement politique, mais *physique*, du parti de Lénine. Notre avertissement aurait dû être écouté, sinon en 1920, du moins quand, à partir de l'année suivante, il apparut que les perspectives révolutionnaires à brève échéance s'éloignaient : c'était le moment de serrer les freins et non pas — comme on le fit — de les lâcher ! La débâcle commença au moment où l'on fit une vertu et un modèle de ce qui, en 1920, était une nécessité. Notre point de vue, si on l'avait accepté *intégralement*, aurait favorisé une *sélection organique* des partis et par conséquent de l'Internationale en tant que parti mondial unique, *sur la base du programme* : une sélection *politique* où les questions d'organisation et de discipline auraient représenté le point d'arrivée et non le point de départ. Accepté en partie seulement, il devint un moyen parmi d'autres pour encadrer des forces imparfaitement homogènes. L'homogénéité dans l'action et dans le mouvement est le fait soit de conditions objectives particulièrement favorables (et donc ne se répétant pas de façon mécanique) soit de facteurs subjectifs dont la conjonction dans un état-major compact et efficace et la cohésion en dépit des vicissitudes représentent dans l'histoire l'exception plutôt que la règle. Mais qui, à cette époque, était disposé à aller jusqu'au bout sur le plan des *principes* ? Il est significatif qu'en dépit des protestations provoquées de plusieurs côtés par l'attitude de tolérance au moins relative du congrès à l'égard des Cachin-Frossard ou des Crispien-Dittmann, un seul délégué se soit déclaré ouvertement favorable à la totalité de nos propositions : le Suisse Humbert-Droz, et encore fut-il de ceux qui, par la suite, se hâtèrent de changer d'avis. C'est l'époque qui le voulait.

La tempête déchaînée par la déclaration française éclata à nouveau, dans une atmosphère encore plus tendue, quand les délégués de l'U.S.P.D. prirent la parole. Les responsabilités de ce parti dans le dénouement sanglant des mouvements prolétariens en Allemagne, le cynisme de son aile droite, le suivisme de son aile gauche, et la duplicité dont elles avaient fait preuve toutes deux en se rapprochant de l'IC, avaient déjà été vivement dénoncés par de nombreux orateurs. Tous invoquaient la nécessité de « s'adresser aux masses en leur disant que nous condamnons l'U.S.P.D. et que ce n'est pas de ses instances supérieures, mais des prolétaires qui en sont membres que nous attendons qu'ils manifestent leur intention de se ranger aux côtés de la Troisième Internationale, des communistes russes, de la Russie soviétique ». La plaidoirie en faveur de la « droite » que Crispien et Dittmann prononcèrent au milieu

d'interruptions continuelles fut aussi cynique qu'avocassière. Nous en donnons un résumé assez long, comme contre-épreuve de ce que nous avons déjà écrit sur ce sujet, et surtout pour montrer que, dans les réponses, la polémique s'éleva bien au-dessus des escarmouches mineures pour rappeler aux communistes de toujours l'A B C de leur doctrine, qui ne doit jamais être oubliée ou passée sous silence pour des raisons... d'opportunité ou de convenance. Voici à peu près ce que nos deux avocats eurent le front de dire : nous nous sommes battus contre la guerre tout autant que les spartakistes et si, à la fin du conflit, nous n'avons pas pu dénouer la situation dans l'intérêt de la classe ouvrière, si nous n'avons pas été en mesure d'instaurer cette dictature du prolétariat, qui était déjà inscrite implicitement dans le programme d'...Erfurt, là où il est question de la conquête du pouvoir politique comme condition de la réalisation du socialisme, c'est parce que nous avons manqué des... points d'appui nécessaires et parce qu'il était impossible de donner à l'action des ouvriers et des soldats, dont les conseils n'étaient pas composés en majorité de socialistes révolutionnaires, le caractère d'une action consciemment révolutionnaire et prolétarienne (la faute, selon eux, en revenait aux masses !!!). Par ailleurs, si vous accusez les chefs indépendants d'être opportunistes, vous oubliez qu'ils sont régulièrement élus aux postes de direction et il n'en irait pas ainsi si, comme vous le dites, c'étaient des traîtres (de la même façon, leurs décisions tactiques expriment la volonté démocratiquement formulée par les congrès : au « sommet », que diable, on fait ce que désire la « base » !). Si vous nous reprochez d'avoir commis des erreurs, eh bien, que celui qui, dans cette assemblée, est sans péché nous jette la première pierre ! Si nous avons tardé à prendre contact avec l'IC, dont nous pensions que la fondation était prématurée, c'est parce que, avant que les ouvriers puissent jouer un rôle international, il faut les aider (les pauvres !) à avoir des idées claires sur la dictature du prolétariat et sur les moyens d'y parvenir, et pour cela il faut du temps et de la patience : ce n'est pas à coups de scissions, qui peuvent être nécessaires, mais qui dans tous les cas sont *regrettables*, qu'on y arrive. Si nous avons signé le traité de paix, c'est parce que sur l'Allemagne pesait le cauchemar d'une misère croissante, et que ceux qui peuvent faire la révolution, ce ne sont pas les prolétaires tombés dans la misère et « en haillons », mais uniquement « les couches ouvrières dont le niveau de vie a pu s'élever de façon relative » (les réformes et le plein emploi, si possible avec des salaires élevés, au service de la révolution !). Pour la même raison, tout en appréciant l'offre de blé russe comme un geste de solidarité internationale, nous l'avons refusée et nous avons préféré accepter le blé (et tout le reste) promis par les Américains, dans le double but de vous sauver vous-mêmes, qui n'aviez que peu de blé, et de sauver nos ouvriers, qui étaient en train de mourir de faim. Nous aussi nous sommes, et sans aucune hésitation, pour l'usage de la violence, mais nous ne pouvons faire un principe ni de la violence, ni de la terreur. Nous admettons qu'elles sont nécessaires « dans certaines situations », mais nous ne devons pas le

dire ouvertement, parce que nous éloignerions de nous des couches qui sont non seulement importantes, mais vitales dans l'exercice de la dictature prolétarienne dans l'avenir. Si, quand nous étions au gouvernement avec les majoritaires, nous avons repoussé la mission russe sans lui laisser franchir la frontière, c'est que nous étions... trois contre trois : que pouvions-nous faire d'autre ? (Bravo ! répliquera Rakovsky : c'est seulement maintenant que vous vous apercevez, vous qui vous dites marxistes, que la voie du ministérialisme est condamnée au départ, même sur le plan des « conquêtes » partielles ?). D'ailleurs, cette mission venait dans le but déclaré de faire de la propagande défaitiste et révolutionnaire dans l'armée : qu'auraient dit les Alliés, qu'auraient dit les généraux, qu'auraient dit les hauts fonctionnaires ? Et, pour finir, la flèche du Parthe : vous dites que nous sommes opportunistes ; mais vous, ne l'êtes-vous pas tout autant quand vous prêchez des concessions aux petits paysans ? Vous nous accusez de ne pas avoir voulu fusionner avec les spartakistes en décembre 1918-janvier 1919 ; mais n'êtes-vous pas les premiers à désavouer le « putschisme » des résolutions du congrès constitutif du K.P.D. ? Vous déplorez que nous ne nous déclarions pas ouvertement pour la terreur ; mais Rosa Luxembourg ne faisait-elle pas comme nous dans son « programme de la Ligue Spartakus » ? Conclusion rhétorique : « Vous nous donnez la réponse que vous voudrez. Quant à nous, nous souhaitons, nous désirons honnêtement bâtir un *front commun* avec l'Internationale Communiste. Vous ne pouvez pas mettre en doute nos convictions, nos sentiments, notre activité révolutionnaire. Nous restons des révolutionnaires, même si vous nous soupçonnez d'être des opportunistes ». Bref, c'est de *vous* que tout dépend et non de nous : « Si vous voulez la même chose que nous, c'est-à-dire une unité compacte entre le prolétariat de Russie et celui d'Allemagne, il faut que vous vous efforciez comme nous [!!!] de trouver au cours de nos prochaines *négociations* un moyen qui nous permette d'aller ensemble rapidement de l'avant dans la bataille commune contre le capitalisme, dans l'intérêt du prolétariat mondial ! ».

La réponse de Lénine fut brève et tranchante, et il faut noter qu'elle toucha certains des points de *principe* sur lesquels « Il Soviet » avait le plus fréquemment insisté. Quand on prétend être en règle avec le marxisme simplement parce qu'on a toujours été pour la conquête du pouvoir politique (les indépendants se réclamaient du programme d'Erfurt ; les réformistes italiens de celui de Gênes !), on « élude la question de fond ; on admet la conquête du pouvoir politique, mais on n'admet pas la dictature » : *on est kautskyste* ! On l'est aussi quand on se présente de façon toute formelle comme l'expression de la volonté des masses ou des membres du parti, en passant sous silence les tendances opposées qui se manifestent dans le parti et dans les masses. On est kautskyste quand on déplore la scission, au lieu de reconnaître que « la classe ouvrière internationale se trouve encore sous le joug de l'aristocratie ouvrière et des opportunistes » et que l'on s'est séparé trop tard des Noske et des Scheidemann. On l'est à plus forte raison quand on

affirme (dans un langage dont « je me demande s'il est permis de l'employer dans un parti communiste, un langage contre-révolutionnaire ») que la révolution n'est possible que si la situation des ouvriers n'empire pas « trop » :

« La victoire des prolétaires est impossible sans sacrifices, sans une aggravation provisoire de leur situation [...]. A l'échelle historique mondiale, il est vrai que, dans les pays arriérés, les coolies chinois ne sont pas en mesure de faire la révolution prolétarienne, mais dans des pays plus riches, là où grâce au pillage impérialiste on vit mieux, il est contre-révolutionnaire de dire aux ouvriers qu'ils doivent craindre une aggravation « trop grande » de leur situation. *C'est le contraire qu'il faut dire.* Une aristocratie ouvrière qui a peur des sacrifices, qui craint de « trop » s'appauvrir pendant la lutte révolutionnaire, ne peut pas adhérer au parti. Autrement la dictature est impossible, *surtout dans les pays d'Europe occidentale* » !

Enfin, on est kautskyste à la puissance n, quand on introduit entre la violence et la terreur une distinction « qui est possible dans un manuel de sociologie, mais non dans la pratique politique, surtout dans la situation allemande... Non seulement Kautsky, mais également Ledebour et Crispin parlent de la terreur et de la violence de façon contre-révolutionnaire. Et un parti qui s'adapte à ces conceptions ne peut apporter sa contribution à l'instauration de la dictature ».

Il est vain d'essayer de marquer des points en accusant les bolcheviks de parler en faveur du petit paysan et de son exploitation au lieu de proposer la socialisation immédiate de *toute* propriété foncière et de toutes ses formes de gestion : il s'agit là d'une « conception pédantesque » qui ignore la persistance en régime bourgeois, à côté de la grande exploitation capitaliste à travail associé, d'une énorme variété de formes semi-féodales ou en tout cas pré-capitalistes, impossible à éliminer immédiatement ; et c'est une conception qui nous ôte la possibilité d'avoir les paysans pauvres avec nous dans la révolution. Vous dites que nous devons reconnaître vos « convictions révolutionnaires » ? « Je le conteste catégoriquement, non pas parce que vous ne voulez pas agir de façon révolutionnaire, mais parce que *vous n'arrivez pas à penser en révolutionnaires* [...]. Vous êtes imprégnés jusqu'à la moelle *d'esprit bourgeois* ! »

Il ne faut pas croire qu'à Moscou la soi-disant gauche indépendante ait eu quelque chose de plus ou de mieux à dire que la « droite ». Si Däumig s'en tira en disant que son parti devait être jugé non pas d'après un *passé* équivoque, mais d'après un *présent* limpide où « tout bougeait, où tout fermentait », que rien n'empêchait donc d'introduire dans le parti les principes de la conquête violente du pouvoir et de la dictature « en une dure lutte contre les résistances de la matière » (!!!), Stöcker,

lui, repoussa l'idée d'une scission. A propos de la terreur, il affirma que « une chose est d'en voir clairement la nécessité, et autre chose de faire ouvertement de la propagande à ce sujet ». Il apporta de l'eau au moulin de Crispien, en déclarant qu'au cours de la période révolutionnaire, on ne peut certainement pas éviter de graves perturbations dans le procès de production, mais que « dans un pays industriel comme l'Allemagne, il faudra donner plus d'importance au *maintien de la continuité de la vie économique* que dans un pays agricole comme la Russie ».

Il appartient à Zinoviev de rappeler non seulement les expériences de la révolution bolchevique victorieuse, mais aussi celles de la révolution allemande malheureusement vaincue (« il n'y a pas une rue, dans les quartiers ouvriers de vos grandes villes, où le sang des prolétaires n'ait pas coulé... Comment pouvez-vous hésiter sur la question de la terreur ? »), et de conclure : « Nous n'avons pas besoin que l'on s'agenouille devant la révolution russe et l'Internationale Communiste : ce dont nous devons être sûrs, c'est que dans tous les pays on fait son devoir ». C'est sur la base de ces principes et uniquement de ces principes que le Comité exécutif pourra décider qui il acceptera dans ses rangs, quand et comment.

Serrati avait pris la parole avant Däumig et Stöcker. Il s'était d'abord plaint de façon insupportable des difficultés qu'il y avait à s'entendre après un long isolement réciproque, comme si les marxistes n'avaient pas *leur* langage, et ne se comprenaient que sur la base des... rapports humains, et avait parlé du complexe d'infériorité qui s'emparait des congressistes devant les bolcheviks (« Que suis-je, moi Serrati, par rapport au camarade Lénine ? »). Après cette introduction larmoyante, son discours avait été d'un bout à l'autre une apologie de la tolérance, du genre « aimons-nous les uns les autres » : « Ouvrons les portes de l'Internationale à tous les partis capables de faire la révolution avec nous [formule aussi large que les bras de la Providence] ; *après*, nous discuterons », au lieu de nous poser en « maîtres d'école qui distribuent de bonnes ou de mauvaises notes à leurs élèves » ! Son raisonnement avait été digne du matérialisme mécaniste de la II^e Internationale décadente : il ne s'agit pas de juger des hommes et des courants, dit Serrati, (donnez-moi, si vous le pouvez, un « sincéromètre » !), mais d'établir si la situation dans tel ou tel pays est révolutionnaire ou non, car « c'est la situation générale qui crée les hommes, et non le contraire ». En France, par exemple, la situation n'est pas révolutionnaire, *donc* elle fait naître « des attitudes équivoques et confuses, un pas à droite et un pas à gauche, sans que l'on sache jamais ce que l'on veut ». En Allemagne, en revanche, la situation est révolutionnaire, *donc* l'U.S.P.D. vaut mieux que le P.S.F. Il vaut moins cependant que le P.S.I., qui, pour sa part, agit dans une situation pré-révolutionnaire : dans de telles circonstances, qu'importe un Turati qui, après tout, « observe la discipline », et n'a qu'une influence négligeable ? Mais attention ! Il ne faudrait pas qu'il s'en aille en entraî-

nant d'autres membres du parti derrière lui : la réaction, contre laquelle il est décidé à défendre les ouvriers, ne ferait de nous qu'une bouchée ! De plus, Turati a à son actif une opposition à la guerre qu'il a menée « non seulement en pacifiste, mais en ennemi de l'opportunisme bourgeois » et, dans ses discours tant déplorés par Lénine et Zinoviev, il a le courage et l'habileté de dire à la bourgeoisie : « Tu vois bien que tu n'es plus en mesure de garder le pouvoir, d'exercer ta domination sur le peuple : écarte-toi ! ». Les conditions 15 et 16, ajoute Serrati, disent qu'il faut tenir compte des conditions particulières de chaque pays (*c'est uniquement pour cette raison*, que moi Serrati, convaincu que l'Exécutif « les interprétera *au sens large* », je voterai les 21 points !). Qu'on nous laisse donc choisir « le moment de l'épuration du parti ; nous vous assurerons tous — et personne, je pense, ne nous accusera d'avoir jamais trahi notre parole — qu'elle sera accomplie ; mais donnez-nous la possibilité de faire cela nous-mêmes d'une façon qui soit bénéfique pour les masses laborieuses, pour le parti, pour la révolution que nous sommes en train de préparer ! » (avec quelle clarté dans les idées et quelle cohérence dans l'action, nous venons de le voir).

La réponse de Lénine, comme on l'imagine, ne fut pas moins dure pour Serrati que pour les indépendants allemands. Le discours de Serrati « est de ceux que nous avons déjà entendus prononcer dans la II^e Internationale [...]. Serrati ne fait que répéter ce qu'a dit Crispian » (enfin ! cela faisait des mois que nous disions que le maximalisme était le cousin germain du centrisme indépendant !). Comment un parti peut-il être plus ou moins révolutionnaire selon la situation ? « Même dans une situation contre-révolutionnaire, on peut et on doit faire de la propagande révolutionnaire [...]. *C'est là justement la différence entre les communistes et les socialistes.* » Et que vient faire ici la volonté des réformistes de défendre le prolétariat contre la réaction ? « Même Tchernov, même les menchéviks et beaucoup d'autres encore, en Russie, « défendent » le prolétariat ; mais ce n'est pas une raison pour les accepter dans nos rangs ! »

Peu après, Zinoviev déclara que la situation en Italie, où les réformistes manœuvraient les syndicats à leur gré, était inadmissible : « Si les dirigeants du P.S.I. toléraient cela encore longtemps, nous nous adresserions, par-dessus leur tête, aux ouvriers italiens ». Deux sermons mémorables. Mais il faut reconnaître que pratiquement ni celle de Lénine ni celle de Zinoviev n'allaient au-delà de la revendication de la « rénovation du parti », de même que, à propos de l'U.S.P.D. et du P.S.F., elles n'allaient pas au-delà de *l'attente vigilante* des décisions de leurs congrès et renvoyaient à ce moment-là le jugement sur la possibilité d'admettre ou non leur aile scissionniste : le verdict, du moins sur ce dernier point, resta en suspens...

La discussion, dont nous laissons de côté les aspects mineurs, tirait à sa fin. Les 21 conditions furent approuvées avec seulement deux voix

contre. Très fermes dans les directives d'action, il apparut qu'elles étaient relativement modérées dans les critères de constitution des partis adhérents. Il n'est pas difficile de voir les points de convergence profonde, mais aussi les différences entre le texte définitif et les demandes contenues dans le discours de Bordiga (46). Cependant, malgré certaines lacunes et imprécisions, les « conditions » constituaient un solide point d'appui pour le travail des mois à venir. Ce n'était pas le maximum de ce qu'on pouvait faire, mais c'était la condition pour y parvenir. C'est bien ainsi que notre Fraction était décidée à les considérer : c'est pourquoi en Italie, il y eut Livourne, et non pas Tours, ni même Halle ! Le malheur, c'est que cela n'a pas suffi, et ne pouvait pas suffire, pour préserver l'Internationale de Lénine...

(Suite et fin au prochain numéro.)

(46) Il est publié ci-dessous en appendice.

APPENDICE

DISCOURS DU DELEGUE DE LA FRACTION COMMUNISTE ABSTENTIONNISTE SUR LES CONDITIONS D'ADMISSION A L'I. C. (1)

Je vais vous soumettre quelques observations que je propose d'ajouter à l'introduction aux thèses présentées par le Comité, et une proposition de modification au point 16 [15 dans le texte définitif], qui déclare : « Les partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les reviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste, adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans le sens de l'Internationale Communiste. Comme règle générale, les programmes des partis affiliés à la III^e Internationale sont ratifiés par un congrès mondial ou par le Comité Exécutif. En cas de refus par ces derniers de les ratifier, le parti en cause est en droit de faire appel au Congrès de l'Internationale Communiste ».

Ce Congrès a une importance capitale ; il doit défendre et assurer les principes essentiels de la III^e Internationale. Lorsqu'en avril 1917, je crois, le camarade Lénine revenait en Russie et qu'il esquissait les lignes principales du nouveau programme du Parti Communiste, il nous parlait de la reconstruction de l'Internationale. Il disait que ce travail devait avoir deux bases essentielles : qu'il fallait écarter d'un côté, les social-patriotes et de l'autre, les social-démocrates, ces socialistes de la II^e Internationale qui voyaient la possibilité de l'émancipation du prolétariat, sans une lutte de classes poussée jusqu'au recours aux armes, sans la nécessité de réaliser la dictature du prolétariat après la victoire, dans la période insurrectionnelle.

La réalisation révolutionnaire de Russie nous ramenait ainsi sur le terrain du marxisme, et le mouvement révolutionnaire qui avait été sauvé des ruines de la II^e Internationale s'orientait sur ce programme. Et le travail qui commençait donnait lieu à la constitution officielle d'un nouvel organisme mondial. Je pense que dans la situation actuelle — qui n'a rien de fortuit, mais qui est déterminée par la marche de l'histoire, nous courons le danger de voir s'introduire parmi nous des éléments, tant de la première que de la seconde catégorie, que nous avons éloignés.

Après que le mot d'ordre « régime des soviets » fut lancé dans le monde par le prolétariat russe et le prolétariat international, on a vu la vague révolutionnaire remonter tout d'abord, après la fin de la guerre, et le prolétariat du monde entier se mettre en marche. Nous avons vu dans tous les pays les anciens partis socialistes se sélectionner et donner naissance à des partis communistes qui ont engagé la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie.

Malheureusement, la période qui a suivi a été une période d'arrêt, car les révolutions allemande, bavaroise et hongroise ont été écrasées par la bourgeoisie.

La guerre est maintenant loin dans le passé. Le problème de la guerre et de la défense nationale ne se pose plus d'une façon immédiate, et il est très simple de nous dire maintenant que dans une prochaine guerre on ne retombera pas dans les anciennes erreurs, c'est-à-dire dans les fautes de l'union sacrée et de la défense nationale. Dans la pensée des centristes, la révolution est loin dans l'avenir, elle ne se pose pas comme un problème immédiat ; et ils déclarent accepter les thèses de la III^e Internationale : le pouvoir des soviets, la dictature du prolétariat, la terreur rouge.

Ce serait donc un grand danger pour nous, si nous commettons la faute d'accepter ces gens dans nos rangs.

La III^e Internationale ne peut accélérer le cours de l'histoire. Elle ne peut pas créer la révolution ni la susciter par la force. Nous ne pouvons que préparer le prolétariat. Mais il faut, camarades, que notre mouvement garde l'avantage que lui donne l'expérience de la guerre et de la Révolution Russe. C'est à cela, je pense, qu'il faut porter la plus grande attention.

Les éléments de droite acceptent nos thèses, mais d'une façon insuffisante. Ils les acceptent avec des réticences ; nous autres, communistes, nous devons exiger que cette acceptation soit entière et sans restriction, tant dans le domaine de la théorie que dans celui de l'action.

Nous avons vu la première grande application de la méthode et de la théorie marxiste en Russie, c'est-à-dire dans un pays où le degré de développement des classes n'était pas élevé. Cette méthode doit donc être appliquée avec encore plus de netteté et de rigueur dans l'Europe Occidentale, où le capitalisme est mieux développé.

On vient de faire la distinction entre « réformistes » et « révolutionnaires ». C'est un langage suranné. Il ne peut plus y avoir de réformistes, parce que la crise bourgeoise empêche tout travail de réformes. Les socialistes de droite le savent, ils se déclarent pour une crise de régime, ils s'appellent « révolutionnaires », mais espèrent que le caractère de cette lutte ne sera pas le même qu'en Russie. Je pense, camarades, qu'il faut que l'Internationale Communiste soit intransigeante et qu'elle maintienne fermement son caractère politique révolutionnaire.

Contre les social-démocrates il faut dresser des barrières infranchissables.

Il faut obliger ces partis à une déclaration de principes sans équivoque. Il faudrait avoir un programme commun à tous les partis communistes du monde, ce qui n'est malheureusement pas possible, à l'heure actuelle. La III^e Internationale n'a pas de moyens pratiques pour s'assurer que ces gens suivront le programme communiste. Toutefois, la condition que je propose d'ajouter est la suivante :

Lorsqu'on dit, à la thèse 16 [15] : « Les Partis qui conservent jusqu'à ce jour les anciens programmes social-démocrates ont pour devoir de les reviser sans tarder et d'élaborer un nouveau programme communiste

adapté aux conditions spéciales de leur pays... », après les mots : « élaborer un nouveau programme communiste », il faudrait supprimer les mots « adapté aux conditions spéciales de leur pays et conçu dans le sens de l'Internationale Communiste » et les remplacer par les mots « dans lequel les principes de l'Internationale Communiste soient exposés d'une façon non équivoque et entièrement conforme aux résolutions des congrès internationaux. La minorité du parti qui se déclarera contre ce programme, devra par ce fait même être exclue du parti. Les partis qui, tout en ayant adhéré à la III^e Internationale, n'ont pas accompli cette condition, doivent immédiatement réunir un congrès extraordinaire pour s'y conformer. »

Il faut poser clairement cette question des minorités de droite, sur laquelle je n'ai pas entendu se prononcer les représentants du Parti Socialiste Français, qui n'ont pas dit qu'ils chasseront de leur parti les Renaudel et autres. Ceux qui voteront contre le nouveau programme doivent sortir du parti. Sur le programme, il n'y a pas de discipline : on l'accepte ou non ; si c'est non, on se retire du parti. Le programme est une chose commune à tous, ce n'est pas une chose qui est établie par la majorité des militants du parti. C'est cela qui doit être imposé aux partis qui veulent être admis dans la III^e Internationale. Enfin, c'est seulement aujourd'hui qu'on vient d'établir qu'il y a une différence entre le désir d'entrer dans la III^e Internationale et le fait d'y être accepté.

Je pense qu'il faut, après ce Congrès, donner au Comité Exécutif le temps de faire exécuter toutes les obligations imposées par la III^e Internationale. Après cette période d'organisation, pour ainsi dire, la porte devrait être close, il n'y devrait être autre voie d'admission que l'adhésion personnelle au Parti communiste du pays.

Je propose que la motion du camarade Lénine qui a été retirée soit réadmise, c'est-à-dire que les partis qui demandent à être admis aient une certaine proportion de communistes dans les organes de direction de ces partis. Je préférerais les voir *tous* communistes.

Il faut combattre l'opportunisme partout. Mais cette tâche sera rendue très difficile si, au moment où l'on prend des mesures pour épurer la III^e Internationale, on ouvre les portes pour faire rentrer ceux qui sont restés dehors.

Au nom de la gauche du Parti Socialiste Italien, je déclare que nous nous engageons à combattre et à chasser les opportunistes en Italie, mais nous ne voudrions pas que s'ils sortent de chez nous, ils rentrent dans la III^e Internationale par un autre chemin. Nous vous disons : ayant ici travaillé ensemble, nous devons rentrer dans nos pays et former un front international unique contre les socialistes traîtres, contre les saboteurs de la Révolution Communiste.

(1) D'après le texte publié dans *L'Internationale Communiste*, pp. 274-279. Nous tenons compte également du *Protokoll*, pp. 282-286.

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 80 Centimes — 8 FB — 100 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1900 Lires

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires
Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
30 F — 300 FB — 3600 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires
Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires